



Augmenter la valeur ajoutée des produits africains

par le développement et la transformation
des chaînes industrielles en Afrique

Investissements de la Chine en Afrique 2023

CHINA-AFRICA BUSINESS COUNCIL



China-Africa Business Council

3rd Floor, Building 27, ABP Block 18, No. 188 S4th Ring W Rd, Fengtai District, Beijing, P.R.China
100070

Web: <http://en.cabc.org.cn>

Email: research@cabc.org.cn

Tel: 0086 010 6416 9865

Ce rapport est un travail du personnel du China-Africa Business Council avec des contributions externes. Les constatations, interprétations et conclusions exprimées dans ce travail ne reflètent pas nécessairement les points de vue du China-Africa Business Council, des membres de son conseil d'administration ou du gouvernement chinois. Cependant, il peut y avoir des domaines qui nécessitent une vérification plus approfondie. Nous saluons et apprécierons toute correction dans le rapport.

Vous pouvez citer, télécharger ou imprimer ce manuscrit pour un usage personnel, et vous pouvez inclure des passages de cette publication dans vos propres documents, blogs, sites Web et autres supports. Veuillez identifier la source comme étant China-Africa Business Council.

« La transition énergétique est inscrite, depuis plusieurs années, au cœur du modèle de développement du Continent Africain. Il s'agit là d'un formidable levier de renforcement de l'attractivité de notre Continent, et ce, dans l'objectif de le positionner comme base industrielle verte aux portes de l'Europe. Les ressources naturelles abondantes conjuguées à l'expertise développée par plusieurs pays d'Afrique ont permis la multiplication de projets verts à forte valeur ajoutée économique, sociale et écologique. Nous sommes optimistes quant au rôle que peut jouer l'Afrique dans l'accélération du déploiement du nouveau modèle de développement durable de la Chine et au rôle que peut jouer la Chine pour hisser l'industrie verte africaine dans la chaîne de valeur mondiale. »

M Mohamed El Kettani

Président Directeur Général du Groupe Attijariwafa Bank Group

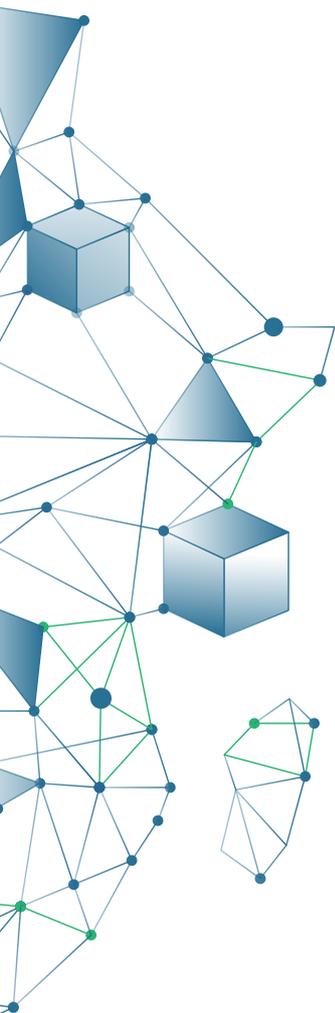
« Alors que l'Afrique et la Chine se tiennent à la croisée des opportunités, c'est la synergie entre nos secteurs privés qui éclairera le chemin. En unissant nos forces et en travaillant ensemble, nous pouvons créer un héritage de croissance mutuelle, d'innovation et de prospérité. Saisissons ce moment et bâtissons un avenir où le partenariat ne connaît aucune limite. »

Kay Gabriel

Président du Conseil des Affaires de la Diaspora Africaine (ADBC)



Table des Matières



Préface	I
Abréviations	III
Présentation du rapport	V
Chapitre 1 Aperçu des chaînes industrielles africaines et de la valeur ajoutée des produits	1
1.1 La connotation des chaînes industrielles et de la valeur ajoutée des produits et les relations entre elles	1
1.1.1 Les cinq niveaux de la chaîne industrielle	1
1.1.2 Le développement et la transformation de la chaîne industrielle augmentent la valeur ajoutée des produits.....	4
1.2 Historique du développement et de la transformation des chaînes industrielles africaines et la situation actuelle	6
1.2.1 Les chaînes industrielles en Afrique pendant la période coloniale : les subordonnés économiques des Etats suzerains	6
1.2.2 Les chaînes industrielles africaines dans les premières années de l'indépendance : indépendance économique nationale et stratégies de substitution des importations	7
1.2.3 Les chaînes industrielles africaines dans les années 1980-1990 : restructuration économique et stratégies orientées vers l'exportation	8
1.2.4 Les chaînes industrielles africaines depuis le XXIe siècle : intégration économique, NEPAD et réindustrialisation.....	10
1.2.5 Situation actuelle des chaînes industrielles africaines : structure industrielle unique et faible valeur ajoutée.....	11
1.3 Besoins fondamentaux, avantages comparatifs et opportunités de développement et de transformation des chaînes industrielles africaines.....	14
1.3.1 Trois besoins fondamentaux du développement et de la transformation des chaînes industrielles africaines	14
1.3.2 Trois avantages comparatifs pour le développement et la transformation des chaînes industrielles africaines	16
1.3.3 Trois opportunités majeures pour le développement et la transformation des chaînes industrielles africaines actuelles.....	17
1.4 Défis et contraintes dans le développement et la transformation des chaînes industrielles africaines.....	20
1.4.1 Facteurs de production : offre insuffisante de facteurs de production avancés.....	20
1.4.2 Environnement de marché : environnement commercial complexe et en constante évolution	21

1.4.3 Coûts de transaction : fragmentation du marché et coûts de circulation élevés	22
1.4.4 Demande du marché : coordination insuffisante de la gestion de la qualité et des normes pour les biens commercialisés.....	23

Chapitre 2 Impact de la coopération sino-africaine sur le développement et la transformation des chaînes industrielles africaines

2.1 Cadre institutionnel et évolution politique de la Chine visant au développement et à la transformation des chaînes industrielles africaines	25
2.1.1 La construction de « la Ceinture et la Route » : le concept de « cinq facteurs d'interconnexion » et une « communauté de destin Chine-Afrique dans la nouvelle ère ».....	25
2.1.2 FCSEA : « Dix plans de coopération sino-africaine », « Huit initiatives majeures » et « Neuf programmes ».....	28
2.1.3 Développements récents : Dialogue des dirigeants chinois et africains lors du 15e Sommet des BRICS.....	33
2.2 Modèles de coopération et actions existants de la Chine pour promouvoir le développement et la transformation des chaînes industrielles africaines.....	34
2.2.1 Interconnexion des industries et coopération en matière de capacités de production.....	34
2.2.2 Parcs industriels et investissements industriels.....	36
2.2.3 Infrastructures et fondations industrielles	39
2.2.4 Transfert de technologies et formation de talents.....	42
2.2.5 Développement des chaînes industrielles axé sur la demande et l'offre	45
2.2.6 Innovation institutionnelle et mise en pratique.....	46

Chapitre 3 Les investissements des entreprises chinoises en Afrique du point de vue des chaînes industrielles

3.1 Renforcer les fondations : soutenir la construction d'infrastructures et l'offre de facteurs	51
3.1.1 China Road and Bridge Corporation (CRBC) : construction de la « grande artère » des transports publics d'Afrique de l'Est au Kenya.....	51
3.1.2 Power Construction Corporation of China (PCCC) : construction de la plus grande centrale solaire thermique à tour au monde au Maroc.....	53
3.1.3 Shenzhen Huawei : fournir des ressources matérielles et humaines aux TIC en Afrique	54
3.1.4 Sinoma International Engineering Co. Ltd. (Nanjing) : fournir un soutien technique à l'industrie du ciment du Nigéria	55
3.2 Renforcer les atouts : aider à transformer des ressources abondantes en atouts de développement.....	56
3.2.1 China Nonferrous Metal Mining (Group) Co. Ltd. (CNMC) : développement de la fusion cuivre-cobalt et soutien aux grappes industrielles en Zambie.....	56

3.2.2 Shandong Weiqiao Venture Co. Ltd. : développement régulier de la bauxite en Guinée.....	56
3.2.3 Soremi SA : la première mine moderne de la République du Congo.....	57
3.2.4 PetroChina : réaliser un développement à grandes enjambées dans l'industrie pétrolière du Tchad.....	58
3.3 Renforcer les maillons faibles : compléter les maillons clés et renforcer les capacités nationales de transformation poussée.....	59
3.3.1 Wynca : aide à la production et à la fourniture de produits chimiques agricoles au Ghana.....	59
3.3.2 Yuan's Seed Company Limited : localisation du riz hybride à Madagascar.....	59
3.3.3 Zhejiang Mina Textile Co. Ltd. : pionnier de l'industrie de l'impression et de la teinture en Ethiopie.....	61
3.3.4 Groupe Honghua : plate-forme de forage pétrolière terrestre fabriquée en Egypte	62
3.3.5 Lebunna : amener le café éthiopien de la graine au fruit jusqu'à la tasse	62
3.3.6 Jielong Holdings : un coton limité ouvre des possibilités illimitées en Tanzanie	63
3.4 Comblé le vide : aider au développement des industries émergentes et à la diversification économique.....	64
3.4.1 Guangde International Group, LDA : contribuer à la diversification économique de l'Angola	64
3.4.2 Jushi Egypt : aider l'industrie égyptienne de la fibre de verre à se développer à partir de zéro	65
3.4.3 Kilimall : l'une des plateformes d'achat préférées des consommateurs africains.....	66
3.4.4 Herocean Group : construire les chaînes d'approvisionnement de produits en Afrique.....	67
3.4.5 Chongqing Haifu Medical Technology Co. Ltd. : développement rapide de la technologie chirurgicale en Afrique.....	67
3.4.6 XAG : la technologie agricole intelligente renforce l'agriculture moderne en Afrique.....	68

Chapitre 4 Conclusions et recommandations

4.1 Quatre pistes de réflexion pour la transformation des chaînes industrielles africaines.....	71
4.1.1 Orientation et renforcement des fondations : un gouvernement compétent offre des orientations et accélère la mise en œuvre des éléments clés	71
4.1.2 Stabiliser et renforcer les chaînes industrielles : consolider la compétitivité des industries fortes et augmenter la valeur ajoutée des produits exportés	72
4.1.3 Compléter et étendre les chaînes industrielles : compléter les catégories de produits importantes et étendre les industries en amont et en aval.....	73
4.1.4 Former et développer des chaînes industrielles : tirer pleinement parti des avantages comparatifs et construire de nouvelles chaînes dans un environnement ouvert.....	74

4.2 Nécessité de la coopération sino-africaine du point de vue des chaînes industrielles	76
4.3 Recommandations aux gouvernements chinois et africains sur l'élargissement de leur coopération	78
4.3.1 Renforcer la coordination politique : améliorer la conception de haut niveau et formuler des plans spécifiques	78
4.3.2 Renforcer la facilitation du commerce : éliminer les barrières tarifaires et non tarifaires.....	78
4.3.3 Renforcer l'intégration financière : fournir un soutien au développement par le biais de la coopération financière.....	79
4.3.4 Renforcer l'interconnexion des infrastructures : construire des infrastructures traditionnelles et numériques pour consolider les fondations du développement industriel.....	79
4.3.5 Renforcer la compréhension mutuelle entre les peuples : formation technique pour accroître les capacités de développement autonome	79
4.4 Recommandations pour accroître la participation des entreprises chinoises et africaines.....	79
4.4.1 Politique de promotion de l'Afrique.....	79
4.4.2 Politique de promotion de la Chine.....	80
4.4.3 Pratiques des entreprises chinoises et africaines.....	80
4.5 Recommandations pour encourager la participation multilatérale	82
4.5.1 Renforcer la coordination stratégique.	82
4.5.2 Se concentrer sur les domaines clés.	82
4.5.3 Engager un dialogue sur la sécurité.	82
Annexe	83
Index	85
Information d'entreprises	87
Bibliographie	90
Remerciements	101

Préface

Soyons des compagnons de route sur la voie du développement et du redressement

En août 2023, lors du 15e Sommet des BRICS, le président chinois Xi Jinping a appelé les pays des BRICS à être compagnons de route sur la voie du développement et du redressement, à s'opposer au découplage et à se concentrer sur la coopération pragmatique.¹ Lors du dialogue des dirigeants chinois et africains qui a suivi, le président Xi Jinping a prononcé un discours liminaire intitulé « Promouvoir ensemble la modernisation en vue d'un avenir meilleur pour la Chine et l'Afrique », soulignant une fois de plus que la Chine souhaite accompagner l'Afrique sur la voie de sa modernisation.²

L'année 2023 marque le dixième anniversaire de l'initiative « la Ceinture et la Route » et du principe dit « sincérité, pragmatisme, amitié et franchise », qui ont été les idées politiques de la Chine à l'égard de l'Afrique, ainsi que le dixième anniversaire de la conception correcte de la justice et des intérêts. Au cours de la dernière décennie, la Chine et l'Afrique ont continuellement ouvert de nouveaux domaines d'échanges et de coopération, établissant ainsi un modèle pour la construction d'une communauté de destin pour l'humanité dans la nouvelle ère. La Chine a non seulement continué à maintenir sa position de plus grand partenaire commercial de l'Afrique, mais également, en tant que quatrième source d'investissement de l'Afrique, a investi dans 52 pays d'Afrique, élargissant continuellement ses domaines d'investissement, notamment les infrastructures, les parcs industriels, l'agriculture et l'exploitation minière, la fabrication à forte intensité de main-d'œuvre et l'économie numérique. Les acteurs des investissements sont de plus en plus diversifiés, les entreprises privées représentant 70 %.³

Actuellement, les chaînes industrielles sont au cœur de la concurrence stratégique entre les pays du monde entier. L'Agenda 2063 de l'Union africaine a proposé pour objectifs la transformation économique en Afrique et l'amélioration de la valeur ajoutée des ressources africaines. Cependant, en raison de l'offre insuffisante de facteurs de production avancés et des coûts de transaction élevés sur le marché, le développement et la transformation des chaînes industrielles africaines ont été difficiles. Il existe des problèmes à long terme, comme des chaînes peu nombreuses, des chaînes courtes, des chaînes faibles et une faible valeur ajoutée des produits. En tant que partenaire le plus fidèle et le plus fiable de l'Afrique, la Chine s'est toujours engagée à associer son initiative « la Ceinture et la Route » avec l'Agenda 2063 et les stratégies de développement des pays africains. La coopération

1 Gouvernement populaire central de la République populaire de Chine (2023). Allocution de Xi Jinping au 15e Sommet des BRICS. https://www.gov.cn/yaowen/liebiaob/202308/content_6899791.htm

2 Qstheory.cn (2023). Discours de Xi Jinping au Dialogue des dirigeants chinois et africains (Texte intégral). http://www.qstheory.cn/yaowen/2023-08/25/c_1129823353.htm

3 Gouvernement populaire central de la République populaire de Chine (2023). Ouverture en Ethiopie de la conférence thématique de la coopération sino-africaine dans le cadre de « la Ceinture et la Route ». https://www.gov.cn/yaowen/liebiao/202309/content_6903048.htm

dans les chaînes industrielles a donc toujours été au centre et au point de départ de la coopération sino-africaine.

Le Conseil d'affaires Chine-Afrique (CABC) est un fournisseur de services pour les entreprises chinoises investissant en Afrique, mettant en pratique les initiatives proposées lors du Forum sur la coopération sino-africaine. Son Rapport sur les investissements chinois en Afrique (2023) se concentre sur la coopération sino-africaine du point de vue des chaînes industrielles. Se basant sur l'identification des avantages et des contraintes, des opportunités et des défis du développement des chaînes industrielles africaines, il résume les modèles et les réalisations des entreprises chinoises dans la promotion du développement et de la transformation des chaînes industrielles africaines, et propose des idées et des recommandations dans ces domaines, fournissant une bonne référence pour promouvoir davantage la coopération sino-africaine dans les chaînes industrielles.

Dans le contexte où l'Afrique explore activement un développement ouvert et autonome et que la réforme et l'ouverture de la Chine sont entrées dans une nouvelle ère, la coopération sino-africaine dans les chaînes industrielles n'est pas seulement un point d'interconnexion stratégique des objectifs de développement des deux parties dans la nouvelle ère, mais aussi une mesure clé pour tirer parti de leurs avantages comparatifs respectifs afin de parvenir à un développement à grandes enjambées. « Par des efforts conjoints dans la recherche de la modernisation, la Chine et l'Afrique répondent aux questions que pose l'Histoire et œuvrent à la cause grandiose de la coopération gagnant-gagnant, de la coexistence harmonieuse et de la prospérité commune des civilisations. »⁴



中非民间商务
China-Africa Business Council

Wu Yanming

Président de la China-Africa Business Council
Président du Groupe Wynca



⁴ Qstheory.cn (2023). Discours de Xi Jinping au Dialogue des dirigeants chinois et africains (Texte intégral). http://www.qstheory.cn/yaowen/2023-08/25/c_1129823353.htm

Abréviations

ADUA	Agence de développement de l'Union africaine
AFA	Analyste financier agréé
AWA	Africa World Airlines
B2B	Business-to-business
B2C	Business-to-customer
BAD	Banque africaine de développement
BBC	British Broadcasting Corporation
BCG	Boston Consulting Group
BOT	Construction-exploitation-transfert
CABC	China-Africa Business Council
CATE	Centre africain pour la transformation économique
CEA	Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CUA	Comité de l'Union africaine
EDMI	1er Symposium international sur le développement économique et d'innovation en matière de gestion
EPC	Ingénierie-approvisionnement-Construction
EY	Ernst & Young
FCO	Fabricant de conception d'origine
FEO	Fabricant d'équipement d'origine
FMO	Fabricant de marque d'origine
IPF	Indice de performance logistique
NEPAD	Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique
O2O	Online-to-offline
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ONUUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
ORAN	Organisation régionale africaine de normalisation
PIB	Produit intérieur brut
PPP	Partenariat public-privé
S2B2C	Supplier-to-business-to-customer
TCAC	Taux de croissance annuel composé
TIC	Technologies de l'information et de la communication
TRALAC	Centre de droit commercial pour l'Afrique australe
UA	Union africaine
UE	Union européenne
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
ZLECAf	Zone de libre-échange continentale africaine



Présentation du rapport

Une chaîne industrielle comprend cinq niveaux de signification, y compris son intégration naturelle à la chaîne d'approvisionnement et à la chaîne de valeur. Elle est un réseau basé sur les relations entre l'offre et la demande et la division du travail et est composée de plusieurs entreprises et produits constituant des noeuds sous la forme de chaînes de coopération horizontales et de chaînes verticales d'offre et de demande. Le développement et la transformation des chaînes industrielles sont essentiels pour accroître la valeur ajoutée des produits, mais constituent aussi une voie importante pour l'Afrique vers la réalisation de l'Agenda 2063. C'est sans aucun doute une priorité actuelle pour les pays africains qui sont généralement confrontés à des problèmes industriels comme une structure industrielle unique et une faible valeur ajoutée des produits.

L'Afrique est considérée comme « l'entrepôt mondial des matières premières », « le plus jeune continent » et ayant un « rôle émergent en tant que marché de consommation majeur ». Le développement et la transformation de ses chaînes industrielles présentent des avantages comparatifs liés aux ressources naturelles abondantes, à une offre suffisante de la main-d'œuvre et à de vastes marchés de consommation en amont et en aval des chaînes industrielles. Le continent est également confronté à trois opportunités : celle de dépassement dans le virage généré par la quatrième révolution industrielle, un nouveau potentiel de développement résultant de la restructuration des chaînes industrielles mondiales et les dividendes de l'intégration régionale découlant de la construction de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). Cependant, la pénurie de facteurs de production avancés, un environnement commercial complexe et en constante évolution, la fragmentation des marchés, les coûts de circulation élevés et la coordination insuffisante de la gestion de la qualité des produits et des normes présentent également divers défis pour la transformation et la modernisation des chaînes industrielles africaines.

La Chine a ici un rôle important à jouer. D'une part, sous l'impulsion des cadres politiques sino-africains tels que la construction de « la Ceinture et la Route » et le Forum sur la coopération sino-africaine, la Chine peut contribuer au développement et à la transformation des chaînes industrielles africaines dans six domaines dont l'amarrage industriel et la coopération en matière de capacités de production, la construction de parcs industriels et les investissements industriels, le développement d'infrastructures et de bases industrielles, le transfert de technologies et la pratique de main-d'œuvre qualifiée, la stimulation par la demande et l'offre, l'innovation institutionnelle et les pratiques de travail. D'autre part, en tant qu'acteurs importants de la coopération sino-africaine sur les chaînes industrielles, les entreprises chinoises, en se focalisant sur les difficultés et problèmes entravant le développement africain, se livrent activement dans la pratique pour renforcer les bases, forger les forces, remédier aux faiblesses et combler les lacunes. Elles investissent dans le nord, l'est, le sud, l'ouest et le centre du continent, concernant de nombreux domaines tels que l'agriculture, l'énergie, les mines, le secteur manufacturier, l'économie numérique, la médecine, la logistique et les infrastructures, apportant ainsi leur contribution au développement et à la transformation des chaînes industrielles africaines.

En se basant sur quatre points de vue, ce rapport formule trois propositions : la coopération gouvernementale, la participation des entreprises et l'engagement multilatéral. Sur la base d'un résumé ci-dessus du développement africain, d'un bilan des modèles de coopération

sino-africaine et d'une analyse de cas de 90 entreprises chinoises investissant en Afrique faite dans la section des études de cas, dont 20 sont typiques ce Rapport formule quatre pistes de réflexion fondamentales visant à promouvoir le développement et la transformation des chaînes industrielles africaines, à savoir « guider et consolider les bases », « stabiliser et renforcer les chaînes », « étendre et compléter les chaînes », « développer et former des chaînes », ainsi que trois propositions concrètes dont l'élargissement de la coopération entre les gouvernements chinois et africains, l'augmentation des investissements des entreprises chinoises en Afrique et l'encouragement de la participation multilatérale. Ces propositions s'adressent à différents acteurs tels que les gouvernements, les entreprises et les organisations non gouvernementales.

Buts et objectifs :

Ce rapport est préparé et publié par le Conseil d'affaires Chine-Afrique (CABC). Compilé par le CABC en collaboration avec l'Institut de recherche sur la coopération économique et commerciale Chine-Afrique, il s'agit d'une étude sur la manière de parvenir au développement et à la transformation des chaînes industrielles africaines et d'augmenter la valeur ajoutée des produits africains. Il explorera l'impact des cadres politiques sino-africains et des modèles de coopération existants dans les chaînes industrielles africaines en examinant les processus de développement, la demande, les avantages, les opportunités et les défis. Au moyen d'études de cas, il se concentrera davantage sur le rôle des entreprises chinoises dans le développement et la transformation des chaînes industrielles africaines, indiquera les pistes de réflexion fondamentales et identifiera le potentiel de coopération sino-africaine à cet égard.

Méthodologie du rapport :

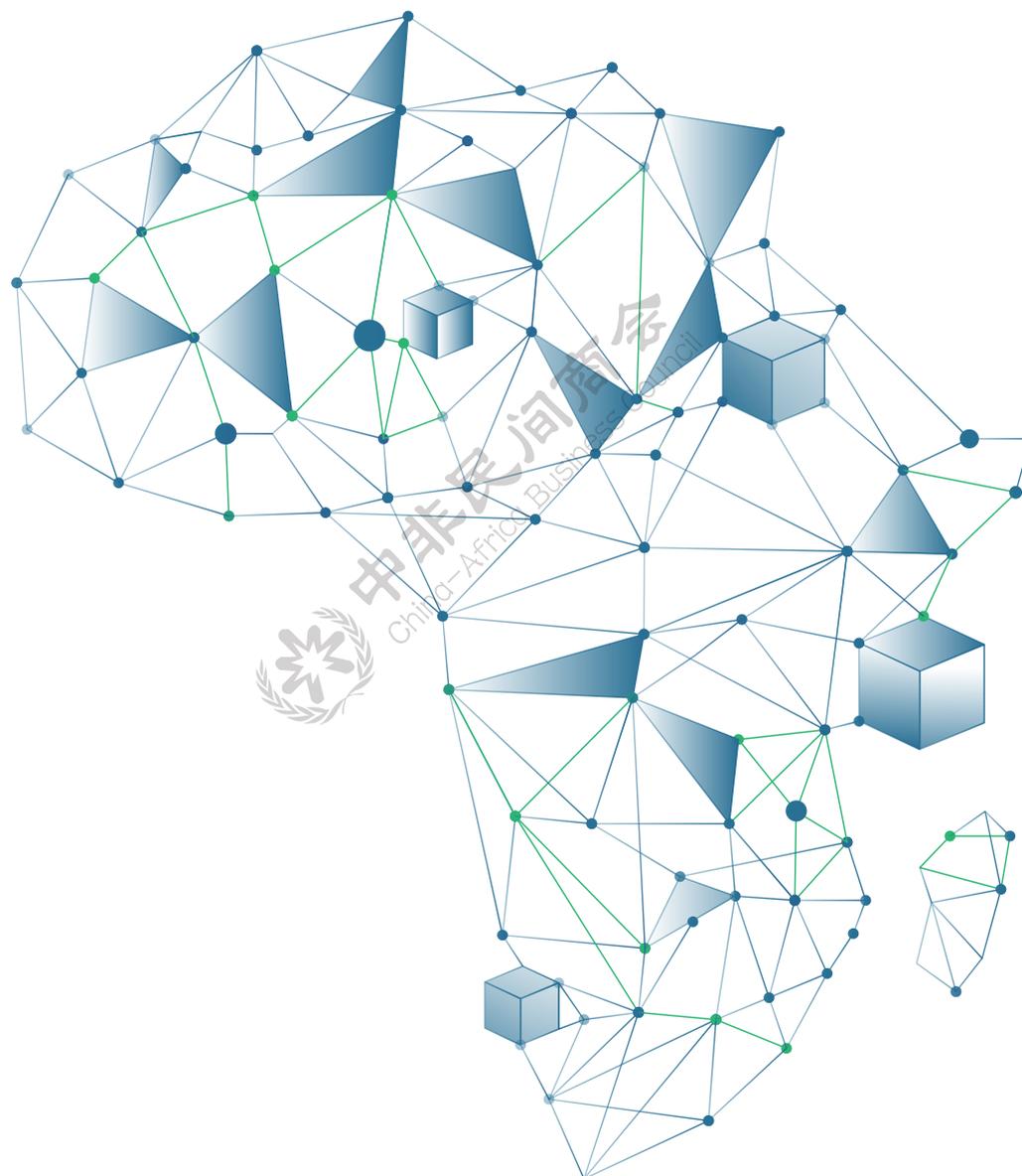
Ce rapport tire des conclusions en recueillant des informations faisant autorité provenant de plusieurs sources et en utilisant l'analyse de documents et des études de cas. Les sources utilisées dans l'analyse des documents comprennent, sans s'y limiter, des documents politiques, des documents de recherche ainsi que des informations et des données statistiques provenant d'acteurs du secteur, d'institutions de premier plan et d'organisations financières multilatérales et régionales. Les études de cas présentées dans le rapport proviennent principalement d'enquêtes auprès des membres du CABC ou d'informations publiques pertinentes. Les entreprises impliquées couvrent différents domaines tels que l'agriculture, l'énergie, les mines, le secteur manufacturier, l'économie numérique et la médecine, et nombre d'entre elles sont à la fois représentatives et réputées. L'analyse de contenu, les recherches comparatives et d'autres méthodes sont également utilisées dans le rapport, comme l'analyse des cadres politiques sino-africains au chapitre 2.

Le rapport est organisé comme suit :

Le chapitre 1 donne un aperçu de base des chaînes industrielles africaines et de la valeur ajoutée des produits, y compris une analyse des avantages et des faiblesses. Le chapitre 2 explore l'impact de la conception globalisée et des modèles de la coopération sino-africaine sur le développement et la transformation des chaînes industrielles africaines. Le chapitre 3 présente des études de cas d'entreprises chinoises investissant en Afrique du point de vue des chaînes industrielles concernées. Le chapitre 4 formule des pistes de réflexion fondamentales pour le développement et la transformation des chaînes industrielles africaines et, du point de vue de la coopération sino-africaine, présente des propositions à l'intention des gouvernements chinois et africains, des entreprises chinoises et des participants multilatéraux.

Augmenter la valeur ajoutée des produits africains

par le développement et la transformation
des chaînes industrielles en Afrique



Investissements de la Chine en Afrique 2023
China-Africa Business Council



Chapitre 1

Aperçu des chaînes industrielles africaines et de la valeur ajoutée des produits

1.1 La connotation des chaînes industrielles et de la valeur ajoutée des produits et les relations entre elles

1.1.1 Les cinq niveaux de la chaîne industrielle

Il n'existe actuellement aucun consensus au sein des communautés universitaires nationales et internationales sur la définition précise du terme « chaîne industrielle » en tant que concept économique. Les économistes définissent généralement une chaîne industrielle au sens large comme un réseau composé de plusieurs entreprises et produits en tant que nœuds, basé sur la division intra-industrielle du travail et les relations entre l'offre et la demande, sous la forme de chaînes de coopération horizontales et de chaînes verticales d'offre et de demande.⁵ La chaîne verticale d'offre et de demande fait référence à la division du travail entre les secteurs en amont, médians et en aval, tandis que la chaîne de coopération horizontale fait référence à la coopération en matière de services et au soutien des industries.

⁵ Guo, W., & Yang, Y. (2019). Application of industry chain theory in the financial services of small and medium-sized enterprises. Proceedings of the 1st International Symposium on Economic Development and Management Innovation (EDMI 2019). <https://doi.org/10.2991/edmi-19.2019.27>; PW Consulting(2021). Industry Chain, Value Chain, Supply Chain, Difference Between Them. <https://pmarketresearch.com/what-are-industry-chain-value-chain-and-supply-chain-whats-the-difference-between-them/>

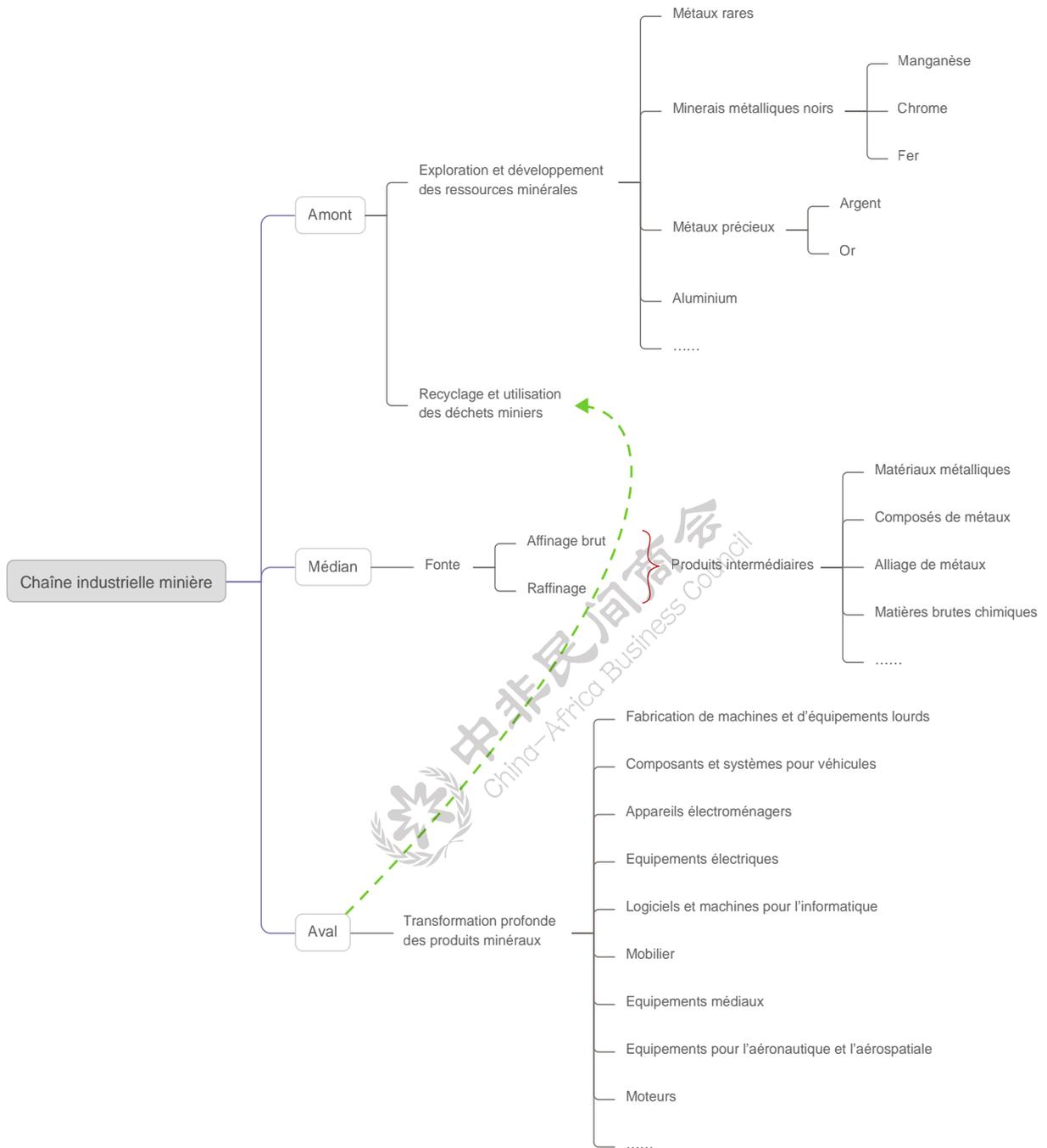


Figure 1 Exemple de chaîne industrielle minière en amont, au niveau médian, et en aval

Source : Wind

La chaîne industrielle est fortement corrélée à deux concepts de gestion proposés dans les années 1980 : la chaîne de valeur et la chaîne d'approvisionnement. La chaîne de valeur met l'accent sur la « création de valeur » des entreprises dans l'ensemble d'activités

allant de la conception du produit ou du service jusqu'à son utilisation finale⁶. La chaîne d'approvisionnement fait référence à l'activité de transformation des matières premières ou des composants en produits ou services client au sein d'une organisation, qui est la forme physique de la chaîne industrielle⁷. La chaîne industrielle est orientée vers la corrélation, qui constitue le fondement matériel. La chaîne d'approvisionnement est axée sur l'efficacité et constitue le fondement de la connectivité. La chaîne de valeur est orientée vers la rentabilité, c'est-à-dire la réalisation de valeur. Les trois chaînes en une sont toutes incluses dans une même grappe industrielle.⁸

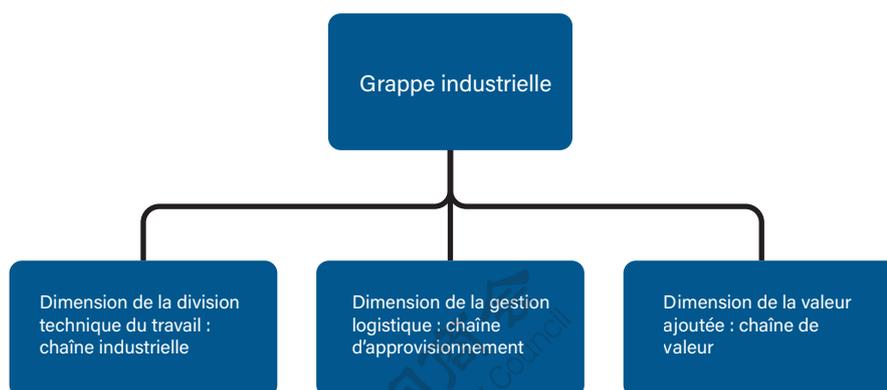


Figure 2 Relation entre la grappe industrielle, la chaîne industrielle, la chaîne d'approvisionnement et la chaîne de valeur

Source : *Recherche sur l'amélioration de la qualité des grappes industrielles du point de vue de la chaîne de valeur mondiale*

Basée sur les concepts ci-dessus, la chaîne industrielle relève de cinq niveaux :

- ① La chaîne industrielle, la chaîne d'approvisionnement et la chaîne de valeur sont naturellement intégrées, les deux dernières se concentrant respectivement sur la perspective logistique et la création de valeur de la chaîne industrielle.
- ② La chaîne industrielle est une manifestation du niveau de l'industrie, et sa sophistication, son caractère intégral et son efficacité reflètent la qualité et l'efficacité du développement industriel d'un pays, ainsi que la résilience et la vitalité de l'économie.
- ③ La chaîne industrielle est une manifestation de la corrélation industrielle, représentant la division technique du travail dans la fabrication de produits.
- ④ La chaîne industrielle est une manifestation de la profondeur du traitement des matières premières. Plus le traitement est profond, plus la chaîne est longue et plus les processus de création de valeur sont impliqués.

⁶ World Bank Group (2018). Inclusive (Global) Value Chains Jobs and Migration Core Course. <https://thedocs.worldbank.org/en/doc/215751528391009103-0160022018/render/2PMMay3InclusiveGVCs.pdf>

⁷ CIPS(2023). What is a supply chain?. <https://www.cips.org/intelligence-hub/supply-chain-management/what-is-a-supply-chain>

⁸ Ma Zhongdong (2022). Research on Quality Upgrading of Industrial Clusters from the Perspective of Global Value Chain, p. 4, Economic Science Press.

5 La chaîne industrielle est une manifestation de la satisfaction des niveaux de demande, impliquant des liens de production et d'approvisionnement interconnectés tels que les matières premières, la production et la transformation, qui répondent à différents niveaux de demande.

1.1.2 Le développement et la transformation de la chaîne industrielle augmentent la valeur ajoutée des produits

La valeur ajoutée du produit est incluse dans la chaîne industrielle et s'oriente davantage vers la forme de valeur de la chaîne industrielle, c'est-à-dire la perspective d'analyse de la chaîne de valeur. La valeur ajoutée fait référence à la différence entre le prix de vente et le prix de revient des biens ou des services, qui est influencée par des facteurs comme les facilités grâce au traitement, la marque, la qualité, le design et les arguments de vente uniques.⁹ La « courbe du sourire » est souvent utilisée pour aider à comprendre les caractéristiques de la répartition de la valeur ajoutée dans une chaîne industrielle spécifique : la valeur ajoutée élevée est plus concentrée dans la recherche et le développement, le design et le marketing de marque aux deux extrémités de la chaîne industrielle, tandis que la valeur ajoutée aux niveaux intermédiaires, dont la production et la transformation, est relativement faible. Par ailleurs, en raison des différences dans l'investissement des facteurs et la productivité, la capacité des différentes industries à créer de la valeur ajoutée varie. D'une manière générale, l'industrie, en particulier l'industrie manufacturière, joue un rôle plus important dans la création de richesse et dans la promotion de la croissance économique.¹⁰

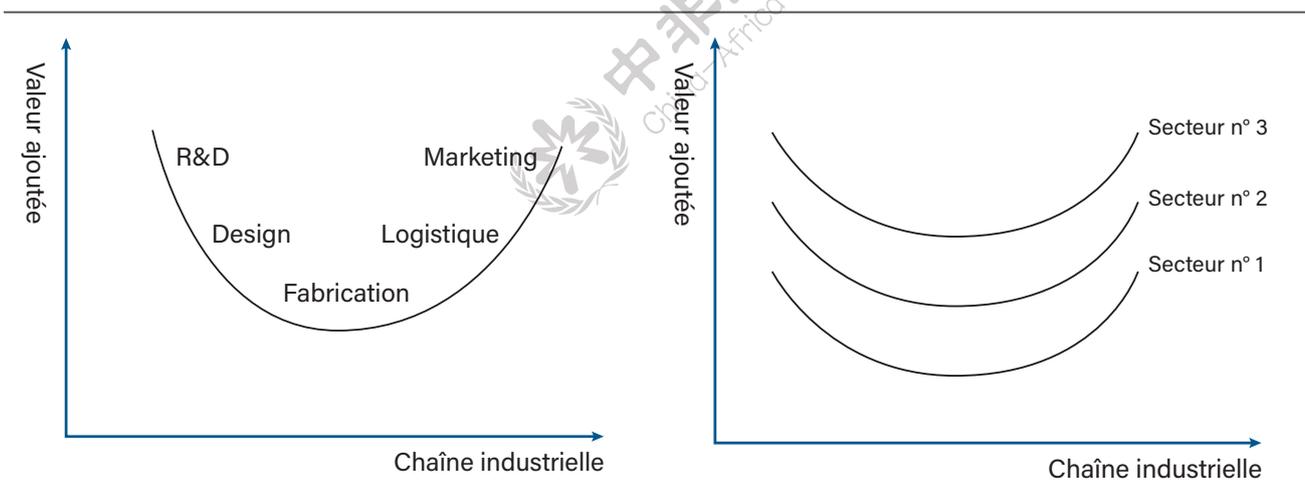


Figure 3 « Courbe du sourire » et surimposition de nouvelles « courbes du sourire »

Source : *Reconstruction de la chaîne de valeur mondiale, théorie et pratique de la mise à niveau des entreprises chinoises*

La modernisation de la chaîne industrielle fait référence au mouvement dynamique d'une production à faible valeur ajoutée vers une production à haute valeur ajoutée.¹¹ D'un point de

9 BBC (n.d.). The role of business. <https://www.bbc.co.uk/bitesize/guides/zkqp6v4/revision/3>

10 UNIDO (2021). Why industrial development matters now more than ever before. <https://iap.unido.org/articles/why-industrial-development-matters-now-more-ever>

11 Tian, K., Dietzenbacher, E., & Pin, R. J. A. (2019). Measuring industrial upgrading: applying factor analysis in a global value chain framework. *Economic Systems Research*, 31(4), 642–664. <https://doi.org/10.1080/09535314.2019.1610728>

vue macroéconomique, cela comprend : (1) l'ajustement des secteurs primaire, secondaire et tertiaire dans la structure économique nationale ; (2) la modernisation intersectorielle, comme la transition d'un secteur manufacturier traditionnel à faible transformation et à faible valeur ajoutée vers des secteurs émergents ; (3) la transformation et la modernisation au sein d'un secteur, telles que la modernisation et l'extension de la production et de la fabrication au développement, à la conception et à la commercialisation de produits.¹² D'un point de vue microéconomique, comme pour les entreprises, la modernisation de la chaîne industrielle comprend quatre formes progressives : la modernisation des processus, la modernisation des produits, la modernisation des fonctions et la modernisation de la chaîne. La modernisation des processus améliore l'efficacité de la production d'un certain maillon de la chaîne industrielle. La modernisation des produits consiste à produire de nouveaux produits qui répondent à la demande du marché ou à améliorer des produits existants. La modernisation des fonctions étend la participation à la chaîne industrielle d'amont en aval de la chaîne de valeur. La modernisation de la chaîne est la transformation des industries en de nouvelles chaînes industrielles.¹³

Tableau 1 Processus de modernisation des entreprises

	Modernisation des processus	Modernisation des produits	Modernisation des fonctions	Modernisation de la chaîne
Trajectoire				
Exemple	FEO	FCO	FMO	Modernisation de la chaîne
Valeur ajoutée	Accroissement de la valeur ajoutée			

Source : « Co-Opétition » : un état d'esprit révolutionnaire qui allie compétition et coopération

- 12 Li, M., & Li, M. (2017). Industrial transformation and upgrading: the inevitable choice for NGEs' new growth and development. In Research series on the Chinese dream and China's development path. https://doi.org/10.1007/978-981-10-3872-3_3
- 13 Bair, J., & Gereffi, G. (2018). Local Clusters in Global chains: The causes and consequences of export dynamism in Torreon's blue jeans industry. In Cambridge University Press eBooks (pp. 176–204). <https://doi.org/10.1017/9781108559423.007>; Lee, J., & Chen, J. (2000). Dynamic Synergy Creation with Multiple Business Activities: Toward a Competence-based Business Model for Contract Manufacturers; Schmitz, H., & Humphrey, J.F. (2000). Governance and Upgrading: Linking Industrial Cluster and Global Value Chain Research.

1.2 Historique du développement et de la transformation des chaînes industrielles africaines et la situation actuelle

1.2.1 Les chaînes industrielles en Afrique pendant la période coloniale : les subordonnés économiques des Etats suzerains

L'économie africaine traditionnelle était connue sous le nom d'économie de subsistance, dominée par les activités agricoles. L'industrie manufacturière prenait principalement la forme d'une production artisanale d'outils agricoles domestiques et d'autres articles, et le commerce se faisait principalement entre les communautés voisines et les pays voisins.¹⁴ Après le XVe siècle, l'Afrique s'est intégrée progressivement dans le système économique mondial dirigé par l'Europe, jouant un rôle subsidiaire. Avec le développement du régime colonial à partir du XIXe siècle, la transformation progressive de l'Afrique d'une économie traditionnelle à une économie coloniale s'est réalisée.¹⁵

Durant la période coloniale, l'économie africaine est devenue un outil pour les Etats suzerains coloniaux, « le développement économique des pays africains visant principalement à répondre à leurs besoins ».¹⁶ En termes d'agriculture, les gouvernements coloniaux ont établi des systèmes de monocultures économiques en Afrique par des moyens économiques et super-économiques, exportant directement des cultures économiques telles que le café, le cacao, le sisal et le caoutchouc pour répondre aux besoins de la vie quotidienne et du développement industriel en Europe. En termes de développement industriel, l'Afrique a deux histoires. D'une part, en raison de l'abondance de ses ressources naturelles, l'exploitation minière de ressources telles que le diamant, l'or et le pétrole, principalement exploitée par des capitaux étrangers provenant d'entreprises industrielles des Etats suzerains, a été développée pour répondre aux besoins industriels en matières premières de l'Europe. D'autre part, les industries légères telles que la brasserie, le tabac, la farine, le textile, l'habillement, qui ne rivalisaient pas avec celles des Etats suzerains et servaient principalement à répondre aux besoins quotidiens des Européens en Afrique, se sont développés dans une certaine mesure. Les gouvernements coloniaux ont adopté une attitude de négligence, voire de répression, à l'égard du développement d'autres industries manufacturières dans les colonies afin de maintenir leur avantage commercial, comme en témoigne le manque d'industries locales de transformation agricole et d'industries minières et de fonderie en Afrique à cette époque. Afin de faciliter l'approvisionnement en matières premières des colonies africaines situées au bas de la chaîne de valeur mondiale, certaines infrastructures ont été bâties et des moyens de communication installés.¹⁷

14 Walter Rodney (1971). *How Europe Made Africa Underdeveloped* (translated by Li Anshan), p. 54, Social Science Literature Press.

15 Shu Yunguo & Liu Weicai (2013). *African Economic History of the 20th Century*, p. 27, Zhejiang People's Publishing House.

16 William Todoff (2007). *African Government and Politics* (translated by Xiao Hongyu), p. 39, Peking University Press.

17 Li Anshan (2021). *Modern History of Africa*, pp. 380-429, East China Normal University Press.

Référence 1 Economie monovalente en Afrique coloniale

« Au cours des dernières années de la période coloniale, la part des monocultures économiques par rapport aux exportations totales dans diverses colonies dépassait 50 %, comme en Gambie, au Ghana et au Soudan. Certaines années, elle dépassait même 95 %. Dans la colonie britannique de Gambie, la part de la seule culture économique, l'arachide, était étonnamment élevée, atteignant 97,2 % en 1950, 96,2 % en 1952 et 95 % en 1953. En Sierra Leone, l'exportation de cultures économiques représentait 91,8 % des exportations totales en 1938 et représentaient encore 76 % des recettes totales d'exportation dans les années 1950. »¹⁸

1.2.2 Les chaînes industrielles africaines dans les premières années de l'indépendance : indépendance économique nationale et stratégies de substitution des importations

Depuis la fin des années 1950, les pays africains ont successivement accédé à l'indépendance politique. Face à des problèmes tels que la faiblesse des fondations économiques, une structure économique déformée et une forte dépendance à l'égard des pays étrangers, leurs objectifs pratiques les plus urgents ont été de trouver les moyens de parvenir à l'industrialisation et à une économie nationale indépendante.¹⁹

La plupart des pays africains ont adopté des stratégies de substitution aux importations, axées sur le développement d'industries pour répondre aux besoins de consommation fondamentaux de leur propre population. Ils se sont également tournés vers les industries de transformation qui utilisent les produits agricoles locaux comme matières premières. En investissant vigoureusement dans les industries du secteur public et en mettant en œuvre des mesures de protection commerciale tarifaires élevées, les pays africains ont rapidement développé leurs industries et progressivement établi leur propre système industriel national. Globalement, entre 1960 et 1970, la part de la production manufacturière par rapport au PIB en Afrique subsaharienne est passée de 6,3 % à environ 11 %. Entre 1965 et 1973, le taux de croissance annuel moyen de la production manufacturière était de 14,6 %, soit plus de deux fois le taux de croissance du PIB de la même période. Le développement du secteur manufacturier a réduit la dépendance des pays africains à l'égard des importations de biens de consommation de base. Cependant, l'instabilité macroéconomique provoquée par les catastrophes naturelles, les crises pétrolières, les crises économiques et d'autres facteurs a entravé la capacité des gouvernements à faire du secteur manufacturier le moteur de croissance. Associée à d'autres facteurs politiques et à une faible gouvernance, la plupart des industries africaines de transformation de produits agricoles et miniers sont demeurées au stade de la première transformation, avec une faible valeur ajoutée, et les stratégies d'industrialisation africaine ont largement échoué.²⁰

18 Li Anshan (2021). *Modern History of Africa*, pp. 380-429, East China Normal University Press.

19 Shu Yunguo & Liu Weicai (2013). *African Economic History of the 20th Century*, p. 27, Zhejiang People's Publishing House.

20 ACET (2022). *Transforming and Building Resilient Economies in Africa: Resetting Priorities for the Policy Agenda in the post-COVID-19 Era*. <https://acetforafrica.org/research-and-analysis/reports-studies/reports/transforming-and-building-resilient-economies-in-africa-resetting-priorities-for-the-policy-agenda-in-the-post-covid-19-era/>

Référence 2 Réflexions sur la stratégie d'industrialisation de substitution aux importations en Afrique

« L'objectif des politiques d'industrialisation africaines est de répondre aux besoins de la consommation intérieure plutôt que des exportations, et d'investir davantage dans des industries à forte intensité de capitaux qui ne disposent pas d'avantages comparatifs. Les fondements de l'industrialisation en Afrique reposent sur des investissements à grande échelle dans les entreprises publiques plutôt que sur l'augmentation de la productivité, ce qui a conduit à des dépenses budgétaires dépassant la capacité fiscale des gouvernements. Les droits de douane élevés ont entraîné une augmentation des prix des biens intermédiaires et réduit la productivité de biens manufacturés nationaux. En théorie, la surévaluation des taux de change permet à l'industrie manufacturière d'importer des biens intermédiaires à des prix inférieurs à ceux du marché mondial, mais cette politique n'est pas propice aux exportations agricoles, ce qui conduit à l'incapacité d'importer des biens intermédiaires en raison de l'insuffisance des réserves de change. »²¹

Dans le même temps, l'accent mis par les pays africains sur l'industrie s'est fait au détriment du développement de l'agriculture. Bien que les gouvernements aient fait certains efforts pour réformer les relations de production agricole et améliorer les outils de production agricole, ils n'ont pas été en mesure de changer le mode unique dominé par la plantation et l'exportation de cultures de rente, ni le dualisme marqué par la coexistence entre une agriculture à grande échelle et une agriculture de subsistance. En particulier, dans le contexte d'une croissance démographique rapide, la productivité agricole a augmenté lentement. Entre 1970 et 1977, le taux de croissance annuel de l'agriculture en Afrique n'était que de 1,3 %, le plus faible au monde, ce qui a entraîné une pression importante sur l'approvisionnement en denrées alimentaires.²²

1.2.3 Les chaînes industrielles africaines dans les années 1980-1990 : restructuration économique et stratégies orientées vers l'exportation²³

Avec la récession économique de la fin des années 1970 et la révélation croissante des problèmes internes des pays africains, leurs dirigeants ont commencé à réfléchir à leurs stratégies de développement économique post-indépendance et à chercher des voies pour le développement et l'autosuffisance de l'Afrique. La Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA, tenue en juillet 1979, a adopté la Déclaration de Monrovia sur le programme et les mesures d'autonomie nationale et collective en matière de développement socioéconomique pour établir un nouvel ordre économique international. L'année suivante, le Plan d'action de Lagos pour le développement économique de l'Afrique (1980-2000) a également été adopté.²⁴ La situation économique des pays africains a également attiré l'attention de la communauté internationale. La Banque mondiale a rédigé un rapport intitulé Plan d'action pour accélérer le développement en Afrique subsaharienne (également connu sous le nom de Rapport Berger), appelant les pays africains à promouvoir la restructuration

21 Kaba, K., Lin, J. Y., & Renard, M. (2022). Structural change and trade openness in sub-Saharan African countries. *The World Economy*, 45(7), 2101–2134. <https://doi.org/10.1111/twec.13261>

22 Lu Tingen (2000). *A Brief History of Agricultural Development in Africa*, China Finance Publishing House.

23 A quelques exceptions près, les ouvrages de référence de cette section comprennent principalement : 1. Shu Yunguo & Liu Weicai (2013). *African Economic History of the 20th Century*, p. 27, Zhejiang People's Publishing House; 2. Li Anshan (2021). *Modern History of Africa*, pp. 380-429, East China Normal University Press.

24 Organization Of African Unity (1980). *Lagos plan of action for the economic development of Africa 1980-2000*. <https://www.resakss.org/sites/default/files/OAU%201980%20Lagos%20Plan%20of%20Action%20for%20the%20Economic%20Development%20of%20Africa.pdf>

économique. La Banque mondiale et le Fonds monétaire international ont également accordé des prêts spéciaux à cet effet.²⁵

Référence 3 Différents points de vue représentés par le Plan d'action de Lagos et le Rapport Berger

« Le *Plan d'action de Lagos* reflète les points de vue des dirigeants africains et de l'Organisation de l'unité africaine. Ils estiment que la cause fondamentale de la crise économique africaine réside dans des facteurs externes, à savoir l'effet combiné des séquelles des économies coloniales et de l'ordre économique mondial déraisonnable existant. Le *Rapport Berger* représente les points de vue de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international et des pays occidentaux, affirmant que la cause fondamentale de la crise économique africaine réside dans des facteurs internes, principalement les erreurs dans les décisions de développement économique des pays africains. »

En raison d'une forte détérioration de la situation économique et du lien direct entre les prêts de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international et la mise en œuvre des politiques d'ajustements structurels, les pays africains ont été contraints d'accepter les plans de réforme de la Banque mondiale pour mettre en œuvre des ajustements économiques structurels. Ils concernaient la libéralisation, la privatisation et la marchandisation. En termes d'industries, ils proposaient que les pays africains développent vigoureusement les industries tournées vers les exportations et les industries de transformation qui serviraient le développement agricole. Les mesures spécifiques comprenaient la privatisation de certaines entreprises publiques, la création de zones franches d'exportation et la mise en œuvre de lois préférentielles sur les investissements pour attirer les investissements étrangers. En matière d'agriculture, on pensait que l'autosuffisance alimentaire n'était qu'un aspect du développement agricole. La nécessité d'une orientation vers les exportations a été soulignée et les pays africains ont été invités à développer fortement la production agricole et les exportations pour accroître leurs recettes en devises. Les plans exigeaient également des pays africains qu'ils favorisent la libéralisation du commerce à travers des mesures telles que la réduction des tarifs d'importation et d'exportation, la mise en œuvre d'une dépréciation de leur monnaie et la réduction des dépenses sociales afin de réduire les budgets.

Pour évaluer les résultats de ces ajustements structurels, la Banque mondiale a mené une enquête auprès de 29 pays africains participants et conclu que le plan d'action global était correct, que les résultats résidaient dans la mise en œuvre spécifique par les différents gouvernements et que les pays ayant des améliorations politiques significatives avaient montré une forte reprise économique.²⁶ Cependant, d'autres études ont montré que la mise en œuvre du Plan a en réalité entravé la croissance économique en Afrique et, en particulier, a sérieusement érodé le succès des pays africains dans leurs premiers efforts d'industrialisation. La stratégie orientée vers les exportations a exposé les économies africaines à la concurrence internationale, et la dépréciation de leur monnaie et la réduction

25 World Bank Group (2010). Accelerated development in sub-Saharan Africa: an agenda for action (English). <http://documents.worldbank.org/curated/en/702471468768312009/Accelerated-development-in-sub-Saharan-Africa-an-agenda-for-action>

26 World Bank Group (1999). Adjustment in Africa: reforms, results, and the road ahead. <https://documents1.worldbank.org/curated/en/497781468009320518/pdf/multi0page.pdf>

du soutien public ont augmenté les coûts de production. La construction insuffisante d'infrastructures a entraîné des coûts de transaction élevés.²⁷

Référence 4 Evaluation partielle des plans de restructuration économique

« Les ajustements structurels requis par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international en Afrique au cours des deux dernières décennies ont conduit à une plus grande pauvreté au niveau socioéconomique, ainsi qu'à une dépendance accrue des pays africains à l'égard des prêts extérieurs. L'échec des ajustements structurels est si grave que certains critiques de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international estiment que les politiques imposées aux pays africains n'ont jamais eu pour objectif de promouvoir le développement. Au contraire, leur intention est de maintenir ces pays économiquement vulnérables et dépendants. »²⁸

1.2.4 Les chaînes industrielles africaines depuis le XXI^e siècle : intégration économique, NEPAD et réindustrialisation

Référence 5 Initiatives majeures de l'Afrique au cours du siècle nouveau

« Ces dernières années, les chefs d'Etat et de gouvernement africains ont pris un certain nombre d'initiatives majeures pour relever les défis du développement, inverser la marginalisation de l'Afrique dans l'économie et la politique mondiales et revendiquer le XXI^e siècle pour les peuples du continent. Il s'agit notamment de la création de l'Union africaine (UA) et de l'adoption du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) comme programme stratégique de l'Union. »²⁹

Dès le début de l'indépendance, les pays africains ont entamé leur intégration économique. Dans les années 1990, confrontée à une crise de marginalisation dans le contexte de la mondialisation économique et à l'appel au « renouveau de l'Afrique », l'Afrique a lancé une intégration économique substantielle et proposé une stratégie de développement économique fondée sur « l'unité, l'autonomie, l'indépendance et l'autonomie ». En 2002, l'Union africaine a été officiellement créée sur la base de l'Organisation de l'unité africaine, dans le but de promouvoir la croissance et le développement économique de l'Afrique par la coopération et l'intégration entre les pays africains.³⁰ En 2001, le Sommet africain a proposé le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique. En 2002, il a été nommé Plan de développement économique et social de l'Union africaine.³¹ Le Plan met l'accent sur le développement indépendant de l'Afrique, attache de l'importance à la coordination avec

27 Schatz, S. P. (1994). Structural Adjustment in Africa: a Failing Grade So Far. *Journal of Modern African Studies*, 32(4), 679–692. <https://doi.org/10.1017/s0022278x00015901>; Kefferstan, S. (2017). The Perfect Storm: lasting impacts of structural adjustment programs and pressures of climate change in Latin America and Ghana, Africa. <https://api.semanticscholar.org/CorpusID:51918852>; Kaba, K., Lin, J. Y., & Renard, M. (2022b). Structural change and trade openness in sub-Saharan African countries. *The World Economy*, 45(7), 2101–2134. <https://doi.org/10.1111/twec.13261>; D+C (2018). Failed policies Descent into hell. <https://www.dandc.eu/en/article/africa-structural-adjustment-did-not-trigger-fast-growth-had-contractive-impact>

28 Global Issues (2013). Structural Adjustment – a Major Cause of Poverty. <https://www.globalissues.org/article/3/structural-adjustment-a-major-cause-of-poverty>

29 African Union (2008). ACTION PLAN FOR THE ACCELERATED INDUSTRIAL DEVELOPMENT OF AFRICA. <https://au.int/en/documents/20111231/action-plan-accelerated-industrial-development-africa>

30 African Union (2023). About the African Union. <https://au.int/en/overview>

31 AUDA-NEPAD (2023). About Us. https://www.nepad.org/who-we-are#about_us

la communauté internationale et déplace l'accent mis sur la stimulation du développement industriel vers l'environnement des investissements, c'est-à-dire l'environnement politique, institutionnel et matériel pour l'entreprise privée, afin d'attirer les investissements directs étrangers.³²

Référence 6 Croissance économique en Afrique de 2000 à 2008

« Malgré la faible croissance de la productivité et les changements structurels peu significatifs, l'Afrique évolue dans la bonne direction depuis 2000. De 2000 à 2008, le PIB de l'Afrique a augmenté de 4,9 %, ce qui en fait l'une des régions à la croissance la plus rapide au monde. La contribution à la croissance économique provient non seulement du secteur des ressources naturelles (24 %), mais également de la fabrication (4,6 %), de la finance (8 %) et de la construction (7,5 %). »³³

Dans le même temps, dans un contexte de déclin continu de sa part dans le secteur manufacturier mondial, l'Afrique du XXI^e siècle a de nouveau essayé de s'industrialiser. En 2008, le Sommet de l'Union africaine a adopté le Plan d'action pour le développement industriel accéléré de l'Afrique, proposant d'intégrer l'industrialisation dans les politiques de développement national de chaque pays.³⁴ En 2013, l'Union africaine a proposé l'Agenda 2063, qui établissait un cadre de développement pour la transformation économique de l'Afrique au cours des 50 prochaines années, et fixait un objectif de développement selon lequel le secteur manufacturier serait multiplié par cinq et représenterait plus de 50 % du PIB.³⁵ En 2016, l'Assemblée générale des Nations Unies a déclaré la période 2016-2025 comme étant la « Troisième décennie du développement industriel de l'Afrique »³⁶.

1.2.5 Situation actuelle des chaînes industrielles africaines : structure industrielle unique et faible valeur ajoutée

Dans l'ensemble, l'Afrique a réalisé des progrès mais très lents en matière de diversification industrielle au cours de la dernière décennie, même s'il y a eu quelques évolutions. De 2010 à 2021, l'indice d'industrialisation de l'ensemble du continent n'a augmenté que de 0,5026 en 2010 à 0,5270 en 2021.³⁷ L'Afrique reste l'une des régions ayant le plus faible degré de diversification économique au monde. Parmi les 133 pays actuellement classés en termes de diversité économique, les pays africains figurent généralement en bas du classement, et 8 des 15 économies les moins diversifiées au monde sont des pays africains, présentant les caractéristiques évidentes d'une structure économique unique.³⁸ En termes de structure industrielle, depuis 2008, la part du secteur manufacturier dans l'économie africaine est restée à un faible niveau, autour de 10 %, tandis que la part de l'agriculture et des industries de services est élevée. En 2022, la part du secteur manufacturier dans le PIB de l'Afrique subsaharienne était de 11,2 %, bien en deçà de la moyenne mondiale de près de

32 Yao Guimei (2022). Production Capacity Cooperation between China and Africa, p. 10, China Social Science Press.

33 McKinsey Global Institute (2010). Lions on move: The progress and potential of African economies. https://www.mckinsey.com/~media/McKinsey/Featured%20Insights/Middle%20East%20and%20Africa/Lions%20on%20the%20move/MGI_Lions_on_the_move_african_economies_Exec_Summary.pdf

34 African Union (2018). ACTION PLAN FOR THE ACCELERATED INDUSTRIAL DEVELOPMENT OF AFRICA. <https://au.int/en/documents/20111231/action-plan-accelerated-industrial-development-africa>

35 African Union (2023). Agenda 2063: The Africa We Want. <https://au.int/en/agenda2063/overview>

36 UNIDO (2023). Third Industrial Development Decade for Africa 2016-2025. <https://www.unido.org/IDDA3>

37 African Development Bank Group (2022). Africa Industrialization Index 2022. <https://www.afdb.org/en/documents/africa-industrialization-index-2022>

38 Data calculated by Harvard University based on UNCTAD and WDI databases.

16,5 %.³⁹ En termes d'exportations, les produits primaires tels que les produits agricoles, l'énergie et les ressources minérales représentent plus de 60 % des exportations totales de 45 pays africains, et ces pays représentent 45 % des pays du monde qui dépendent des exportations de matières premières en vrac. En 2021, le pétrole brut représentait 88 % des exportations totales de la Libye. Même si certains pays ont ajouté de nouvelles catégories de produits à leurs paniers d'exportation, ils n'ont pas constaté de progrès suffisants pour orienter le secteur industriel vers des produits manufacturés à haute valeur ajoutée. L'Égypte est en tête des pays africains en termes de complexité économique et sa diversification économique a été marquante au cours de ces 15 dernières années, mais elle exporte toujours principalement des produits agricoles, des matières premières énergétiques et minérales, et des produits textiles et chimiques connexes.⁴⁰

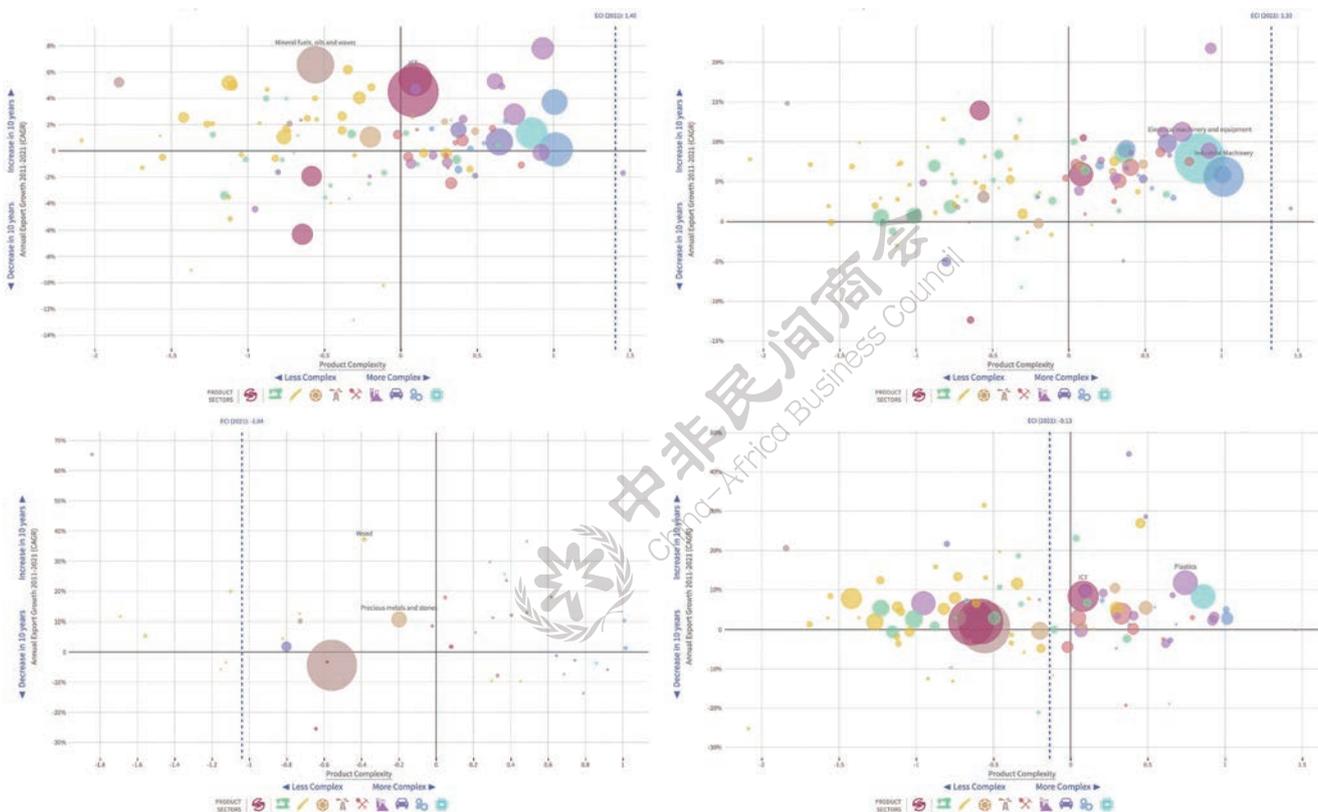


Figure 4 Situation des produits commerciaux des États-Unis (en haut à gauche), de la Chine (en haut à droite), de l'Angola (en bas à gauche) et de l'Égypte (en bas à droite) de 2011 à 2021⁴¹

Source : Harvard University

³⁹ Données de la Banque mondiale

⁴⁰ Data calculated by Harvard University based on UNCTAD and WDI databases.

⁴¹ Les axes verticaux des graphiques représentent les variations des exportations, tandis que les axes horizontaux représentent la complexité des produits d'exportation. Les différentes couleurs correspondent à types de produits dans les graphiques, y compris les produits de services, les textiles, les produits agricoles, les produits en pierre (comme le ciment), les minéraux, les métaux, les produits chimiques, les véhicules, les machines et les produits électroniques. L'indice de complexité économique (ECI) est également indiqué. Les États-Unis et la Chine ont une grande diversité de produits commerciaux, principalement concentrés dans le premier quadrant, avec un ECI supérieur à 1, ce qui indique une forte complexité économique. En revanche, l'Angola a une gamme de produits commerciaux plus limitée, tandis que l'Égypte se concentre davantage sur des produits de faible complexité, principalement dans le deuxième quadrant, avec des ECI inférieurs à 0 pour les deux pays.

La forte dépendance des économies africaines à l'égard de la production et des exportations de produits primaires a conduit à une large participation en amont dans les chaînes industrielles mondiales, principalement à travers les exportations de ressources naturelles et de produits agricoles destinés à une transformation ultérieure par d'autres pays, et ces exportations représentent près de 6 % du PIB total de l'Afrique. En revanche, la participation en aval de l'Afrique, utilisant les investissements étrangers pour la transformation nationale, ne représente que 2 % de son PIB. Dans ce modèle de développement, le secteur des exportations n'a que peu de liens en amont et en aval avec les autres secteurs économiques, et la valeur ajoutée de ses produits exportés est faible.⁴² Par exemple, dans la chaîne industrielle de la noix de cajou, les pays africains exportent des noix de cajou non décortiquées vers le Vietnam et l'Inde au prix de 2,5 à 3 dollars le kilogramme. Le Vietnam et l'Inde transforment les noix de cajou en produits semi-finis ou finis et les exportent vers la Chine au prix de 9,5 à 10 dollars le kilogramme, le consommateur final payant entre 25 et 30 dollars le kilogramme.⁴³

Référence 7 Désavantages de la production et de l'exportation de produits primaires dans les économies africaines

« A première vue, le développement et la croissance des produits d'exportation tels que le café, le coton, le sucre et le bois semblent bénéficier aux pays exportateurs dans la mesure où ils génèrent des revenus. En fait, il s'agit d'une forme d'exploitation appelée "échange inégal". Les pays exportant des matières premières ou non transformées peuvent obtenir de l'argent grâce à leurs ventes, mais s'ils importent des produits transformés, ils perdront de l'argent. La raison en est que les produits transformés nécessitent une main-d'œuvre supplémentaire, ce qui entraîne des coûts plus élevés. Ainsi, les pays qui exportent du bois mais n'ont pas la capacité de le transformer doivent le réimporter sous forme de produits bois finis, à un coût supérieur au prix auquel ils sont payés pour leurs matières premières. Les pays capables de transformer les matériaux recevront des revenus supplémentaires apportés par leurs travailleurs. »⁴⁴

42 AUC/OECD (2022). Africa's Development Dynamics 2022: Regional Value Chains for a Sustainable Recovery. https://www.oecd-ilibrary.org/development/africa-s-development-dynamics-2022_2e3b97fd-en

43 Export Planning (2019). The African Challenge: Exporting Products with a higher Added Value. <https://www.exportplanning.com/en/magazine/article/2019/10/14/african-challenge-export-added-value/>

44 Global Issues (2013). Structural Adjustment—a Major Cause of Poverty. <https://www.globalissues.org/article/3/structural-adjustment-a-major-cause-of-poverty>

1.3 Besoins fondamentaux, avantages comparatifs et opportunités de développement et de transformation des chaînes industrielles africaines

1.3.1 Trois besoins fondamentaux du développement et de la transformation des chaînes industrielles africaines

Formulé par l'Union africaine en 2013, l'Agenda 2063 est un cadre stratégique pour le développement du continent africain sur un demi-siècle. Il contient les Sept aspirations, dont l'établissement d'une Afrique prospère basée sur une croissance inclusive et un développement durable, et vingt objectifs majeurs, dont l'atteinte d'un niveau de vie, d'une qualité de vie et du bien-être élevés de tous les citoyens.⁴⁵ Cependant, en raison de contraintes internes et de chocs externes, les progrès vers l'Agenda 2063 ont été loin d'être idéaux. Le taux de réalisation global de l'objectif pour 2021 était de 51 %, en particulier dans l'Aspiration 1, « Une Afrique prospère basée sur une croissance inclusive et un développement durable », où les progrès ont été relativement lents, avec un score global de seulement 37 %. Les progrès vers l'objectif 4, « Transformation des économies et des emplois », ont été les plus lents, avec un score de 13 % en 2019 et de 17 % en 2021.⁴⁶ La transformation et la modernisation de ses chaînes industrielles constituent une voie importante pour que l'Afrique puisse réaliser l'Agenda 2063, jouant un rôle important dans la stimulation de la croissance économique, le renforcement de la résilience économique, la réalisation du développement et vers d'autres objectifs fondamentaux.

Besoin de réaliser une croissance économique durable

Du milieu des années 1990 au milieu des années 2010, les économies africaines ont connu une forte croissance, de nombreux pays africains étant dans les premiers rangs mondiaux en termes de croissance économique. Cependant, cette accélération économique n'est pas venue de l'industrialisation, mais de la demande du marché mondial, dans un contexte relativement calme et stable, pour des produits en vrac tels que l'énergie, les minerais et les produits agricoles, qui ont servi de piliers aux économies africaines. Cela n'a eu pratiquement aucun effet de synergie sur le développement économique des pays et des régions d'Afrique, et a même conduit à une croissance faussée, très éloignée du développement manufacturier et de la diversification économique.⁴⁷ La crise financière mondiale et la baisse des prix des matières premières ont une fois de plus mis en lumière le problème du manque de croissance soutenue en Afrique. En réponse, la transformation et la modernisation des chaînes industrielles africaines allaient stimuler la transformation économique et réaliser une croissance durable grâce au cadre « Croissance en PROFONDEUR » de diversification économique, d'exportations plus compétitives, de productivité plus élevée, de modernisation technologique et de bien-être humain accru.⁴⁸

45 Union africaine (2023). Agenda 2063 : L'Afrique que nous voulons. <https://au.int/agenda2063/overview>

46 Commission de l'Union africaine et Agence de développement de l'Union africaine – Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) (2022). Second rapport continental sur la mise en œuvre de l'Agenda 2063. https://au.int/sites/default/files/documents/41480-doc-2nd_Continental_Progress_Report_on_Agenda_2063_English.pdf

47 UNIDO (2016). Industrialization in Africa and Least Developed Countries. https://www.unido.org/sites/default/files/2016-09/UNIDO_2016_G20_08_25_0.pdf

48 ACET (2022). Transforming and Building Resilient Economies in Africa: Resetting Priorities for the Policy Agenda in the post-COVID-19 Era. <https://acetforafrica.org/research-and-analysis/reports-studies/reports/transforming-and-building-resilient-economies-in-africa-resetting-priorities-for-the-policy-agenda-in-the-post-covid-19-era/>

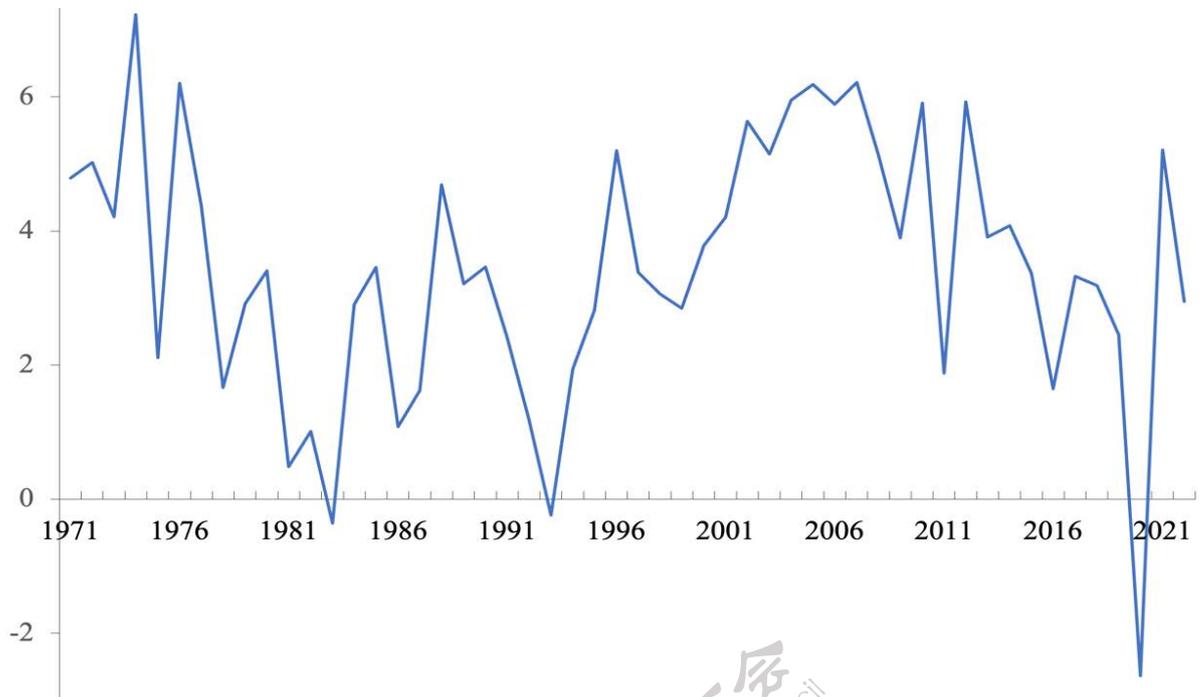


Figure 5 Taux de croissance du PIB réel de l'Afrique de 1971 à 2022

Source : UNCTAD

Besoin de construire des économies résilientes

La résilience économique est définie comme la capacité d'un pays à résister aux chocs négatifs et à s'en remettre rapidement, minimisant ainsi les pertes de croissance. Le monde connaît actuellement des changements majeurs sans précédent depuis un siècle, marqués par des courants sous-jacents d'anti-mondialisation, d'unilatéralisme et de protectionnisme. L'économie mondiale est en fort déclin, et les chaînes industrielles et d'approvisionnement mondiales sont confrontées à l'impact de facteurs non économiques. Les conjonctures internationales économiques, technologiques, culturelles, sécuritaires et politiques subissent de profonds ajustements, et le monde est entré dans une ère de turbulences et de transformations.⁴⁹ La résilience économique est encore fragile et difficile à contrôler dans la plupart des pays en développement, notamment en Afrique subsaharienne, en raison de leur faible niveau de diversification des exportations et de leur forte dépendance à l'égard des produits primaires.⁵⁰ Soumise aux contrechocs fréquents des marchés mondiaux, des catastrophes naturelles, des crises sanitaires et d'autres facteurs, l'Afrique doit accorder la priorité au développement et à la transformation de ses chaînes industrielles pour bâtir des économies résilientes. La transformation et la modernisation des chaînes industrielles peuvent renforcer la résilience économique. Les pertes de croissance subies par les transformateurs à faible économie sont le double de celles subies par les transformateurs à forte économie.⁵¹

49 Le gouvernement central de la République populaire de Chine (2020). Créer une nouvelle conjoncture de développement à la recherche d'une coopération mutuellement bénéfique et gagnant-gagnant (discours inaugural prononcé lors du Dialogue des PDG de l'APEC). https://www.gov.cn/gongbao/content/2020/content_5565810.htm

50 Ngouhouo, I., & Nchofoung, T. N. (2021). Economic Resilience in Sub-Saharan Africa: Evidence from Composite Indicators. *Journal of the Knowledge Economy*, 13(1), 70–91. <https://doi.org/10.1007/s13132-020-00717-2>

51 ACET (2022). Transforming and Building Resilient Economies in Africa: Resetting Priorities for the Policy Agenda in the post-COVID-19 Era. <https://acetforafrica.org/research-and-analysis/reports-studies/reports/transforming-and-building-resilient-economies-in-africa-resetting-priorities-for-the-policy-agenda-in-the-post-covid-19-era/>

Besoin de pratiquer un développement vert

Référence 8 L'Afrique subit déjà les conséquences de la dégradation de l'environnement à de nombreux égards

« L'Afrique subit déjà les conséquences de la dégradation de l'environnement à de nombreux égards, notamment les variations climatiques et l'impact du changement climatique. La croissance démographique rapide et une mauvaise utilisation des terres ont conduit à la déforestation et à la dégradation des terres, endommageant des écosystèmes fragiles et exacerbant la pénurie d'eau. Entre 2001 et 2014, cinq des dix pays ayant connu la réduction la plus rapide de la couverture arborée au monde étaient situés en Afrique de l'Ouest. Dans les villes, les problèmes de pollution atmosphérique et de gestion inefficace des déchets deviennent de plus en plus graves. »⁵²

Dans l'ère actuelle de changement climatique grave et de pollution environnementale, l'Afrique perd entre 7 et 15 milliards de dollars par an en raison des problèmes liés au climat, et cette perte annuelle pourrait atteindre 50 milliards de dollars d'ici 2040. L'Afrique a fait en sorte que le développement d'économies respectueuses de l'environnement et adaptées au climat soit un objectif important. Le développement et la transformation des chaînes industrielles apporteront de nouvelles opportunités pour le développement vert en Afrique : investir dans des infrastructures vertes plus résilientes et développer et promouvoir les énergies renouvelables contribueront à construire une économie bas carbone et plus rentable fondée sur la diversification énergétique. La promotion d'une agriculture intelligente face au climat aidera les agriculteurs à accroître leur productivité, à réduire leurs coûts et à augmenter leur résilience aux catastrophes afin de protéger les moyens de subsistance et de répondre aux pénuries alimentaires...⁵³

1.3.2 Trois avantages comparatifs pour le développement et la transformation des chaînes industrielles africaines

« L'entrepôt mondial de matières premières »⁵⁴

Le continent africain est extrêmement riche en ressources minérales, avec au moins 17 réserves minérales classées parmi les premières au monde. Parmi celles-ci, le platine, le manganèse, le chrome, le ruthénium et l'iridium représentent plus de 80 % des réserves totales mondiales, tandis que le phosphate, le palladium, l'or, le diamant, le germanium, le cobalt et le vanadium représentent plus de 50 %, et l'uranium, le tantale, le césium, la bauxite, la fluorine, le zirconium et le graphite, plus de 30 %. Comme la plupart de ses minéraux sont des matières premières essentielles à la production industrielle, l'Afrique fait l'objet d'une grande attention en tant qu'« entrepôt mondial de matières premières ». En outre, l'Afrique dispose d'un énorme potentiel de développement de sources d'énergie traditionnelles telles que le pétrole et le gaz naturel, ainsi que de sources d'énergie renouvelables telles que l'énergie éolienne, hydroélectrique et solaire. L'Afrique possède également 60 % des terres arables non cultivées de la planète.⁵⁵ Ces ressources naturelles

52 World Resources Institute (wri.org) (2017). Africa's Green Growth Opportunity. <https://www.wri.org/insights/africas-green-growth-opportunity>

53 ACET (2022). Transforming and Building Resilient Economies in Africa: Resetting Priorities for the Policy Agenda in the post-COVID-19 Era. <https://acetforafrica.org/research-and-analysis/reports-studies/reports/transforming-and-building-resilient-economies-in-africa-resetting-priorities-for-the-policy-agenda-in-the-post-covid-19-era/>

54 Site Web du gouvernement chinois (2020). Division des zones métallogénique sur le continent africain, <http://geochina.cgs.gov.cn/html/2020/6/20200631.htm>

55 CFA Institute (2022). Eight Reasons Why Africa Is Primed for Impact Investing. <https://blogs.cfainstitute.org/investor/2022/10/14/eight-reasons-why-africa-is-primed-for-impact-investing/>

abondantes fournissent de multiples soutiens au développement et à la transformation des chaînes industrielles africaines, notamment les terres, les matières premières et l'énergie.

« Le plus jeune continent »⁵⁶

Une croissance démographique rapide, un taux de fécondité élevé, un âge médian bas et une espérance de vie accrue sont les principales caractéristiques de la structure démographique de l'Afrique. La main-d'œuvre ne manquera pas pour soutenir le développement et la transformation des chaînes industrielles africaines. Depuis 2000, le taux de croissance annuel de la population africaine est resté supérieur à 2,45 %. En 2022, la population de l'Afrique dépassait 1,4 milliard d'habitants, ce qui en faisait le deuxième plus grand continent du monde en termes de population. On estime que d'ici 2050, la population du continent africain atteindra près de 2,5 milliards d'habitants. En 2022, environ 40 % de la population du continent africain était âgée de 15 ans ou moins, avec un âge médian d'environ 20 ans, ce qui fait de l'Afrique le « continent le plus jeune » en termes de démographie.

« Rôle émergent en tant que marché de consommation majeur »⁵⁷

Grâce à une population nombreuse et jeune, une urbanisation accélérée, une croissance économique forte, des niveaux de revenus en hausse et la popularité croissante de l'Internet mobile, l'Afrique est en train de devenir l'un des marchés de consommation dont la croissance est la plus rapide au monde. Depuis 2010, les dépenses de consommation en Afrique ont augmenté à un TCAC de 3,9 pour atteindre 1 930 milliards de dollars en 2021. On s'attend à ce que d'ici 2030, l'Afrique compte 1,7 milliard de consommateurs et que les dépenses de consommation atteindront 2 500 milliards de dollars. Cet énorme potentiel de consommation soutient non seulement le marché, mais attire également de nombreux investissements mondiaux, constituant ainsi une force motrice pour le développement industriel, en particulier le secteur manufacturier et celui des services.

1.3.3 Trois opportunités majeures pour le développement et la transformation des chaînes industrielles africaines actuelles

La quatrième révolution industrielle : remaniement de l'économie numérique

Le terme « industrie 4.0 », également connu comme la « quatrième révolution industrielle », fait référence à la transformation des méthodes de fabrication et de production traditionnelles vers la numérisation.⁵⁸ En raison des bouleversements des technologies du numérique dans tous les secteurs économiques, les changements révolutionnaires ne se limitent pas à l'industrie, mais affectent également l'agriculture et les services. C'est pourquoi on parle aussi de la « quatrième révolution industrielle et technologique »⁵⁹. Pour les économies industrielles traditionnelles situées au haut de la chaîne de valeur, comme les Etats-Unis

⁵⁶ Source : statista

⁵⁷ Africa Business (2022). Why Africa Is One of the Fastest Growing Consumer Markets in the World. <https://africabusiness.com/2022/02/11/why-africa-is-one-of-the-fastest-growing-consumer-markets-in-the-world/>; invest Africa (2023). Africa's Consumer Markets with NKC African Economics. <https://www.investafrica.com/insights-/africas-consumer-markets-with-nkc-african-economics>

⁵⁸ Deloitte (2016). Industry 4.0 Is Africa ready for digital transformation?. <https://vdocuments.mx/industry-40-is-africa-ready-for-digital-transformation.html?page=1>

⁵⁹ La Commission nationale du développement et de la réforme de la République populaire de Chine (2021) : Appréhender correctement les caractéristiques du nouveau cycle de révolution industrielle. https://www.ndrc.gov.cn/xxgk/jd/wsdwhfz/202107/t20210712_1290219.html

et l'Allemagne, la quatrième révolution industrielle créera de nouvelles opportunités dans les hautes technologies et inversera la tendance au transfert de l'industrie manufacturière. Toutefois, les technologies émergentes créent également de nouvelles opportunités pour les économies émergentes. D'une part, les plateformes numériques créent un environnement concurrentiel équitable permettant aux économies émergentes de contrôler leurs chaînes d'approvisionnement en ressources et leur souveraineté en établissant des partenariats plus larges. D'autre part, la diversité des sources de cette révolution industrielle et la décentralisation de l'innovation renforcent considérablement les retombées de l'innovation technologique. Les pays émergents peuvent adopter rapidement la technologie et acquérir la capacité de développer des systèmes de fabrication avancés tout en surpassant leurs concurrents grâce à un développement local unique.⁶⁰

Même s'il existe de nombreuses barrières pour que les pays africains adoptent de nouvelles technologies, ils ne connaissent pas les obstacles hérités des problèmes d'infrastructures et n'ont sans doute pas de résistance aux changements technologiques. Ils auront un énorme potentiel d'adoption directe ou de développement ultérieur.⁶¹ En outre, il est important de noter que les énormes marchés de consommation de l'Afrique offrent une plus grande possibilité de tirer parti des avantages de ces nouveaux moteurs. L'Afrique n'est pas seulement une source de données qui soutient l'innovation technologique de « l'industrie 4.0 », mais aussi un marché précieux.⁶² Et c'est précisément sur cette base que, dans le cadre de la quatrième révolution industrielle, le modèle économique du « modèle traditionnel cédant la place à la plateforme » a plus de chances d'émerger et d'obtenir des résultats en Afrique, en permettant aux acteurs africains de la chaîne de valeur d'utiliser le pouvoir des technologies du numérique pour s'adapter à la quatrième révolution industrielle et ainsi connaître le succès.⁶³

Reconstruction de la chaîne industrielle mondiale : évolution de « l'usine mondiale »

Les ajustements structurels et le transfert des industries mondiales ont incité l'évolution dynamique de la division industrielle internationale du travail, passant d'une division intersectorielle à une division intra-industrielle, puis à une division intra-produit. Dans le passé, la configuration industrielle mondiale a connu quatre restructurations majeures, et les chaînes industrielles mondiales actuelles connaissent aujourd'hui une reconstruction accélérée. D'une part, la formation de chaînes industrielles mondiales est le résultat des effets combinés des lois du marché et des choix des entreprises, et les industries mondiales continuent de se déplacer vers les pays en développement où les coûts sont plus faibles et le potentiel de marché est plus grand. D'autre part, avec l'augmentation évidente de l'instabilité et des incertitudes, les chaînes industrielles mondiales se tournent progressivement vers la diversification, la localisation, la régionalisation, la numérisation et les technologies « bas carbone ».⁶⁴

60 Ibid. La Commission nationale du développement et de la réforme de la République populaire de Chine (2021) : Appréhender correctement les caractéristiques du nouveau cycle de révolution industrielle. https://www.ndrc.gov.cn/xxgk/jd/wsdwhfz/202107/t20210712_1290219.html

61 Deloitte (2016). Industry 4.0 Is Africa ready for digital transformation? <https://vdocuments.mx/industry-40-is-africa-ready-for-digital-transformation.html?page=1>

62 African Development Bank Group (2019). Potential of the fourth industrial revolution in Africa. https://4irpotential.afdb.org/wp-content/uploads/2019/10/AFDB_4IRreport_Main.pdf

63 World Economic Forum (2019). The Fourth Industrial Revolution will change production forever. Here's how. <https://www.weforum.org/agenda/2019/01/the-opportunities-and-perils-of-4ir-production-platforms/>

64 Institut d'économie industrielle et d'économie technologique de la Commission nationale du développement et de la réforme (2022). Rapport 2022 sur le développement industriel de Chine : recherche sur la modernisation des chaînes industrielles et d'approvisionnement de Chine, pp. 3-6, Economic Science Press

La restructuration des chaînes industrielles mondiales a apporté d'énormes opportunités de développement à l'Afrique, et la participation aux chaînes industrielles mondiales et régionales lui offrira davantage de possibilités d'acquérir des compétences, des technologies, des marchés et des capitaux. L'Afrique peut utiliser ses propres dotations en ressources, son potentiel de marché et ses processus d'intégration régionale pour attirer davantage d'investissements étrangers et de transferts de technologies, réalisant ainsi une diversification économique et une transformation structurelle.⁶⁵

Référence 9 L'Afrique devrait devenir le prochain centre manufacturier mondial

« La hausse des coûts en Chine a incité les entrepreneurs du secteur manufacturier chinois à se tourner vers l'Afrique pour y trouver des investissements avec des marges plus élevées. Il est possible que l'Afrique devienne le prochain grand centre manufacturier mondial, supplantant ainsi la Chine elle-même. »⁶⁶

ZLECAf : les dividendes de l'intégration régionale⁶⁷

Lancée en 2021 comme l'un des projets phares de l'Agenda 2063, la ZLECAf est la plus grande zone de libre-échange au monde. L'objectif principal de la ZLECAf est de permettre la libre circulation des biens et des services sur l'ensemble du continent africain et de renforcer la position commerciale de l'Afrique sur le marché mondial. La ZLECAf a pour objectif d'élever le niveau de vie des Africains, d'harmoniser les règles commerciales, de faciliter le commerce intra-africain, de promouvoir un commerce inclusif et de régler les différends.

La ZLECAf éliminera progressivement les droits de douane pour le commerce intra-africain, permettant ainsi aux entreprises africaines de commercer plus facilement sur le continent et de bénéficier de la croissance du marché africain. On estime qu'en éliminant les droits d'importation, la ZLECAf a le potentiel de stimuler le commerce intra-africain à hauteur de 52,3 %, voire deux fois plus si les barrières non tarifaires sont également réduites. La ZLECAf accroîtra la taille de l'économie africaine pour la porter à 29 000 milliards de dollars américains d'ici 2050. En août 2023, plus de 80 % des pays et régions africains avaient déposé leurs instruments de ratification de la ZLECAf auprès de l'Union africaine.⁶⁸

65 ACET (2022). Transforming and Building Resilient Economies in Africa: Resetting Priorities for the Policy Agenda in the post-COVID-19 Era. <https://acetforafrica.org/research-and-analysis/reports-studies/reports/transforming-and-building-resilient-economies-in-africa-resetting-priorities-for-the-policy-agenda-in-the-post-covid-19-era/>

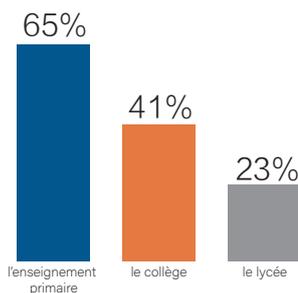
66 Harvard Business Review (2017). The World's Next Great Manufacturing Center. <https://hbr.org/2017/05/the-worlds-next-great-manufacturing-center>

67 Site Web officiel de la ZLECAf : <https://au-afcfta.org/>

68 Tralac (2023). Status of AfCFTA Ratification. <https://www.tralac.org/resources/infographic/13795-status-of-afcfta-ratification.html>

1.4 Défis et contraintes dans le développement et la transformation des chaînes industrielles africaines

1.4.1 Facteurs de production : offre insuffisante de facteurs de production avancés



La transformation et la modernisation des chaînes industrielles ne peuvent être réalisées sans l'investissement en matière d'éléments essentiels tels que les technologies, le capital et les talents. L'Afrique est depuis longtemps confrontée au problème du manque d'autosuffisance en termes de facteurs de production avancés. Premièrement, il est difficile de combler le déficit de financement. Comparé à d'autres économies en développement, le secteur bancaire africain est encore très limité et les actifs des institutions de dépôt sont répartis dans le quart inférieur des pays, dont environ les deux tiers sont situés en Afrique subsaharienne. La part des crédits au secteur privé par rapport au PIB en Afrique subsaharienne n'est que de 38,9 %, bien inférieure au chiffre de 172 % en Asie de l'Est. L'absence de marchés de capitaux stables et actifs limite la diversité des canaux et méthodes de financement des entreprises, et les coûts de financement élevés réduisent leur compétitivité sur le marché.⁶⁹ Deuxièmement, le système de soutien par les personnes compétentes reste à développer. Le système d'éducation de base en Afrique est sous-développé, avec un enseignement professionnel insuffisant et des ressources relativement limitées pour l'enseignement supérieur.⁷⁰ Le taux moyen d'achèvement de l'enseignement primaire dans les pays africains est de 65 %, de 41 % pour le collège, et de 23 % seulement pour le lycée. En moyenne, seulement 3 % des 15 à 24 ans ont bénéficié d'un enseignement et d'une formation professionnels et techniques. Le taux d'inscription dans l'enseignement supérieur est encore plus faible que dans d'autres régions, et on estime que seulement 4 enfants sur 100 en Afrique étudieraient dans l'enseignement supérieur.⁷¹ Troisièmement, le potentiel d'innovation technologique doit encore être libéré. D'une part, le manque de talents continue d'entraver la croissance des secteurs technologiques qui soutiennent l'industrialisation, la fabrication et le développement des chaînes de valeur.⁷² Le soutien financier insuffisant accordé à l'innovation dans la recherche et développement constitue également un problème critique. L'Union africaine s'est fixé un objectif de 1 % du PIB pour les dépenses de recherche et développement, mais le niveau moyen dans les pays d'Afrique subsaharienne reste toujours de 0,38 %.⁷³ L'Afrique ne représente que 0,3 % des dépenses mondiales de recherche et développement, 0,5 % des demandes de brevet mondiales, 0,4 % des exportations mondiales de haute technologie et 0,8 % des exportations mondiales de technologies moyennes.⁷⁴ Selon l'indice de préparation à l'application des technologies de pointe par région géographique en 2023, les pays d'Afrique subsaharienne se classent moins bien. Cela signifie que les pays africains sont particulièrement faibles en matière de

69 European Investment Bank (2022). FINANCE IN AFRICA: Navigating the financial landscape in turbulent times. https://www.eib.org/attachments/lucalli/finance_in_africa_2022_en.pdf

70 The United Nations (2018). Africa grapples with huge disparities in education. <https://www.un.org/africarenewal/magazine/december-2017-march-2018/africa-grapples-huge-disparities-education>

71 UNICEF (2021). Transforming Education in Africa: An evidence-based overview and recommendations for long-term improvements. <https://www.unicef.org/reports/transforming-education-africa>

72 The United Nations (2018). Africa grapples with huge disparities in education. <https://www.un.org/africarenewal/magazine/december-2017-march-2018/africa-grapples-huge-disparities-education>

73 CNUCED (2021). Rapport 2021 sur les technologies et l'innovation. <https://unctad.org/publication/technology-and-innovation-report-2021>

74 BCG (2021). Igniting Innovation-Based Growth in Africa. <https://www.bcg.com/publications/2021/innovation-in-africa>

recherche et de développement et ne sont pas en mesure d'utiliser, d'adopter et d'ajuster les technologies de pointe. Ils risquent de passer à côté de la fenêtre d'opportunité actuelle.⁷⁵

1.4.2 Environnement de marché : environnement commercial complexe et en constante évolution

La création d'un environnement commercial favorable pour attirer les investissements dans le secteur de production, en particulier les flux d'investissements directs étrangers, contribue à surmonter les contraintes structurelles en Afrique et constitue un moyen important pour l'Afrique de parvenir à la transformation et à la modernisation de ses chaînes industrielles.⁷⁶ L'environnement commercial actuel, complexe et en constante évolution en Afrique, a cependant réduit l'attractivité pour les investissements, affectant l'injection de ressources clés telles que les fonds et les technologies.⁷⁷ Selon le rapport Doing Business 2020, le score moyen pour la facilité des affaires en Afrique subsaharienne n'est que de 51,8, bien en deçà de la moyenne mondiale de 63. Sur les 20 derniers pays, 12 sont d'Afrique subsaharienne. Le rapport observe que les pénuries d'électricité, les difficultés de financement et les processus d'approbation complexes et qui prennent du retard sont courants en Afrique.⁷⁸ En outre, l'Afrique est l'une des régions les plus touchées par de graves conflits. Le nombre d'incidents liés aux conflits en Afrique a augmenté au cours de la dernière décennie, passant d'environ 3 000 en 2009 à plus de 18 000 en 2021.⁷⁹ Les défis sécuritaires tels que les coups d'Etat militaires, l'extrémisme, les attaques terroristes et l'augmentation de la criminalité entravent sérieusement les investissements pour la modernisation industrielle.⁸⁰ Une inflation élevée et un risque croissant de crise de la dette affectent également l'environnement des affaires et la croissance économique.⁸¹ L'Afrique doit de toute urgence améliorer sa gouvernance, s'engager à améliorer l'environnement des affaires et attirer activement les investissements.⁸²

75 CNUCED (2023). Rapport 2023 sur les technologies et l'innovation. <https://unctad.org/publication/technology-and-innovation-report-2023>

76 World Bank (2017). Leapfrogging: the Key to Africa's Development from Constraints to Investment Opportunities. <https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/121581505973379739/leapfrogging-the-key-to-africas-development-from-constraints-to-investment-opportunities>

77 EY (2021). Reset for Growth: Fast Forward. https://assets.ey.com/content/dam/ey-sites/ey-com/en_zs/topics/attractiveness/reports/ey-aar-reset-for-growth-final.pdf

78 World Bank Group (2019). Doing business 2020. <https://archive.doingbusiness.org/en/reports/global-reports/doing-business-2020>; En septembre 2021, le Groupe de la Banque mondiale a déclaré qu'il avait décidé de suspendre la publication du rapport.

79 AFDB (2022). Bank Group's Strategy for Addressing Fragility and Building Resilience in Africa (2022-2026). <https://www.afdb.org/en/documents/bank-groups-strategy-addressing-fragility-and-building-resilience-africa-2022-2026>

80 Transparency International (2023). CPI 2022 for Sub-Saharan Africa: Corruption compounding multiple crises. <https://www.transparency.org/en/news/cpi-2022-sub-saharan-africa-corruption-compounding-multiple-crises>

81 World Bank Group (2023). Africa's pulse: Leveraging Resource Wealth During the Low Carbon Transition. <https://www.worldbank.org/en/publication/africa-pulse>

82 EY (2021). Reset for Growth: Fast Forward. https://assets.ey.com/content/dam/ey-sites/ey-com/en_zs/topics/attractiveness/reports/ey-aar-reset-for-growth-final.pdf

Référence 10 Les économies africaines sont confrontées à la pression de la dette

« A elle seule, la dette publique de l'Afrique a plus que doublé depuis 2010. La dette publique totale en 2022 s'élevait à 36 milliards de dollars, soit 63 % du PIB, contre 31,5 % en 2010. En 2020, elle a atteint 68,3 %. Le service de la dette a également considérablement augmenté au cours de la dernière décennie, représentant 3,3 % du PIB en 2022, dépassant la part des dépenses d'investissement, de santé et autres dépenses de développement... En décembre 2022, 22 pays d'Afrique subsaharienne étaient confrontés à de hauts risques de dette extérieure ou de risques d'endettement. »⁸³

1.4.3 Coûts de transaction : fragmentation du marché et coûts de circulation élevés

L'Afrique a le niveau d'intégration régionale le plus bas au monde, avec des connexions industrielles fragiles entre les pays et les régions et une fragmentation grave du marché. Les chaînes de valeur régionales ne représentent que 2,7 % de la participation totale aux chaînes de valeur africaines, tandis que celles d'Amérique latine et des Caraïbes représentent 26,4 % et celles des pays en développement d'Asie, 42,9 %.⁸⁴ La part du commerce intra-africain n'est que de 17 %, bien inférieure aux 59 % en Asie et 68 % en Europe.⁸⁵ La plupart des économies africaines sont intégrées dans des réseaux de production internationaux en dehors du continent africain en exportant des matières premières et des produits agricoles destinés à la production et à la transformation dans d'autres pays.⁸⁶

Référence 11 Performance partielle de la fragmentation du marché dans les économies africaines

« Bien que 39 pays africains disposent d'un énorme potentiel d'exportation pour de nombreux intrants tels que les aliments (fruits et légumes, céréales, produits laitiers, etc.) et les produits d'emballage (boîtes de conserve, couvercles et cartons), les producteurs africains n'achètent que 16 % des intrants auprès des pays africains dans cette chaîne de valeur. [...] Il en va de même pour la chaîne de valeur automobile, notamment dans la production de sièges automobiles. »⁸⁷

La faible corrélation entre les pays et régions africains provient de multiples facteurs, notamment les politiques régionales et la médiocrité des infrastructures. Les politiques régionales ont conduit à une augmentation des coûts du commerce intérieur en Afrique, entravant les réseaux de production régionaux. Les droits de douane régionaux moyens des exportations intra-africaines est de 6,1 %, ce qui est supérieur au niveau extérieur. Les barrières commerciales liées aux mesures non tarifaires dans les pays importateurs et exportateurs touchent 63 % des exportateurs africains, alors que la moyenne dans les pays

83 World Bank (2019). Global Waves of Debt: Causes and Consequences. <https://www.worldbank.org/en/research/publication/waves-of-debt>

84 UNECA (2016). Macroeconomic Policy And Structural Transformation Of African Economies. <https://archives.au.int/bitstream/handle/123456789/1410/Macroeconomic%20structural%20of%20Africa-E.pdf>; OECD (2022). Regional Value Chains in Africa for Better Global Integration. <https://www.oecd.org/coronavirus/en/data-insights/regional-value-chains-in-africa-for-better-global-integration>

85 The World Economic Forum (2021, February). 6 Reasons Why Africa's New Free Trade Area is a Global Game Changer. <https://www.weforum.org/agenda/2021/02/afcfta-africa-free-trade-global-game-changer/>

86 United Nations (2020). Identifying Priority Products and Value Chains for Standards Harmonization in Africa: Technical Study. <https://repository.uneca.org/handle/10855/43813>

87 Africa Union (2022). Made by Africa: Creating Value through Integration. <https://au.int/en/documents/20221123/made-africa-creating-value-through-integration>

en développement est de 56 %.⁸⁸ Selon le rapport 2022 de TRALAC, le coût du commerce de toutes les marchandises en Afrique a augmenté d'environ 283 % entre 2015 et 2019 en raison des barrières non tarifaires.⁸⁹ Les multiples accords commerciaux régionaux au sein du continent africain constituent souvent des obstacles.⁹⁰ La logistique, les communications et autres infrastructures retardataires sont également des facteurs objectifs importants qui entravent la connectivité des chaînes industrielles internes en Afrique, conduisant à des liens de production inefficaces entre les régions, à une faible synergie économique et à des difficultés à générer des économies d'échelle et des réseaux d'approvisionnement intégrés stables. Selon les données LPI (Logistics Performance Index) compilées par la Banque mondiale, l'Afrique subsaharienne a obtenu un score de 2,53 sur 5 en 2022, en deçà de la moyenne mondiale (3) et des autres régions en développement (3,3 pour l'Asie de l'Est et le Pacifique).⁹¹ Jusqu'à 75 % des coûts des produits sur le continent africain proviennent des dépenses logistiques, alors qu'aux Etats-Unis, ce chiffre n'est que de 6 %.⁹²



Figure 6 Les huit grandes communautés économiques régionales en Afrique

Source : Africa UN Data for Development Portal

1.4.4 Demande du marché : coordination insuffisante de la gestion de la qualité et des normes pour les biens commercialisés⁹³

Le respect des normes et des réglementations techniques est essentiel pour garantir la qualité des biens produits et commercialisés. Il contribue à établir la confiance des

88 Africa Union (2022). Made by Africa: Creating Value through Integration. <https://au.int/en/documents/20221123/made-africa-creating-value-through-integration>

89 Tralac (2022). Intra-Africa Non-tariff Trade Costs for the Period 2015-2019. <https://www.tralac.org/resources/infographic/15537-intra-africa-non-tariff-trade-costs-for-the-period-2015-2019.html>; UNCTAD(2019). Economic Development in Africa Report 2019. https://unctad.org/system/files/official-document/aldcafrica2019_en.pdf

90 Mengistu, M. M. (2015). Multiplicity of African regional economic communities and overlapping memberships: a challenge for African integration. *International Journal of Economics, Finance and Management Sciences*, 3(5), 417. <https://doi.org/10.11648/j.ijefm.20150305.12>

91 Source : Banque de données de la Banque mondiale. <https://data.worldbank.org.cn/indicator/LP.LPI.OVRL.XQ?view=chart>

92 The World Bank (2021). Digital Economy for Africa (Newsletter Spring 2021). <https://thedocs.worldbank.org/en/doc/b618f9ef700dde6e605c994f2170b704-0360022021/>

93 United Nations (2020). Identifying Priority Products and Value Chains for Standards Harmonization in Africa: Technical Study. <https://repository.uneca.org/handle/10855/43813>

consommateurs dans les produits, à améliorer les capacités de production et de commerce, à accroître la compétitivité des produits et à promouvoir un commerce mutuellement bénéfique. Il contribue également à intégrer les entreprises dans les chaînes de valeur régionales et mondiales et à promouvoir la modernisation et l'assimilation technologiques. En conséquence, il permet de réaliser la transformation et la modernisation des chaînes industrielles et d'augmenter la valeur ajoutée.

En raison d'une coordination insuffisante de la gestion de la qualité des produits et des normes, il est difficile de répondre aux normes des entreprises clés des chaînes industrielles et aux normes des gouvernements des pays de destination. Il s'agit d'un défi important auquel sont confrontées les entreprises africaines. D'une part, les contraintes liées aux coûts élevés, à la notoriété insuffisante de la marque et au manque de talents qualifiés et de capacités d'innovation rendent souvent difficile l'amélioration des performances et de l'efficacité des produits ou services africains, et les entreprises africaines sont confrontées au problème de qualité des produits déficiente. D'autre part, il existe en Afrique un manque d'infrastructures de qualité en termes de métrologie, de normes, de certification, de gestion de la qualité et d'évaluation de la conformité. Le nombre et la complexité des réglementations techniques ainsi que les différences dans les pratiques et normes de certification, d'essai et d'inspection utilisées par les différents pays (y compris les restrictions sanitaires et phytosanitaires inutiles, les barrières techniques déraisonnables au commerce, les barrières « derrière les frontières » et d'autres mesures non tarifaires) n'aident guère. Il est alors difficile pour les entreprises de répondre aux exigences de qualité des marchés nationaux et étrangers. Les abondantes ressources agricoles de l'Afrique perdent en compétitivité en raison de leur incapacité à répondre aux normes alimentaires des pays importateurs. Par exemple, un grand nombre d'exportations alimentaires africains a été refusé aux frontières de l'UE depuis de nombreuses années. L'Afrique représente environ 30 % du total des cas de non-conformité aux normes alimentaires de l'UE, avec environ 600 expéditions alimentaires africaines refusées à l'entrée dans l'UE à sa frontière entre 2008 et 2013.⁹⁴ L'harmonisation des normes sur l'ensemble du continent africain est essentielle pour réaliser le potentiel commercial et industriel de la ZLECAf.⁹⁵

Référence 12 Le manque de confiance dans la qualité des produits réduit les incitations à l'approvisionnement local

« Le manque de confiance dans la qualité des produits réduit les incitations à l'approvisionnement local. Le continent a besoin d'un cadre de gestion de la qualité solide. Les fournisseurs d'intrants et les fabricants de produits africains ne se connaissent souvent pas, en raison d'un manque de confiance et non d'un manque d'opportunités. Cela les empêche de se connecter et de nouer des liens commerciaux. »⁹⁶

94 Kareem, F. O., Martínez-Zarzoso, I., & Brümmer, B. (2022). What Drives Africa's Inability to Comply with EU Standards? Insights from Africa's Institution and Trade Facilitation Measures. *The European Journal of Development Research*. <https://doi.org/10.1057/s41287-022-00547-9>

95 UNECA (2020). Harmonization of standards across Africa is vital to the realization of trade and industrialization potential of the AfCFTA. <https://www.uneca.org/stories/harmonization-standards-across-africa-vital-realization-trade-and-industrialization-potential>

96 Africa Union (2022). Made by Africa: Creating Value through Integration. <https://au.int/en/documents/20221123/made-africa-creating-value-through-integration>

Chapitre 2

Impact de la coopération sino-africaine sur le développement et la transformation des chaînes industrielles africaines

2.1 Cadre institutionnel et évolution politique de la Chine visant au développement et à la transformation des chaînes industrielles africaines

2.1.1 La construction de « la Ceinture et la Route » : le concept de « cinq facteurs d'interconnexion » et une « communauté de destin Chine-Afrique dans la nouvelle ère »

En 2013, le président chinois Xi Jinping a avancé la conception stratégique de construire conjointement la Ceinture économique de la Route de la Soie et la Route maritime de la Soie du XXI^e siècle lors de ses visites en Asie centrale et en Asie du Sud-Est.⁹⁷ En 2015, le gouvernement chinois a publié un livre intitulé Perspectives et actions pour la construction conjointe de la Ceinture économique de la Route de la Soie et de la Route maritime de la Soie du XXI^e siècle. Il propose de promouvoir la construction de « la Ceinture et la Route » avec comme contenu principal cinq facteurs d'interconnexion, à savoir la coordination politique, l'interconnexion des infrastructures, la facilitation du commerce, l'intégration financière et la compréhension mutuelle des peuples, et comme principe dit « concertation, synergie et partage ». La proposition a suscité une large attention et a été bien accueillie par la communauté internationale.⁹⁸

⁹⁷ Bureau de l'information du Conseil des Affaires d'Etat (2014). Le contexte et les pistes de réflexion concrètes de l'Initiative « la Ceinture et la Route ». <http://www.scio.gov.cn/ztk/wh/slxy/31200/Document/1415297/1415297.htm>

⁹⁸ Gouvernement central de la République populaire de Chine (2017). Projet sur la coopération maritime dans le cadre de la construction de « la Ceinture et la Route ». https://www.gov.cn/xinwen/2017-06/20/content_5203985.htm



Figure 7 Carte de l'Initiative « la Ceinture et la Route »⁹⁹

Source : china.com.cn

L'Afrique est le prolongement historique et naturel de « la Ceinture et la Route ». La connexion de l'Initiative « la Ceinture et la Route » avec l'Afrique est passée des premiers projets pilotes à une interconnexion stratégique, puis à un approfondissement progressif. Le positionnement initial de l'Afrique dans l'Initiative a pris la forme de premiers projets pilotes. La Déclaration du Forum sur la coopération sino-africaine (FCSA) adoptée lors du Sommet de Johannesburg de 2015 proposait que « les deux parties explorent activement la connexion de « la Ceinture et la Route » avec l'intégration et le développement durable de l'Afrique ». Cela a fait passer la coopération sino-africaine dans le cadre de la construction de « la Ceinture et de la Route » à une nouvelle étape d'interconnexion stratégique. Par la suite, la place de l'Afrique dans l'Initiative est devenue de plus en plus précise. Le Sommet de Beijing du FCSA en 2018 a cité la construction conjointe de « la Ceinture et de la Route » par la Chine et l'Afrique comme un élément important. La Déclaration de Dakar adoptée lors de la 8e Conférence ministérielle du FCSA en 2021 a souligné que la construction conjointe de « la Ceinture et la Route » devait être étroitement liée à l'Agenda 2063 de l'Union africaine, au Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies et aux stratégies de développement des pays africains, afin de faciliter une construction conjointe de haute qualité de « la Ceinture et la Route ». La Vision 2035 de la coopération Chine-Afrique, publiée au même moment, proposent que la Chine et l'Afrique

⁹⁹ En référence au Rapport sur le développement des villes internationales (2023), il y a actuellement 38 grandes villes nodales, 16 villes nodales secondaires, 20 villes nodales générales et 94 villes nodales potentielles le long de l'initiative « la Ceinture et la Route » (à l'exclusion des villes chinoises).

deviennent des partenaires plus étroits dans la construction de « la Ceinture et de la Route ». En juin 2023, la Chine avait signé des documents de coopération avec 52 pays africains et l'Union africaine dans le cadre de la construction conjointe de « la Ceinture et la Route ».¹⁰⁰

Le concept des « cinq facteurs d'interconnexion » de l'Initiative « la Ceinture et la Route » a jeté les bases de la coopération sino-africaine dans les chaînes industrielles. Parmi ces cinq facteurs, la coordination politique contribue à consolider les fondations politiques entre la Chine et l'Afrique, à établir une confiance politique mutuelle, à former un consensus sur la coopération, à accélérer la mise en place de projets industriels et à soutenir la construction de chaînes industrielles. L'interconnexion des infrastructures contribue à améliorer les fondations en termes d'infrastructures dans les pays africains et à consolider les bases de l'industrialisation et de la coopération dans les chaînes industrielles. La facilitation du commerce contribue à former une logistique efficace et pratique, réaliser une intégration organique et des interactions positives dans la coopération entre le commerce et les chaînes commerciales et industrielles. L'intégration financière fournit un soutien financier important aux PME dans la coopération sino-africaine, préservant et soutenant le développement des industries de base en Afrique en rapport avec elles. La compréhension mutuelle des peuples contribue à construire des bases solides de soutien public, à renforcer la communication et la compréhension entre les peuples chinois et africains, et à fournir une assistance « douce » à la transformation des industries africaines et à l'extension des chaînes industrielles chinoises en Afrique.¹⁰¹

« La construction de “la Ceinture et de la Route” ne consiste pas à repartir de zéro, ni à renverser l'ancien pour installer quelque chose de nouveau, mais à réaliser la connexion des stratégies et la complémentarité. »¹⁰² Le Sommet de Beijing 2018 du FCSA a fait de ce forum la principale plateforme permettant à la Chine et à l'Afrique de construire conjointement « la Ceinture et la Route ». Cela clarifie le niveau stratégique de la connexion de « la Ceinture et la Route » avec l'Afrique ainsi que la plateforme institutionnelle de construction de « la Ceinture et la Route » en Afrique. La Chine et l'Afrique prendront comme point de départ la construction conjointe de haute qualité de « la Ceinture et la Route » et feront du FCSA une plateforme importante de dialogue collectif et un mécanisme efficace de coopération pragmatique pour élargir leur coopération dans tous les domaines. Ils feront de « la Ceinture et de la Route » une voie de paix, de prospérité, d'ouverture, d'écologie, d'innovation et de civilisation, et construiront ensemble une « communauté de destin Chine-Afrique dans la nouvelle ère ».¹⁰³

100 Institut d'études internationales de Chine (2019). Tendances du développement africain et construction conjointe de « la Ceinture et la Route » par la Chine et l'Afrique, https://www.ciis.org.cn/gjwtyj/qkml/2019n/202007/t20200714_4619.html; Gouvernement central de la République populaire de Chine (2021). Déclaration de Dakar de la 8e Conférence ministérielle du Forum sur la coopération sino-américaine (Texte intégral). https://www.gov.cn/xinwen/2021-12/02/content_5655364.htm; Agence chinoise de coopération internationale pour le développement (2021). Vision 2035 de la coopération Chine-Afrique. http://www.cidca.gov.cn/2021-12/09/c_1211480567.htm; yidaiyilu.gov.cn (2023). Liste des pays ayant signé des documents de coopération avec la Chine sur la construction conjointe de « la Ceinture et la Route », <https://www.yidaiyilu.gov.cn/p/77298.html>

101 Yidaiyilu.gov.cn (2019). He Wenping : « La Ceinture et la Route » et la coopération sino-africaine : une interconnexion précise et un développement de qualité. <https://www.yidaiyilu.gov.cn/p/95609.html>

102 Xinhuanet.com (2017). Xi Jinping : « La construction de “la Ceinture et de la Route” ne consiste pas à repartir de zéro, ni à renverser l'ancien pour installer quelque chose de nouveau ». http://www.xinhuanet.com/world/2017-05/14/c_129604248.htm

103 Gouvernement central de la République populaire de Chine (2021). livre blanc intitulé La coopération sino-africaine dans la nouvelle ère. https://www.gov.cn/zhengce/2021-11/26/content_5653540.htm

2.1.2 FCSA : « Dix plans de coopération sino-africaine », « Huit initiatives majeures » et « Neuf programmes »¹⁰⁴

Le Forum sur la coopération sino-africaine, créé en 2000, est une plateforme importante et un mécanisme efficace pour faciliter la consultation d'égal à égal, renforcer la compréhension, élargir le consensus, approfondir l'amitié et promouvoir la coopération entre la Chine et l'Afrique. En 2023, il y a eu huit forums, dont trois sommets.



Figure 8 Conférences ministérielles et sommets antérieurs du FCSA

Source : Organisé via l'information publique

Ces dernières années, les « Dix plans de coopération sino-africaine », les « Huit initiatives majeures », les « Neuf programmes », ont porté le niveau de coopération économique et commerciale sino-africaine à un niveau record. Ils ont été respectivement approuvés au Sommet de Johannesburg en 2015, au Sommet de Beijing en 2018 et à la 8^e Conférence ministérielle du FCSA en 2021. Parmi eux, six initiatives majeures et sept programmes sont directement liés aux chaînes industrielles, jouant un rôle pilote dans la promotion de la coopération sino-africaine dans les chaînes industrielles ainsi que dans le développement et la transformation des chaînes industrielles africaines.¹⁰⁵

¹⁰⁴ Ministère du commerce de la République populaire de Chine (2015). Interprétation sur les « Dix plans de coopération » approuvés lors du Sommet de Johannesburg du FCSA. <http://www.mofcom.gov.cn/article/ae/ai/201512/20151201208518.shtml>; Ministère du commerce de la République populaire de Chine (2018). Interprétation sur les « Huit initiatives majeures » approuvées lors du Sommet de Beijing du FCSA. <http://www.mofcom.gov.cn/article/ae/ai/201809/20180902788421.shtml>; Ministère du commerce de la République populaire de Chine (2022). Interprétation sur les « Neuf programmes » approuvés lors de la 8^e Conférence ministérielle du FCSA. <http://ne.mofcom.gov.cn/article/sqfb/202201/20220103237203.shtml>

¹⁰⁵ Conseil d'affaires Chine-Afrique (2022). Les investissements chinois en Afrique (2022) : Coopération sino-africaine du point de vue de la chaîne d'approvisionnement. http://www.focac.org.cn/zgqytfzbg/202108/t20210831_9133895.htm

Tableau 2 Thèmes étroitement liés aux chaînes industrielles dans les « Dix plans de coopération sino-africain », les « Huit initiatives majeures » et les « Neuf programmes »

Dix plans de coopération sino-africaine	Huit initiatives majeures	Neuf programmes
<p><u>Industrialisation</u></p> <p>Construction de plateformes de coopération Soutien à la disposition et la planification Formation de gestionnaires et de techniciens Formation professionnelle de base</p>	<p><u>Promotion industrielle</u></p> <p>Création de l'Exposition économique et commerciale Chine-Afrique (EECCA) Augmentation des investissements en Afrique Elaboration de plans agricoles Offre d'une aide agricole Amélioration de la technologie agricole Acquittement des responsabilités sociales Approfondissement de la coopération financière</p>	<p><u>Santé et hygiène</u></p> <p>Aide sanitaire et coopération médicale</p>
<p><u>Modernisation agricole</u></p> <p>Enrichissement du peuple par l'agriculture Renforcement de la capacité de développement agricole</p>	<p><u>Interconnexion des infrastructures</u></p> <p>Renforcement de la conception de haut niveau Mise en œuvre de projets clés Approfondissement de la coopération aéronautique Elargissement des canaux de financement</p>	<p><u>Réduction de la pauvreté au profit des agriculteurs</u></p> <p>Aide en matière de bien-être social Coopération pour la réduction de la pauvreté Soutien technique</p>
<p><u>Coopération en matière de recherche agricole</u></p> <p>Aide alimentaire d'urgence Infrastructures Chemins de fer, autoroutes et ports Aviation régionale Electricité Communication et information Talents et R&D Coopération financière</p>	<p><u>Facilitation des échanges</u></p> <p>Augmentation des importations en provenance d'Afrique Aide visant à promouvoir le commerce Communication dans les marques Coopération pour le libre-échange Coopération dans le e-commerce</p>	<p><u>Promotion du commerce</u></p> <p>Elargissement de l'envergure du commerce Soutien au libre-échange Construction de plateformes de promotion commerciale (Zone pilote pour une coopération économique et commerciale approfondie Chine-Afrique et parc industriel de la coopération sino-africaine dans le cadre de « la Ceinture et de la Route »)</p>
<p><u>Soutien et services financiers</u></p> <p><u>Développement vert</u></p> <p>Energie propre Agriculture respectueuse de l'environnement</p>	<p><u>Développement vert</u></p> <p>Mise en œuvre de projets verts Renforcement de la coopération environnementale Construction d'un centre du bambou Amélioration de la sensibilisation à l'environnement</p>	<p><u>Stimulation par l'investissement</u></p> <p>Augmentation des investissements Coopération en matière de construction d'infrastructures Coopération financière</p>
<p><u>Construction de villes intelligentes</u></p> <p><u>Facilitation du commerce et des investissements</u></p> <p>Aide à la promotion commerciale Coopération en matière de ZLE Coopération en matière de e-commerce</p>	<p><u>Renforcement des capacités</u></p> <p>Echanges d'expérience de développement Atelier Luban Plan de formation de pilotes Formation de talents Innovation et entrepreneuriat</p>	<p><u>Innovation numérique</u></p> <p>Coopération numérique Innovation technologique Développement du e-commerce</p>
<p><u>Réduction de la pauvreté au profit des agriculteurs</u></p> <p>Projets de réduction de la pauvreté Allègement de la dette</p>	<p><u>Santé publique</u></p> <p>Aide médicale et coopération sanitaire</p>	<p><u>Développement vert</u></p> <p>Aide et coopération vertes</p>
<p><u>Santé publique</u></p> <p>Aide médicale et renforcement des capacités connexes</p>	<p><u>Santé publique</u></p> <p>Aide médicale et coopération sanitaire</p>	<p><u>Renforcement des capacités</u></p> <p>Construction d'établissements d'enseignement Formation de toute sorte de talents Création des opportunités d'emploi</p>

Source : Ministère du commerce de la République populaire de Chine

Prenons comme exemple les « Huit initiatives majeures ». L'initiative de promotion industrielle fournit un soutien étendu aux éléments fondamentaux du développement industriel tels que le financement, les technologies et les talents, aidant l'Afrique à

accélérer son industrialisation et sa modernisation agricole et fournissant les conditions nécessaires à la coopération sino-africaine dans les chaînes industrielles. L'initiative pour l'interconnexion des infrastructures fait avancer de manière coordonnée les projets de coopération transfrontalière et interrégionale en Afrique. Dans les quatre principaux domaines de développement des infrastructures qui sont plus importants pour l'Afrique, à savoir l'énergie, les transports, l'information et la communication et les ressources en eau transfrontalières, la Chine utilisera sa riche expérience dans la construction, ainsi que ses atouts en matière de financement, d'équipements et de technologies pour aider l'Afrique à mettre en œuvre un certain nombre de projets clés dans des domaines tels que les chemins de fer, les autoroutes, les ports, l'aviation, l'électricité et les télécommunications, pour améliorer ses infrastructures et son environnement commercial. Cela a pour but de favoriser la connectivité régionale et d'apporter un soutien solide au développement des chaînes industrielles africaines et à la coopération entre la Chine et l'Afrique. L'initiative de facilitation des échanges vise à accroître les importations chinoises en provenance d'Afrique, à réduire les barrières commerciales tarifaires et non tarifaires, à ouvrir la chaîne commerciale sino-africaine et à mieux tirer parti du rôle du commerce dans la promotion de la croissance économique africaine et de la coopération sino-africaine dans les chaînes industrielles. L'initiative de développement vert contribue à la transition verte du modèle de développement économique local de l'Afrique et constitue également un engagement et un objectif de la coopération sino-africaine sur les chaînes industrielles dans la nouvelle ère. L'initiative de renforcement des capacités permet de former des talents dans le développement industriel et la coopération en matière de chaînes industrielles afin de répondre aux besoins croissants en talents dans ces domaines. L'initiative de santé publique se concentre sur les besoins urgents en matière de capacité de protection médicale dans les pays africains tout en introduisant le secteur de la médecine traditionnelle chinoise en Afrique.

Des « Dix plans de coopération sino-africaine » aux « Huit initiatives majeures » puis aux « Neuf programmes », la politique de coopération de la Chine a su s'adapter à son époque. Ils reflètent l'expérience accumulée par la Chine dans sa coopération avec l'Afrique dans les chaînes industrielles et démontrent la recherche de la Chine de l'excellence et d'un avenir encore plus brillant dans sa coopération avec l'Afrique. Prenons comme exemple la coopération de la Chine avec l'Afrique dans les chaînes industrielles agricoles. En tant que domaine clé de la coopération sino-africaine, la coopération dans les chaînes industrielles agricoles a toujours attaché une importance égale à l'aide, à l'investissement et au commerce, au centre desquels se trouve le transfert de technologies. Elle adhère également au concept de développement durable et à d'autres caractéristiques chinoises, tout en prenant des mesures d'action et en présentant des caractéristiques de l'époque à mesure que la coopération sino-africaine évolue.¹⁰⁶ Le transfert de technologies a toujours servi à combler le fossé technologique dans la coopération sino-africaine dans les chaînes industrielles. Les Dix plans de coopération sino-africaine ont introduit pour la première fois le transfert de technologies vers la recherche agricole, proposant la création d'un mécanisme de coopération « 10+10 » entre les institutions de recherche agricole chinoises et africaines et mettant davantage l'accent sur le rôle des entreprises dans la recherche agricole au cours du processus de transfert de technologies. Les « Huit initiatives majeures » continuent d'inclure le développement de nouvelles technologies et le partage de technologies agricoles de pointe dans l'ordre du jour de coopération, et proposent d'aider l'Afrique à former de jeunes leaders de la recherche agricole. Les

106 Yuan Xiaohui (2022). Review and Outlook on China-Africa Agricultural Cooperation under the Framework of the China-Africa Cooperation Forum. *International Economic Cooperation* (06),43-51+87-88.

« Neuf programmes » proposent la création en Chine d'un groupe de centres conjoints pour la démonstration, la formation et les échanges dans le domaine des technologies agricoles modernes entre la Chine et l'Afrique, capitalisant sur les centres de démonstration de technologies agricoles établis en Afrique et accélérant l'intégration des réalisations technologiques adaptées aux conditions agricoles des pays africains et au développement de leurs chaînes industrielles, et répondant aux besoins de coopération dans ce domaine. En outre, l'impact mutuel de la coopération commerciale sino-africaine et de la coopération sino-africaine dans les chaînes industrielles est de plus en plus visible. En particulier, les produits clés et les mesures politiques de soutien sont constamment mis au clair et enrichis. En prenant pour exemple les parcs industriels de coopération sino-africaine dans le cadre de l'Initiative « la Ceinture et la Route », le groupe Wepon¹⁰⁷ a établi le Parc industriel de coopération internationale pharmaceutique Chine-Afrique de Zhejiang Wenling, visant à promouvoir l'interaction bilatérale dans la coopération médicale entre la Chine et l'Afrique. Les « Dix plans de coopération sino-africaine » élargissent l'échelle globale des exportations de l'Afrique vers la Chine. Les « Huit initiatives majeures » accroissent les importations de produits africains, en particulier de produits hors ressources. Les « Neuf programmes » proposent en outre d'établir des « voies vertes » pour les produits agricoles africains destinés à être exportés vers la Chine, fournissant ainsi un soutien en termes de politiques plus favorable à la coopération dans les chaînes industrielles agricoles entre la Chine et l'Afrique. En aidant l'Afrique à améliorer ses capacités de contrôle et d'inspection et à développer des plateformes d'e-commerce, ils ont accru les importations de produits agricoles en provenance d'Afrique et permis une interaction favorable pour la coopération dans les chaînes industrielles agricoles.



中非民間商務
China-Africa Business Council

107 Pont sino-africain (2022). Promouvoir la coopération bilatérale en matière de capacités de production dans le secteur de la santé entre la Chine et l'Afrique du Sud. <https://xueqiu.com/9306360375/211696344>

Tableau 3 Certaines caractéristiques de la coopération dans les chaînes industrielles agricoles entre la Chine et l'Afrique

Caractéristiques	Dix plans de coopération sino-africaine	Huit initiatives majeures	Neuf programmes
Une égale importance accordée à l'aide, à l'investissement et au commerce	Plan de coopération pour la modernisation de l'agriculture : 1 milliard de yuans d'aide alimentaire d'urgence. Plan de coopération pour la modernisation de l'agriculture : encourager les entreprises chinoises à réaliser des plantations, des élevages, le stockage et la transformation de céréales à grande échelle en Afrique. Plan de coopération pour la facilitation du commerce et des investissements : élargir les produits africains exportés vers la Chine.	Initiative de promotion de l'industrie : 50 projets d'aide agricole, aide alimentaire humanitaire d'urgence d'un milliard de yuans. Initiative de promotion de l'industrie : accroître les investissements en Afrique, en particulier dans les domaines traditionnels et émergents tels que l'industrie manufacturière, l'agriculture, les services financiers, la logistique commerciale et l'économie numérique. Initiative de facilitation des échanges : accroître les importations de produits africains, en particulier de produits autres que les ressources minérales.	Programme de réduction de la pauvreté au profit des agriculteurs : 10 projets de réduction de la pauvreté et agricoles. Programme de stimulation par l'investissement : l'investissement total des entreprises en Afrique ne sera pas inférieur à 10 milliards de dollars américains et la Plateforme de promotion des investissements non gouvernementaux Chine-Afrique sera créée. Programme de promotion du commerce : établir des « voies vertes » pour l'exportation de produits agricoles africains vers la Chine, accélérer la promotion des procédures de contrôle et d'inspection, élargir la gamme de produits bénéficiant d'une exemption de droits de douane vers la Chine, mettre en place un financement du commerce de 10 milliards de dollars américains, et construire la Zone pilote pour une coopération économique et commerciale approfondie Chine-Afrique et le Parc industriel de coopération sino-africaine dans le cadre de « la Ceinture et la Route ».
Le transfert des technologies au centre	Plan de coopération pour la modernisation de l'agriculture : envoi de 30 groupes d'experts agricoles en Afrique pour établir un mécanisme de coopération « 10+10 » entre des institutions de recherche agricole chinoises et africaines.	Initiative de promotion de l'industrie : envoyer 500 experts agricoles confirmés pour former de jeunes leaders en recherche agricole et des leaders dans l'enrichissement parmi les agriculteurs.	Programme de réduction de la pauvreté au profit des agriculteurs : envoi de 500 experts agricoles pour établir en Chine un groupe de centres conjoints de démonstration, de formation et d'échanges dans les technologies agricoles modernes entre la Chine et l'Afrique.
Développement durable	Plan de coopération pour le développement vert : agriculture respectueuse de l'environnement.	Initiative de développement vert : 50 projets d'aide au développement vert et à la protection de l'environnement écologique, construction du Centre de coopération environnementale Chine-Afrique, etc.	Programme de développement vert : 10 projets verts de protection de l'environnement et de réponse au changement climatique, construction de la « Grande Muraille verte d'Afrique », construction de zones de démonstration bas carbone et de zones pilotes d'adaptation au changement climatique.

Source : Ministère du commerce de la République populaire de Chine

En outre, la Chine continue de fournir des bases solides pour la coopération dans la construction et l'enrichissement de la chaîne industrielle sino-africaine dans les domaines des infrastructures et des industries émergentes. Par rapport aux « Dix plans de coopération sino-africaine », les « Huit initiatives majeures » mettent davantage l'accent sur la conception de haut niveau dans le domaine des infrastructures, en établissant un groupe de travail conjoint sur la coopération transfrontalière et transrégionale en matière de construction d'infrastructures en Afrique, qui a compilé conjointement le Plan

de coopération sino-africaine dans les infrastructures, afin de faire avancer de manière coordonnée les projets de coopération transfrontaliers et interrégionaux en Afrique, en fournissant une orientation politique pour explorer la coopération dans la chaîne industrielle des infrastructures entre la Chine et l'Afrique. En outre, les « Huit initiatives majeures » mettent l'accent sur le développement et l'exploitation dans son ensemble de toute la chaîne grâce à l'intégration de l'investissement, de la construction et de l'exploitation. Les « Neuf programmes » font référence à la coopération dans le domaine des infrastructures entre la Chine et l'Afrique dans le cadre du programme de promotion du commerce et du programme de stimulation par l'investissement, soulignant le rôle des infrastructures en tant que pont pour construire la coopération sino-africaine dans les chaînes industrielles. Dans le domaine des industries émergentes, les « Dix plans de coopération sino-africaine » et les « Huit initiatives majeures » soulignent tous deux la coopération sino-africaine en matière de commerce électronique dans les mesures de facilitation des échanges. Les « Neuf programmes » proposent en outre le programme d'innovation numérique, mettant l'accent sur la coopération avec les pays africains dans l'économie numérique et soulignant le rôle catalyseur de l'économie numérique dans la coopération sino-africaine dans les chaînes industrielles.

2.1.3 Développements récents : Dialogue des dirigeants chinois et africains lors du 15e Sommet des BRICS¹⁰⁸

En août 2023, lors de la 15e Réunion des dirigeants des BRICS s'est déroulé le Dialogue des dirigeants Chine-Afrique. Après la réunion, la Chine a publié trois mesures : l'Initiative pour le soutien à l'industrialisation de l'Afrique, le Programme d'assistance à la modernisation de l'agriculture de l'Afrique et le Plan de coopération sino-africaine pour le développement des talents, pour soutenir l'intégration et la modernisation de l'Afrique.

L'Initiative pour le soutien à l'industrialisation de l'Afrique indique que la Chine est disposée à soutenir le développement de l'industrie manufacturière, des industries numériques et des énergies renouvelables, à renforcer le partage des connaissances et le transfert de technologies, à optimiser les mesures de facilitation des échanges et à accroître les importations de produits industriels finis de haute qualité. Elle appelle à une réforme plus rapide du système financier mondial et à un soutien financier à l'industrialisation de l'Afrique, formant ainsi une force conjointe puissante pour aider à l'industrialisation de l'Afrique. Le Programme d'assistance à la modernisation de l'agriculture de l'Afrique indique que la Chine approfondira l'interconnexion des stratégies de développement agricole et les consultations politiques en la matière entre la Chine et l'Afrique, et renforcera les échanges et la coopération dans l'agriculture durable, l'agriculture numérique et l'économie bleue. La Chine s'engage à aider l'Afrique à former et à développer ses chaînes industrielles agricoles et à accroître la valeur ajoutée de ses produits agricoles. La Chine établira avec l'Afrique l'Alliance Chine-Afrique d'innovation dans les sciences et technologies agricoles, renforcera la coopération en matière de technologies agricoles et la recherche conjointe, et aidera l'Afrique à former davantage de professionnels locaux. Elle accroîtra et améliorera également les « voies vertes » pour les produits agricoles africains exportés vers la Chine, et augmentera continuellement l'échelle des exportations de produits agricoles africains vers la Chine. Le Plan de coopération sino-africaine pour le développement des talents souligne que la Chine continuera de renforcer sa coopération avec l'Afrique en matière

¹⁰⁸ Gouvernement de la République populaire de Chine (2023). le Dialogue des dirigeants chinois et africains a publié l'Initiative pour le soutien à l'industrialisation de l'Afrique, le Programme d'assistance à la modernisation de l'agriculture de l'Afrique et le Plan de coopération sino-africaine pour le développement des talents. https://www.gov.cn/yaowen/liebiao/202308/content_6900010.htm

de renforcement des capacités telles que le transfert de technologies, l'éducation et la formation, y compris la mise en œuvre du Plan de coopération entre 100 universités chinoises et africaines et le Plan de croissance des enseignants dans le cadre de « la Ceinture et la Route ». La Chine formera chaque année 500 directeurs et enseignants d'écoles professionnelles africaines et formera 1 000 Africains autochtones comme enseignants de chinois. Elle formera également 10 000 talents locaux grâce à la mise en œuvre d'un enseignement « langue chinoise + compétences professionnelles ». Elle mettra en œuvre un plan visant à inciter de jeunes scientifiques africains à venir en Chine pour le travail, en aidant 300 jeunes scientifiques africains à venir en Chine au cours des trois prochaines années.

2.2 Modèles de coopération et actions existants de la Chine pour promouvoir le développement et la transformation des chaînes industrielles africaines

2.2.1 Interconnexion des industries et coopération en matière de capacités de production¹⁰⁹

La coopération sino-africaine en matière de capacités de production est basée sur les avantages comparatifs et la division internationale du travail, liant étroitement l'abondance des matières premières et les avantages en matière de coûts et de disponibilité de la main-d'œuvre de l'Afrique avec les capacités de production de haute qualité de la Chine. Cela implique un large éventail de domaines tels que le commerce bilatéral, les investissements bilatéraux, les travaux à forfait en Afrique, l'aide à l'Afrique, la coopération financière et l'intégration économique régionale. Cela va au-delà du modèle traditionnel de division internationale unique du travail représenté par le commerce international, les investissements internationaux et les flux technologiques internationaux. Il s'agit d'un modèle de coopération transfrontalière qui dépasse les frontières géographiques nationales et inclut les produits, la division du travail, la coopération, les marchés de consommation et les marchés des facteurs de production. La coopération sino-africaine en matière de capacités de production répond aux besoins de modernisation industrielle de la Chine ainsi qu'aux besoins urgents d'industrialisation, d'urbanisation et d'intégration des pays africains. Elle contribue au développement et à la transformation des chaînes industrielles africaines et augmente leur capacité de développement autonome.

Le premier objectif de la coopération sino-africaine en matière de capacités de production est d'utiliser les atouts locaux de l'Afrique, en l'aidant à transformer ses avantages en matière de ressources naturelles et de coûts de main-d'œuvre en une force motrice de son développement économique. Le deuxième consiste à accroître les investissements

¹⁰⁹ Yao Guimei (2022). Coopération sino-africaine en matière de capacités de production, pp. 16-81. China Social Sciences Press.

dans la construction d'infrastructures locales, posant ainsi les bases de la transformation économique. Le troisième consiste à fournir un soutien étendu en termes financiers, techniques et d'expérience. En termes de configuration industrielle, la coopération sino-africaine se caractérise par des progrès simultanés dans la construction d'infrastructures à grande échelle, de parcs industriels et de zones économiques spéciales, ainsi que dans le développement et l'utilisation des ressources et de l'énergie. Elle est conçue pour relier et coordonner les infrastructures à grande échelle avec les ressources et les industries, et réaliser l'extension et la transformation de plusieurs chaînes industrielles. En termes de sélection de pays, la coopération adhère au concept de développement intensif et adopte une approche progressive d'Est vers l'Ouest, en commençant par des points de percée pour étendre une expérience particulière à toute une région. Par exemple, elle se concentre sur le soutien à l'Éthiopie, au Kenya, à la Tanzanie et à la République du Congo, en créant des pays pilotes de coopération sino-africaine. Elle cite également l'Afrique du Sud comme partenaire clé de mise en œuvre. En 2022, 15 pays africains au total avaient signé des accords avec la Chine sur la coopération en matière de capacités de production.

En tant qu'éléments importants de la coopération sino-africaine en matière de capacités de production, le commerce, les travaux à forfait et les investissements ont généré des résultats significatifs. Premièrement, le commerce des marchandises entre la Chine et l'Afrique est en constante augmentation. La Chine a maintenu sa position de principal partenaire commercial de l'Afrique pendant 14 années consécutives. En 2022, le volume total du commerce de marchandises entre la Chine et l'Afrique atteignait 282 milliards de dollars, soit une augmentation de 10,9 % sur un an. Trois indicateurs – le volume du commerce de marchandises entre la Chine et l'Afrique, les exportations chinoises vers l'Afrique et les importations chinoises en provenance d'Afrique – ont tous atteint de nouveaux sommets historiques. Les exportations chinoises de matériel de transport, tels que les véhicules, vers l'Afrique ont en particulier connu une croissance rapide et la hausse des produits agricoles importés d'Afrique est marquante, avec un taux de croissance annuel moyen de 11,4 % ces dernières années. Deuxièmement, la construction d'infrastructures présente de nombreux points forts. Les entreprises chinoises ont construit un grand nombre de projets de haute qualité en Afrique dans des domaines tels que les transports, notamment le chemin de fer Mombasa-Nairobi, l'énergie électrique, les télécommunications et les barrages. En 2022, les entreprises chinoises avaient signé de nouveaux contrats d'une valeur de 73,22 milliards de dollars pour des travaux à forfait en Afrique. Les chiffres d'affaires ont atteint 37,84 milliards de dollars, soit une augmentation de 2 % sur un an. Troisièmement, les investissements chinois en Afrique deviennent de plus en plus actifs. La Chine est devenue la quatrième source d'investissement pour l'Afrique. Les investissements directs de la Chine en Afrique sont passés de 4,23 milliards de dollars américains en 2020 à 4,99 milliards de dollars américains en 2021, soit une augmentation d'une année sur l'autre de 18 %. Le stock des investissements directs de la Chine en Afrique a augmenté pour atteindre 44,19 milliards de dollars. La Chine n'a pas investi uniquement dans les industries traditionnelles en Afrique, telles que la construction, l'exploitation minière et l'industrie manufacturière. Elle a également augmenté ses investissements dans l'agriculture et la transformation des produits agricoles, les services financiers, l'aérospatiale et d'autres domaines.¹¹⁰

110 Secrétariat de l'Exposition économique et commerciale Chine-Afrique (2023). Rapport sur les relations économiques et commerciales Chine-Afrique 2023. <https://www.vzkoo.com/document/202307079d8c5589fa0ece5f613f48b5.html>

Référence 13 Investissements de la Chine dans l'industrie de la céramique de construction

Selon des statistiques disponibles provenant des médias, 16 entreprises chinoises, dont Keda, Wangkang et Boda, ont investi plus de 6,167 milliards de yuans en Afrique, construisant plus de 51 chaînes de production de céramique d'une capacité de production quotidienne totale d'environ 800 000 m². La chaîne industrielle couvre environ 10 pays africains, aidant les produits à remplacer les importations et même à générer des revenus d'exportation, tout en permettant aux entreprises chinoises d'économiser sur les coûts des matériaux de construction en Afrique.

Référence 14 La plus grande compagnie aérienne du Ghana : Africa World Airlines

En septembre 2012, le Fonds de développement Chine-Afrique, HNA Aviation Holdings Limited et le Ghana ont financé conjointement la création d' Africa World Airlines (AWA) au Ghana, qui est désormais devenue la plus grande compagnie aérienne du Ghana.

AWA est la première compagnie aérienne en Afrique avec une participation chinoise dans sa constitution et son exploitation. Elle exploite désormais 7 lignes et de vols affrétés au Ghana et en Afrique de l'Ouest. Depuis 2016, elle a réalisé des bénéfices constants et détient une part de marché de plus de 80 % sur les lignes intérieures du Ghana. Elle compte au total 315 employés, dont seulement six Chinois.

2.2.2 Parcs industriels et investissements industriels

La construction conjointe de parcs industriels par la Chine et l'Afrique constitue un vecteur important pour les investissements chinois en Afrique, aidant et guidant les entreprises de ces parcs à établir un système de chaîne industrielle complète pour divers produits en Afrique. Dès le Sommet de Pékin du Forum sur la coopération sino-africaine en 2006, la Chine avait proposé huit mesures majeures à cet égard, dont la création de 3 à 5 zones de coopération économique et commerciale dans les pays africains pour promouvoir le développement de l'industrie manufacturière africaine à travers la coopération industrielle sino-africaine. Le Document de la politique chinoise à l'égard de l'Afrique a été publié à Johannesburg en 2015, précisant que « la Chine soutiendra les pays africains dans la construction de zones économiques spéciales, de parcs industriels et de technopoles pour attirer des entreprises performantes, elle guidera, encouragera et soutiendra ses entreprises dans la construction conjointe de zones de coopération économique et commerciale en Afrique en tant que plateforme importante pour promouvoir la coopération en matière de capacités de production entre la Chine et l'Afrique ». Sous l'impulsion de cette politique, le nombre de parcs industriels et de parcs économiques et commerciaux sino-africains a constamment augmenté et le champ d'activité s'est diversifié. A ce jour, la Chine a créé près de 100 parcs économiques et commerciaux en Afrique, et le nombre de parcs financés par la Chine en Afrique, enregistrés par le ministère chinois du Commerce, a atteint 25 (Annexe 2), attirant plus de 620 entreprises, avec un investissement cumulé de 7,35 milliards de dollars américains, employant 42 000 employés locaux et payant diverses taxes et redevances aux pays hôtes pour un montant de 1,48 milliard de dollars américains. De multiples grappes

industrielles ont pris forme, notamment dans les ressources minérales, la fabrication d'équipements, l'industrie légère et le textile, ainsi que les appareils électroménagers.¹¹¹

Evalués par sources de financement, les parcs construits par la Chine en Afrique peuvent être divisés en trois catégories : au niveau national, au niveau provincial ou municipal et les parcs construits par des entreprises. Parmi ceux-ci, la zone de coopération économique et commerciale sino-égyptienne TEDA Suez, la zone de libre-échange de Lekki au Nigeria, le parc industriel oriental de l'Ethiopie et la zone économique et commerciale chinoise de Zambie sont des exemples de parcs de niveau national. Dans le même temps, les gouvernements provinciaux chinois encouragent activement leurs entreprises à rejoindre la vague de coopération sino-africaine, par exemple à travers le parc industriel Liaoning-Shenyang en Ouganda et le parc industriel Hunan Adama en Ethiopie. La construction de ces parcs s'accélère. En outre, certaines entreprises semencières chinoises se sont servies de leur expérience en Afrique pour investir dans la construction de parcs industriels. Par exemple, le groupe Huajian a obtenu des résultats préliminaires dans le parc international de l'industrie légère en Ethiopie et le groupe Tiantang dans le parc industriel de Mbale en Ouganda. Dans l'ensemble, les zones de coopération économique et commerciale sino-africaine sont passées d'une phase de construction initiale à une phase pleinement opérationnelle et affichent de bons résultats.¹¹²

Tableau 4 Certains parcs ou zones de coopération économique et commerciale en Afrique

Pays	Parc ou zone de coopération	Entrepreneur	Nombre d'entreprise dans les parcs	Montant cumulé des investissements (en millions de yuan)	Secteurs clés
Egypte	Zone de coopération économique et commerciale sino-égyptienne TEDA Suez	Chine-Egypte TEDA Investment Co., Ltd.	>140	>1 600	Equipements pétroliers, appareils électriques haute et basse tension, textiles et vêtements, nouveaux matériaux de construction, fabrication de machines
Nigeria	Zone franche de Lekki	Chine-Afrique Lekki Investment Ltd.	102	>353	Transformation et fabrication, logistique commerciale, immobilier, services urbains
Ethiopie	Parc industriel oriental	Jiangsu Yongyuan Investment Co., Ltd.	124	>900	Textile, matériaux de construction, assemblage automobile, transformation des aliments, soins médicaux
Zambie	Zone économique et commerciale chinoise	Groupe minier de métaux non ferreux en Chine	Près de 100	>2 500	Métaux non ferreux ; commerce, logistique, transformation, immobilier

Source : Organisé via l'information publique

Dans le cadre de la construction et de l'exploitation du parc de Mbale, le groupe Tiantang a créé ses propres usines, les industries de l'électroménager et du meuble formant le noyau central. Parallèlement, conformément au plan d'aménagement du parc, il recherche,

111 Quotidien du Hunan (2023). Plus de 620 entreprises chinoises ont investi dans la construction de 25 parcs industriels en Afrique. <https://baijiahao.baidu.com/s?id=1770144547888456115&wfr=spider&for=pc>

112 Yao Guimei (2022). Coopération sino-africaine en matière de capacités de production, pp. 49-50. China Social Sciences Press.

vérifie et invite activement des entreprises chinoises compétitives, complémentaires et respectueuses de l'environnement à installer des usines dans le parc de Mbale. Il adhère au concept consistant à « s'internationaliser ensemble en s'appuyant sur le parc » en tirant parti de la plateforme du parc pour parvenir à une assistance mutuelle et au partage de diverses ressources entre les entreprises, et en promouvant le développement des industries manufacturières locales.



Référence 15 Parc industriel financé par la Chine en Ouganda : le parc industriel sino-ougandais de Mbale

Des entreprises chinoises ont financé et construit 7 parcs industriels en Ouganda, comme le parc industriel sino-ougandais de Mbale et le parc industriel du Shandong. Le parc industriel sino-ougandais de Mbale, créé par le groupe Tiantang en 2017, est l'un des 22 parcs industriels de niveau national en Ouganda. Il est prévu que le parc bénéficiera d'un investissement total de 600 millions de dollars américains, attirera 40 entreprises permanentes et réalisera une valeur de production annuelle de 1,5 milliard de dollars américains et une valeur d'exportation annuelle de 400 millions de dollars américains, avec 15 000 opportunités d'emploi. Après l'expiration de la période d'exonération fiscale, les recettes fiscales locales augmenteront de 50 millions de dollars par an.

La construction de parcs industriels, économiques et commerciaux sino-africains a considérablement amélioré la capacité d'autodéveloppement de l'Afrique. Ils ont joué un rôle positif dans la reprise économique post-COVID-19 et l'amélioration du niveau d'industrialisation et de la capacité d'exportation et de recettes en devises des pays où ils se trouvent.¹¹³ Prenons l'exemple de la zone de coopération économique et commerciale sino-égyptienne TEDA Suez. En tant que projet pilote de la coopération économique et commerciale sino-égyptienne, elle bénéficie actuellement du meilleur environnement global, de la plus grande densité d'investissement, de la production unitaire la plus élevée et de la plus forte concentration d'entreprises chinoises en Egypte. Elle a attiré plus de 140 entreprises, avec un investissement réel de plus de 1,6 milliard de dollars américains, un chiffre d'affaires cumulé de plus de 3,7 milliards de dollars américains et une contribution fiscale de plus de 200 millions de dollars américains. Elle emploie directement près de 6 000 travailleurs et soutient 50 000 emplois indirects. Cinq grands pôles industriels s'y sont formés : les équipements pétroliers, les appareils électriques à haute et basse tensions, le textile et l'habillement, les nouveaux matériaux de construction et la fabrication de machines. Dans le même temps, elle a attiré des entreprises en amont et en aval des chaînes industrielles, accélérant ainsi la tendance à la concentration industrielle. Le 12 juillet 2023, la zone de coopération économique et commerciale sino-égyptienne TEDA Suez a organisé une cérémonie pour marquer son 15e anniversaire et pour publier la Vision 2030 de la zone de coopération TEDA. Ce plan de mise à niveau stratégique prévoit que la zone formera un groupe d'entreprises de premier plan dotées d'avantages concurrentiels exceptionnels et de fortes capacités d'entraînement, par trois projets majeurs : le projet d'amélioration de la capacité de concentration industrielle, le projet d'amélioration de la capacité des services industriels et le projet d'amélioration de la capacité de soutien industriel. Cela a pour but de développer des entreprises en amont et en aval autour des entreprises principales des chaînes industrielles, créant ainsi des liens efficaces dans toutes les chaînes industrielles, de manière à mettre en œuvre la concentration industrielle grâce au développement de chaînes industrielles. Le plan promouvra le développement global de la zone et travaillera avec les parties prenantes égyptiennes et chinoises sur un modèle « un noyau, deux corridors et trois bases ». Il explorera également un système d'ouverture mutuelle.¹¹⁴

2.2.3 Infrastructures et fondations industrielles

Les infrastructures constituent un domaine prioritaire de la coopération sino-africaine car elles apporteront un soutien important à l'amélioration de l'environnement des investissements en Afrique, au renforcement des fondations industrielles de l'Afrique et

¹¹³ Quotidien du Hunan (2023). Plus de 620 entreprises chinoises ont investi dans la construction de 25 parcs industriels en Afrique. <https://baijiahao.baidu.com/s?id=1770144547888456115&wfr=spider&for=pc>

¹¹⁴ People.cn (2023). La zone de coopération économique et commerciale sino-égyptienne TEDA Suez accélère sa mise à niveau stratégique. <http://world.people.com.cn/n1/2023/0714/c1002-40035901.html>

à la promotion de sa modernisation industrielle. De nombreux pays africains souffrent d'infrastructures arriérées, avec des routes, des voies ferrées, des installations portuaires, un approvisionnement en électricité et en eau ainsi que des installations des moyens de communication inadéquats.¹¹⁵ Cependant, entre 2014 et 2020, il y avait un énorme déficit de financement pour la construction d'infrastructures, compris entre 50 et 100 milliards de dollars par an. Ce problème a longtemps entravé l'industrialisation du continent africain et affecté le développement des chaînes industrielles africaines.¹¹⁶ Le gouvernement chinois a toujours encouragé les entreprises et les institutions financières chinoises à participer de diverses manières à la construction de projets d'infrastructures en Afrique, ce qui a apporté une contribution essentielle à la promotion de la connectivité en Afrique.

Tableau 5 Déficit de financement par secteur en Afrique

Secteur	Déficit de financement (en milliards de dollars)			
	2017	2018	2019	2020
Transports	3-15	4-16	3-15	4-16
Source d'eau	45-55	43-53	46-56	49-59
Energie	8-23	5-20	4-19	6-21
TIC	2-5	0-3	Données non disponibles	Négatif
Total	58-98	52-92	53-90	59-96

Source : *Tendances du financement des infrastructures en Afrique (2019-2020)*

Les entreprises chinoises sont des participants importants à la construction d'infrastructures en Afrique. Depuis la création du Forum sur la coopération sino-africaine, les entreprises chinoises ont utilisé divers fonds pour aider les pays africains à construire et à moderniser plus de 10 000 kilomètres de voies ferrées, près de 100 000 kilomètres de routes, près de 1 000 ponts, près de 100 ports et 66 000 kilomètres de lignes de transmission et de transformation électriques, 120 millions de kW de capacité électrique installée, 150 000 kilomètres de réseaux fédérateurs de communication et des services réseau couvrant près de 700 millions de terminaux utilisateurs. De nombreux grands projets confiés à des entreprises chinoises impliquent d'énormes investissements et ont donné des résultats exceptionnels, tels que le chemin de fer Addis-Abeba-Djibouti, le chemin de fer Mombasa-Nairobi et le port de Mombasa, qui sont les projets phares de « la Ceinture et la Route ». Parallèlement, les entreprises chinoises continuent d'étendre la construction d'infrastructures en Afrique, depuis la construction de maisons, de routes et de ponts dans la phase initiale jusqu'à la construction de barrages et de centrales hydroélectriques, de produits pétrochimiques, de télécommunications, de matériaux de construction, d'approvisionnement en eau et l'agriculture.¹¹⁷ Selon les statistiques, en 2022, les transports, l'électricité et la construction générale étaient les trois plus grandes industries pour les nouveaux contrats signés avec

115 Centre de promotion de la Route de la Soie pour la coopération internationale de capacités de production (2020). « La Ceinture et la Route » et investissement dans les infrastructures en Afrique. http://weixin.bricc.org.cn/Module_Think/ThinkPortal/ArticleDetail.aspx?aid=476

116 AUDA-NEPAD (2022). 2021-2022 PIDA Progress Report. <https://www.dakarfinancingsummit.org/publications/2021-2022-pida-progress-report/>; ICA (2020). Infrastructure Financing Trends in Africa: 2019-2020. <https://www.icafrica.org/en/>

117 Yao Guimei (2022). Coopération sino-africaine en matière de capacités de production, p. 39. China Social Sciences Press.

des entreprises chinoises en Afrique, représentant un total de 59 %.¹¹⁸ En outre, la Chine incite les entreprises à adopter divers modèles tels que le BOT (construction-exploitation-transfert, comme le port de Lekki au Nigeria par China Harbour Engineering Company Ltd.) et le PPP (partenariat public-privé, comme le projet de Souapiti en Guinée par China International Water & Electric Corp.) pour progresser vers l'intégration de l'investissement, de la construction et de l'exploitation, afin de promouvoir le développement durable des projets d'infrastructure.¹¹⁹

Référence 16 China Harbour Engineering Co. Ltd. – Projet du port de Lekki au Nigéria

En tant que premier port en eau profonde du Nigeria, le port de Lekki éliminera les goulets d'étranglement dans le commerce import-export de Lagos et répondra aux besoins du Nigeria en matière de développement économique rapide. Au cours de la période de franchise de 45 ans, il devrait créer 200 000 emplois directs ou indirects et générer des bénéfices de 361 milliards de dollars et des recettes fiscales globales de 201 milliards de dollars pour le gouvernement fédéral nigérian et l'Etat de Lagos.

Le projet du port de Lekki au Nigeria est l'un des projets répertoriés dans les réalisations du 2e Forum « Ceinture et Route » pour la coopération internationale et l'un des projets de démonstration de la coopération tripartite Chine-France-Afrique. Il a été réalisé par China Harbour Engineering Company Limited sur un modèle BOT et est exploité par le Groupe CMA CGM. Le projet a démarré en juin 2020. La cérémonie d'achèvement des travaux a eu lieu le 31 octobre 2022 et l'exploitation commerciale a débuté en avril 2023.

Référence 17 China International Water & Electric Corp. – le complexe hydroélectrique de Souapiti en Guinée

Le projet de Souapiti, « rêve centenaire » du peuple guinéen, a été entrepris par China International Water & Electric Corp., une filiale de China Three Gorges Corporation. Il a été développé conjointement par le gouvernement guinéen et China International Water & Electric Corp. sur un modèle PPP. Il a débuté le 1er avril 2016 et a été achevé et livré le 25 juin 2021. Il s'agit du plus grand complexe hydroélectrique de Guinée et du plus grand projet d'investissement dans le cadre de la coopération économique et commerciale bilatérale entre la Chine et la Guinée. La capacité totale installée est de 450 MW, la capacité de stockage normale est de 6,3 milliards de m³, et la production annuelle d'électricité est de 2 016 GWH.

Une fois tous les groupes de générateurs de Souapiti mis en service, ils ont doublé la capacité de production hydroélectrique du pays, permettant de complètement résoudre le problème d'approvisionnement domestique restreint en électricité. Ce faisant, il a transformé la Guinée d'importateur d'électricité en exportateur d'électricité, fournissant de l'énergie propre à des pays d'Afrique de l'Ouest tels que la Sierra Leone, le Sénégal, la Guinée-Bissau, le Libéria et le Mali via le réseau électrique interconnecté d'Afrique de l'Ouest. Cela a effectivement favorisé la construction du réseau énergétique ouest-africain et réduit les émissions de carbone d'environ 1,49 million de tonnes par an. En outre, un approvisionnement satisfaisant en eau et en électricité a favorisé le développement de

118 Secrétariat de l'Exposition économique et commerciale Chine-Afrique (2023). Rapport sur les relations économiques et commerciales Chine-Afrique 2023. <https://www.vzkoo.com/document/202307079d8c5589fa0ece5f613f48b5.html>

119 Gouvernement central de la République populaire de Chine (2021). livre blanc intitulé La coopération sino-africaine dans la nouvelle ère. https://www.gov.cn/zhengce/2021-11/26/content_5653540.htm

l'industrie minière et stimulé le développement industriel dans son ensemble. Il a également considérablement amélioré la capacité de réponse aux inondations dans le bassin de la rivière Konkoure, en fournissant de l'eau d'irrigation pendant la saison sèche de la région et en soutenant le développement agricole.



Figure 9 Le complexe hydroélectrique de Souapiti en Guinée

Source : Site Web de Power Construction Corporation of China

2.2.4 Transfert de technologies et formation de talents

La technologie est l'un des principaux goulets d'étranglement que l'Afrique doit surmonter pour développer ses chaînes industrielles. Le transfert de technologies existe dans la coopération sino-africaine sous diverses formes telles que l'assistance technique, le transfert et le partage des connaissances, et joue un rôle positif.¹²⁰

Dans les premiers transferts de technologies de la Chine vers l'Afrique, le gouvernement jouait le rôle principal et les technologies impliquaient plusieurs domaines tels que l'agriculture, l'industrie, les infrastructures et les soins de santé. Les projets représentatifs, tels que la construction du chemin de fer Tanzanie-Zambie, prévoyaient une assistance technique dans le cadre de la planification stratégique du gouvernement chinois. Avec la mise en œuvre de la politique d'ouverture, l'axe stratégique de la Chine s'est déplacé vers le développement économique, ce qui a également conduit à des changements dans la dimension, l'échelle et la profondeur de son transfert de technologies.¹²¹ La Chine et les pays africains ont déjà construit d'importantes plateformes de transfert de technologies. Par exemple, un groupe de laboratoires communs de haut niveau a été construit, et le Centre conjoint de recherche Chine-Afrique et le Centre de coopération sino-africaine en matière d'innovation ont été créés pour partager les expériences et les réalisations en matière de

120 Munemo, J. (2013). Examining imports of capital goods from China as a channel for technology transfer and growth in Sub-Saharan Africa. *Journal of African Business*, 14(2), 106–116. <https://doi.org/10.1080/15228916.2013.804370>

121 Li Anshan (2021). *Modern History of Africa*, p. 590, East China Normal University Press.

développement scientifique et technologique. Vingt-trois centres de démonstration des technologies agricoles ont également été créés pour fournir un financement et un soutien technique professionnel.¹²² Les investissements chinois en Afrique ont également stimulé le transfert de technologies des entreprises chinoises vers les marchés locaux. La moitié des entreprises chinoises ont lancé de nouveaux produits ou services sur les marchés locaux, et un tiers ont introduit de nouvelles technologies, produisant d'importantes retombées technologiques.¹²³

Tableau 6 Vingt-trois centres de démonstration des technologies agricoles en tant que projets d'aide à l'Afrique

Pays	Entrepreneur	Principaux domaines de coopération
Tanzanie	Chongqing Zhongyi Seed Industry	Riz
Zambie	Jilin Provincial Grain Group	Maïs, blé
Togo	Jiangxi Huachang International Economic and Technological Co., Ltd.	Riz
Liberia	Yuan Long Ping High-Tech Agriculture Co., Ltd.	Riz
Bénin	China Agricultural Development Group	Maïs, légumes
République du Congo	Chinese Academy of Tropical Agricultural Sciences	Cassave
Ethiopie	Guangxi Bagui Agricultural Technology Co., Ltd.	Cultures vivrières
Rwanda	Fujian Agriculture And Forestry University	Riz, ver à soie
Ouganda	Huaqiao Fenghuang Group Co.,Ltd.	Aquaculture
Zimbabwe	Menoble Co.,Ltd.	Machines agricoles, irrigation
Soudan	Shandong Foreign Economic & Technical Cooperation Co., Ltd.	Maïs, blé
Afrique du Sud	China Agricultural Development Group	Aquaculture
Cameroun	Shaanxi Agricultural Reclamation Corporation	Riz
Malawi	Qingdao Ruichang Cotton Industry Co., Ltd.	Riz, maïs, élevage de bœuf, coton
Mauritanie	Heilongjiang Yanlin Manor Technology Co., Ltd.	Riz, maïs, élevage de cochon, biogaz
Mauritanie	Ningxia Jinfulai Sheep Industry Company	Elevage de vache à lait, plantation de fourrage, transformation de produits laitier
République démocratique du Congo	ZTE Energy Company Limited	Riz, maïs, légumes
Guinée équatoriale	Jiangxi Ganliang Industrial Co., Ltd.	Manioc, patates douces, bananes, légumes
Madagascar	Hunan Academy of Agricultural Sciences	Riz
Burkina Faso	Cgcoc Group	Riz, irrigation
Afrique Centrale	Shanxi International Economic and Technological Cooperation Corporation	Riz, maïs, manioc, élevage de poulets
Burundi	Guangxi Academy of Agricultural Sciences	Riz, maïs, légumes
Angola	Xinjiang Beixin Construction Engineering Co., Ltd.	Riz, maïs, élevage de bœuf

Source : *Dilemme et solution au développement durable des centres de démonstration de technologies agricoles de l'aide chinoise à l'Afrique*

122 Gouvernement central de la République populaire de Chine (2021). livre blanc intitulé La coopération sino-africaine dans la nouvelle ère. https://www.gov.cn/zhengce/2021-11/26/content_5653540.htm

123 McKinsey & Company (2017). Dragon and lion dance together. https://www.mckinsey.com.cn/wp-content/uploads/2017/06/ChinaAfrica_Cover-VF-highrez_CN-1.pdf

Dans la mesure où un transfert de technologies réussi repose sur la formation de talents, la Chine a fortement soutenu le développement de l'éducation en Afrique. Depuis 2012, la Chine et l'Afrique ont mis en œuvre le Plan de coopération 20+20 entre les universités chinoises et africaines, établissant une plateforme d'échanges et de coopération entre leurs universités. La Chine a mis en place un projet de fonds fiduciaire avec l'UNESCO et, en novembre 2021, elle avait formé plus de 10 000 enseignants dans les pays africains. En outre, le gouvernement chinois attache une grande importance à la formation de talents africains dans les domaines des sciences et technologies, des technologies agricoles et de l'enseignement professionnel. En novembre 2021, la Chine avait formé sur son territoire près de 7 500 étudiants africains en agriculture. Grâce à la mise en œuvre de projets tels que l'aide de 100 experts agricoles à l'Afrique et l'aide du groupe d'experts agricoles à l'Afrique, plus de 50 000 Africains ont été formés.¹²⁴ La Chine a créé 16 Ateliers Luban dans 14 pays africains, dont Djibouti, l'Afrique du Sud et le Kenya, pour partager ses réussites avec l'Afrique en matière d'enseignement professionnel de haute qualité.¹²⁵ La Chine a également encouragé les échanges et la formation de talents scientifiques et technologiques à travers la mise en œuvre de bourses d'études ANSO (Alliance des organisations scientifiques internationales) dans le cadre de « la Ceinture et la Route », de la bourse du gouvernement chinois, du Programme international pour les jeunes talents exceptionnels, du Programme international d'innovation et d'entrepreneuriat pour les jeunes, et d'autres projets.¹²⁶ Les entreprises chinoises, telles que Huawei et Hisense, promeuvent également activement la localisation des talents en Afrique.

Référence 18 Groupe Hisense – Parc industriel Hisense en Afrique du Sud

En 2013, Hisense et le Fonds Chine-Afrique ont investi conjointement 41 millions de dollars américains pour construire le parc industriel Hisense en Afrique du Sud, la plus grande usine de fabrication d'appareils électroménagers jamais financée par des investissements chinois en Afrique du Sud. Une chaîne industrielle complète avec des fonctions complètes et des installations de support a été formée. A l'heure actuelle, la capacité de production de téléviseurs du parc est d'environ 950 000 unités et celle de réfrigérateurs d'environ 527 000 unités. Les produits sont exportés vers plus de 20 pays africains et les livraisons sur le marché britannique ont commencé en avril 2022. Le groupe Hisense utilise un modèle opérationnel localisé. Hisense Afrique du Sud emploie actuellement plus de 700 travailleurs locaux, représentant 90 % de l'effectif total, et environ 70 % des postes de direction sont occupés par des employés locaux. Hisense se concentre sur la formation des employés locaux et leur propose une formation via des programmes de conseil professionnel. En 2019, Hisense Afrique du Sud a systématiquement formé environ 1 000 jeunes ruraux au chômage âgés de 18 à 25 ans et également créé une base de formation en recherche et développement technologique Hisense Afrique du Sud en coopération avec le lycée Atlantis pour aider les étudiants à maîtriser les compétences dans l'électronique, les logiciels et les équipements. La base a déjà formé au total 1 400 personnes.

124 Gouvernement central de la République populaire de Chine (2021). livre blanc intitulé La coopération sino-africaine dans la nouvelle ère. https://www.gov.cn/zhengce/2021-11/26/content_5653540.htm

125 Secrétariat de l'Exposition économique et commerciale Chine-Afrique (2023). Rapport sur les relations économiques et commerciales Chine-Afrique 2023. <https://www.vzkoo.com/document/202307079d8c5589fa0ece5f613f48b5.html>

126 Gouvernement central de la République populaire de Chine (2021). Livre blanc intitulé La coopération sino-africaine dans la nouvelle ère. https://www.gov.cn/zhengce/2021-11/26/content_5653540.htm

2.2.5 Développement des chaînes industrielles axé sur la demande et l'offre¹²⁷

La Chine travaille actuellement à créer une nouvelle conjoncture reposant sur le rôle primordial de la circulation nationale et l'interaction dynamique entre les circulations nationale et internationale. Cela favorisera les interactions positives entre la Chine et l'Afrique basées sur l'offre et la demande bilatérales, et renforcera davantage l'intégration et l'interconnexion des chaînes industrielles africaines et chinoises. D'une part, la Chine et l'Afrique présentent un degré élevé d'adéquation et une synergie positive du côté de l'offre et de la demande. La nouvelle conjoncture de développement stimulera pleinement le potentiel du marché chinois, et les pays africains bénéficieront des tendances diversifiées des importations chinoises et des marchés de consommation potentiels. D'autre part, le transfert de capacités de production avantageuses de la Chine vers l'Afrique et la création d'opportunités de concurrence différenciées pour les entreprises africaines sur le marché chinois favoriseront la modernisation des produits et des industries africaines, augmenteront leur capacité en termes d'offre et aideront les entreprises africaines à produire des produits à forte valeur ajoutée présentant des caractéristiques nationales fortes et distinctives.¹²⁸

L'agriculture, en tant que secteur leader dans le développement économique et l'amélioration du bien-être social en Afrique, est un domaine clé pour l'intégration des chaînes industrielles des deux côtés. Dans l'ère actuelle de croissance constante de la demande des consommateurs et d'amélioration accélérée de la structure de consommation en Chine, il existe une demande croissante de produits agricoles diversifiés et de haute qualité. Les produits agricoles africains, étant uniques et d'excellente qualité, répondent parfaitement à la montée en gamme de la consommation en Chine. Afin d'optimiser la structure de l'offre et de répondre à la demande du marché, la Chine a jugé nécessaire d'accroître ses importations de produits agricoles de haute qualité en provenance d'Afrique. Dans ce contexte, la Chine s'est toujours engagée dans la coopération agricole avec l'Afrique. Du côté de la demande, la Chine a continué ces dernières années d'augmenter ses importations de produits hors ressources en provenance d'Afrique. De 2001 à 2022, les importations chinoises de produits agricoles en provenance d'Afrique sont passées de 187 millions de dollars américains à 5,3 milliards de dollars américains, faisant de la Chine la deuxième destination des exportations de produits agricoles d'Afrique. Dans le même temps, la Chine a mis en place des mécanismes tels que l'Exposition économique et commerciale Chine-Afrique, le centre de distribution et de commerce des produits hors ressources, ainsi que de nouveaux modèles d'économie numérique tels que les plateformes d'e-commerce, la vente en ligne en direct, le live shopping et les paiements électroniques. Tout cela contribuera à accélérer la consommation des produits agricoles africains sur le marché chinois, à réduire les coûts commerciaux, à renforcer la marque des produits africains et à accroître leur valeur ajoutée. Du côté de l'offre, en réponse à des contraintes telles que le manque de capacités de production et de transformation des produits agricoles africains, la Chine a pris un certain nombre de mesures, notamment en construisant des bases pour attirer des entreprises performantes, en renforçant les bases économiques et en aidant la population locale à renforcer leur capacité d'autodéveloppement. Cela a considérablement

127 Xiao Hao, Tang Bin & Xu Helian (2023). Research on Increasing African Agricultural Products Imports and Opening "Green Lanes". Social Science Academic Press (China); Tang Bin & Xiao Hao (2022). The current situation and prospects of African agricultural products exported to China under the new development pattern of "dual circulation". China Investment (in Chinese and English) (Z1), 98-99.

128 Gouvernement central de la République populaire de Chine (2021). Construire une communauté de destin Chine-Afrique encore plus étroite – Interprétation sur le livre blanc intitulé « La coopération sino-africaine dans la nouvelle ère ». https://www.gov.cn/xinwen/2021-11/27/content_5653709.htm; (2022). Département du commerce de la province du Guangdong (2022). La coopération sino-africaine – La « double circulation » crée de nouvelles opportunités. http://com.gd.gov.cn/zcqqgfwp/zcqx/content/post_4125368.html

amélioré l'efficacité de la production agricole africaine et la qualité de ses produits. En ce qui concerne la circulation, la Chine a établi des « voies vertes » pour les produits agricoles africains destinés à être exportés vers la Chine, accéléré les procédures de contrôle et d'inspection et élargi encore la gamme de produits bénéficiant de franchise de droits de douane pour les pays les moins avancés qui ont établi des relations diplomatiques avec la Chine. La Chine a également continué à améliorer ses environnements logistiques tels que le fret maritime, le fret aérien et le transport multimodal. Ceux-ci ont progressivement levé les obstacles à une circulation fluide. La coopération entre la Chine et l'Afrique dans les chaînes industrielles agricoles libère le potentiel de la demande intérieure chinoise, répond à la montée en gamme de la consommation chinoise, enrichit les sources de produits et optimise la structure des importations en provenance d'Afrique. Cela accroît également les capacités de production et de transformation agricoles de l'Afrique, augmente ses revenus en devises et l'emploi agricole.

Référence 19 Transformation du cacao et d'autres produits agricoles en Côte d'Ivoire

La Côte d'Ivoire est une source mondiale majeure de produits agricoles tels que le cacao, le caoutchouc et les noix de cajou, mais ces produits sont principalement exportés sous forme brute. Ces dernières années, China CNDC Engineering a entrepris la construction d'une usine de transformation de cacao et d'un entrepôt de fèves de cacao à Abidjan, la Banque de Chine étant à la tête du consortium de financement. D'excellents progrès ont été réalisés. Hunan Construction Engineering Group, en collaboration avec Jihua 3517 Rubber Products, Yueyang Guansheng Investment Development Co. Ltd. et Mainland Group, prévoit d'investir dans un projet de transformation de produits agricoles en Côte d'Ivoire qui comprendra plusieurs usines de transformation primaire en Côte d'Ivoire et quatre usines de transformation raffinée dans la province du Hunan, représentant un investissement total de 391 millions de dollars américains. Une fois opérationnelles, la capacité de production annuelle devrait atteindre 400 000 tonnes de caoutchouc, 300 000 tonnes d'huile de palme et 200 000 tonnes de coton-graine.

2.2.6 Innovation institutionnelle et mise en pratique

Afin de résoudre les problèmes et les goulets d'étranglement de la coopération sino-africaine, les autorités centrales et locales de Chine ont adopté une vision à long terme. Elles ont pris en compte les conditions réelles en Afrique et la complémentarité entre les deux parties dans des domaines tels que la dotation en ressources, la structure économique et le développement industriel. Sur cette base, elles intègrent profondément des ressources de haute qualité et améliorent constamment la conception de haut niveau et l'application sur le terrain en se concentrant sur les mécanismes à long terme pour la coopération et les échanges économiques et commerciaux sino-africains.

Au niveau national, dans le cadre de « la Ceinture et la Route » et du Forum sur la coopération sino-africaine, l'Exposition économique et commerciale Chine-Afrique a été créée en tant que nouveau mécanisme de coopération économique et commerciale, de nouvelle plateforme pour la mise en œuvre des initiatives économiques et commerciales, et une nouvelle fenêtre pour la coopération économique et commerciale au niveau local. La Chine a créé la Zone pilote pour une coopération économique et commerciale approfondie Chine-Afrique, en vue d'en faire une plaque tournante pour la distribution, le commerce et la transformation des produits africains hors ressources. Elle a construit le Parc industriel de coopération sino-africaine dans le cadre de « la Ceinture et la Route » pour mener à

bien la coopération industrielle et promouvoir l'innovation commerciale. Elle a également créé une plateforme de promotion des investissements non gouvernementaux Chine-Afrique pour fournir des services de consultation, de coopération en matière de projets, de construction et d'exploitation de parcs, de prévention et de contrôle des risques, ainsi que de services logistiques et de chaînes d'approvisionnement aux entreprises privées chinoises investissant en Afrique.

Référence 20 Exposition économique et commerciale Chine-Afrique

« L'Exposition économique et commerciale Chine-Afrique est une nouvelle mesure dans le cadre du Forum sur la coopération sino-africaine et un vecteur important pour que la Chine et l'Afrique construisent conjointement "la Ceinture et la Route". Il s'agit de la première plateforme internationale de la province du Hunan qui est au niveau national et s'ouvre sur l'extérieur. Elle a été créée en tenant compte des liens culturels et les besoins économiques et commerciaux entre la province du Hunan et l'Afrique. L'Exposition a eu lieu à trois reprises depuis 2019 et a créé ses propres caractéristiques distinctives en termes de conception de haut niveau, de définition du thème et de modèle organisationnel. »¹²⁹



Figure 10 Le 29 juin 2023, la 3e Exposition économique et commerciale Chine-Afrique s'ouvre à Changsha (Hunan)

Source : Agence de presse Xinhua

Au niveau local, en tant que phare de la coopération des autorités locales avec l'Afrique, la province du Hunan s'appuie sur trois plateformes ouvertes au niveau national : l'Exposition économique et commerciale Chine-Afrique, la Zone pilote de coopération économique et

129 Xiao Hao, Tang Bin & Xu Helian (2023). The Construction Effectiveness and Prospects of the China-Africa Economic and Trade Expo. *West Asia and Africa* (03), 74-93+157-158.

commerciale approfondie Chine-Afrique et la Zone pilote de libre-échange de Chine (Hunan) pour encourager de nouvelles percées dans les systèmes et mécanismes clés dans le cadre du Forum sur la coopération sino-africaine. La province du Hunan a par exemple piloté un nouveau type de commerce de troc, basé sur le règlement en monnaie locale, pour promouvoir le troc entre les produits industriels finis et les biens de consommation quotidienne de la Chine et les produits hors ressources en provenance des pays africains. Elle explore également de nouveaux modèles tels que l'échange de produits pour des travaux ou investissements, fournissant ainsi des devises indispensables à l'Afrique. A ce jour, elle a aidé des entreprises à réaliser 12 échanges de troc « one-to-one » avec 4 pays africains. Le Hunan a lancé un projet pilote pour le commerce transfrontalier en devises africaines secondaires, formant une circulation fermée de fonds entre la Chine et l'Afrique. Il a proposé à six pays africains des services de gestion de devises au comptant pour les entreprises. La province a créé un centre de distribution et de commerce pour les produits hors ressources, élargissant les importations de produits agricoles africains et formant six chaînes d'importation de produits agricoles africains pour le café, la noix de cajou, la noix de macadamia, le cacao, les piments et le sésame. Le Hunan tire parti de la politique pilote d'échanges sur le marché du Grand Marché de Gaoqiao pour établir des entrepôts à l'étranger dans les lieux de concentration des grossistes des pays africains, et réalise une revente en gros à travers le modèle « exposition dans les halls d'entrée et entreposage dans les zones d'arrière-cour », favorisant ainsi l'introduction des produits chinois en Afrique.¹³⁰ Dans le même temps, le Zhejiang, le Guangdong, le Shandong, le Jiangsu, le Hubei, le Fujian et d'autres provinces construisent activement des plateformes locales basées sur leurs propres caractéristiques industrielles et régionales pour s'engager sur des voies de coopération avec l'Afrique qui leur sont propres. Par exemple, en tant que province importante dans la coopération économique et commerciale de la Chine avec l'Afrique, le Zhejiang a activement exploré le développement de nouveaux modèles tels que « achat sur le marché + trains/navires express/camions/transport multimodal », « achat sur le marché + commerce électronique transfrontalier », et « achat sur le marché + consolidation et transit des marchandises sous douane ». Il a créé la plateforme commerciale « Connexion numérique Chine-Afrique », publié le premier indice commercial sino-africain du pays et établi le premier centre de règlement transfrontalier en RMB sino-africain du pays.¹³¹ Le Shandong explore et promeut activement la facilitation de l'investissement et du commerce. Il a construit une plateforme d'exposition et de vente de produits en ligne et hors ligne, et certifié à deux reprises 13 entrepôts au niveau provincial situés en Afrique. Fort de ses atouts en matière de recherche scientifique, le Hubei promeut une coopération sur les technologies innovantes avec l'Afrique. En février 2021, le Centre de coopération Chine-Afrique sur l'innovation créé sous l'impulsion de la province du Hubei a été officiellement inauguré.¹³²

130 Site Web du gouvernement populaire provincial du Hunan. <http://www.hunan.gov.cn/>

131 Gouvernement populaire municipal de Jinhua (2023). Nos pratiques innovantes dans la coopération économique et commerciale sino-africaine remportent la médaille d'argent de la province du Zhejiang pour notre réalisation dans la réforme. http://www.jinhua.gov.cn/art/2023/1/7/art_1229159979_60247365.html

132 People.cn (16 août 2023). Des voies uniques de coopération avec l'Afrique grâce à des plateformes avec des avantages complémentaires – pratiques du Jiangsu, du Hunan, du Hubei et d'autres provinces. http://paper.people.com.cn/rmrbhwb/html/2023-08/16/content_26011544.htm



Figure 11 Le Grand Marché de Gaoqiao (Hunan)

Source : Site Web du Grand Marché Gaoqiao (Hunan)





Chapitre 3

Les investissements des entreprises chinoises en Afrique du point de vue des chaînes industrielles¹³³

3.1 Renforcer les fondations : soutenir la construction d'infrastructures et l'offre de facteurs

3.1.1 China Road and Bridge Corporation (CRBC) : construction de la « grande artère » des transports publics d'Afrique de l'Est au Kenya

Jusqu'en 2013, les infrastructures de transport entre les villes intérieures du Kenya et son principal port, le port de Mombasa, étaient très médiocres. La grande majorité des chemins de fer existants étaient à voie métrique et présentaient de nombreux problèmes tels que le vieillissement des équipements, le délabrement et une mauvaise gestion. La capacité de transport était bien inférieure à la demande, ce qui limitait le développement économique du Kenya.

En 2009, le gouvernement kenyan avait signé un protocole d'accord et de coopération avec CRBC pour le projet ferroviaire Mombasa-Nairobi. Afin d'améliorer davantage le réseau ferroviaire du Kenya, de réduire les coûts de transport et de promouvoir le commerce et les investissements, lors du Sommet de Johannesburg du Forum sur la coopération sino-africaine en 2015, China Communications Construction Company Limited (CCCC) a signé un accord-cadre avec Kenya Railway pour le projet ferroviaire Nairobi-Malaba au Kenya. L'accord stipulait que CRBC, une filiale de CCCC, entreprendrait la construction selon le modèle EPC (ingénierie + approvisionnement + construction). En octobre 2016, la phase I du chemin de fer Nairobi-Malaba a organisé une cérémonie de lancement du projet. La phase I pour le transport des passagers a été ouverte au trafic en octobre 2019. La phase I, celle pour le fret, en décembre de la même année. Le dépôt intérieur à conteneurs de

¹³³ Toutes les informations contenues dans les études de cas proviennent d'enquêtes auprès d'entreprises ou de rapports publics.

Naivasha (ICD) a été achevé en mai 2020, devenant ainsi une importante plaque tournante pour le fret sur la ligne.

La phase I de la ligne Nairobi-Malaba a permis la connexion avec la ligne Mombasa-Nairobi, allégeant la pression sur le transport entre Mombasa et la région intérieure et améliorant l'efficacité de la circulation des marchandises. Elle exploite mieux la fonction de plaque tournante majeure du transport intermodal terrestre et fluvial dans le port de Mombasa et renforce également le potentiel de développement de la région nord-ouest du Kenya. Dans la prochaine étape, le chemin de fer Nairobi-Malaba sera également connecté aux chemins de fer d'Ouganda, et progressivement connecté aux lignes ferroviaires de Tanzanie, du Rwanda, du Burundi, du Soudan du Sud et d'autres pays, formant ainsi une « grande artère » de transports publics en Afrique de l'Est. Cela augmentera la capacité de transport des pays d'Afrique de l'Est et réduira les coûts de logistique transfrontalière. La mobilité accrue des personnes et des biens continuera de soutenir le développement global du tourisme et des industries manufacturières le long de l'itinéraire, et de promouvoir davantage le processus d'interconnexion et d'intégration de la sous-région d'Afrique de l'Est.



Figure 12 Ouverture au trafic de la phase I du chemin de fer de Nairobi-Malaba

Source : Agence de presse Xinhua

3.1.2 Power Construction Corporation of China (PCCC) : construction de la plus grande centrale solaire thermique à tour au monde au Maroc

Le Maroc manque de sources d'énergie primaires telles que le pétrole brut, le gaz naturel et le charbon, et historiquement, les importations de ces ressources représentent environ 90 % de sa consommation totale. Cependant, le pays dispose d'abondantes ressources en énergie solaire, avec un ensoleillement annuel allant de 2 800 à 3 400 heures, se classant au neuvième rang mondial en termes de durée d'ensoleillement et offrant un potentiel total de 20 GW de puissance installée.

Afin de libérer efficacement le potentiel de l'énergie solaire et de réduire sa dépendance aux importations d'énergie, le Maroc a prévu la construction de la plus grande centrale solaire thermique à tour au monde, la centrale thermique Noor III. Le projet a été entrepris par SEPCOIII Electric Power Construction Co., Ltd., une filiale de PCCC, en tant qu'entrepreneur général EPC. Le chantier a démarré en mai 2015. La centrale a été connectée au réseau le 15 août 2018. Le 20 octobre de la même année, les tests de fiabilité de fonctionnement ont été achevés avec succès. Le certificat de réception du propriétaire a été obtenu et la centrale est entrée en service. Le projet utilise la technologie thermosolaire des tours et a une capacité installée totale de 150MW. Il répond à la fois aux normes locales marocaines et à de multiples normes internationales. Il s'agit de la première tour de ce type au monde à adopter une structure hybride en béton et en acier, et c'est également la plus haute tour de production et de collecte d'énergie solaire thermique au monde.

Depuis que la centrale électrique Noor III est entrée en service, elle a pu acheminer chaque année environ 530 millions de kW/h d'électricité propre au réseau électrique marocain, améliorant ainsi l'accès constant à l'électricité pour les ménages et les industries du Maroc et aidant davantage le pays à surmonter ses difficultés énergétiques. L'excédent d'électricité peut également être acheminé vers l'Europe, ce qui représente un renversement complet de la dépendance à long terme du Maroc à l'égard des importations d'électricité. Cela a jeté des bases solides pour l'autosuffisance énergétique et le développement indépendant du Maroc. Dans le même temps, la centrale électrique réduira les émissions annuelles de dioxyde de carbone de 230 000 tonnes, apportant ainsi un soutien solide au développement vert et durable du Maroc et à la protection environnementale.



Figure 13 Centrale solaire thermique à tour Noor III au Maroc

Source : SEPCOIII Electric Power Construction Co., Ltd.

3.1.3 Shenzhen Huawei : fournir des ressources matérielles et humaines aux TIC en Afrique

L'économie numérique est un moyen important pour faire progresser le développement de l'Afrique. Cependant, en raison de la faiblesse des infrastructures de communication et du manque de talents dans le numérique, les infrastructures numériques de l'Afrique manquent de dynamisme, et le fossé numérique ainsi que le déséquilibre systémique constituent de sérieux problèmes. Depuis qu'elle a commencé à travailler sur le marché africain en 1998, Huawei Technologies a continué à développer et à améliorer les infrastructures de communication en Afrique, en fournissant divers facteurs nécessaires au développement des TIC (technologies de l'information et de la communication) en Afrique en termes de ressources matérielles et humaines.

En termes de ressources matérielles, Huawei a construit une grande quantité d'infrastructures de télécommunications et de réseaux en Afrique, notamment des stations de base GSM, des téléphones sans fil CDMA, des réseaux LTE, des compteurs d'eau intelligents, etc. Il a construit jusqu'à 70 % du réseau informatique de base pour le continent africain, développé environ 30 % du réseau 3G et 70 % du réseau 4G, et construit le premier réseau commercial 5G d'Afrique, fournissant des services de télécommunications à haut débit, à faible coût et de haute qualité. Cela a stimulé l'utilisation des produits d'Internet en Afrique. En outre, Huawei a développé des solutions énergétiques numériques photovoltaïques intelligentes pour combler le déficit d'approvisionnement énergétique en Afrique, en fournissant un

600+

Les meilleures universités
de la région africaine

complément effectif à l'approvisionnement en électricité en Afrique et en posant des bases solides pour son développement des chaînes industrielles des TIC.

150000+

Talents dans le domaine
des TIC en Afrique

En termes de ressources humaines, Huawei a formé des talents TIC de haute qualité en Afrique par divers moyens. Il a créé des instituts de TIC Huawei dans plus de 600 universités et collèges professionnels des TIC de premier plan dans 28 pays africains qui ont formé 150 000 étudiants. Les instituts proposent une formation de pointe dans les TIC dans des domaines tels que les échanges, l'infonuagique, la propriété intellectuelle, l'informatique, la 5G et l'IA. Huawei a également réalisé le projet « Future Seed » visant à sélectionner et former de jeunes talents exceptionnels en Afrique et à les intégrer dans le secteur local des TIC. Cela a renforcé les capacités en matière de TIC dans les pays concernés. Huawei comble également le fossé numérique en Afrique grâce à la formation technique et au partage des connaissances. Cela apporte un soutien fondamental à l'amélioration de la productivité et à la modernisation technologique du secteur des TIC en Afrique et a grandement contribué à la transformation numérique des industries locales.

3.1.4 Sinoma International Engineering Co. Ltd. (Nanjing) : fournir un soutien technique à l'industrie du ciment du Nigeria

Bien que le Nigeria soit la plus grande économie d'Afrique, son industrie du ciment souffrait autrefois de problèmes, notamment un retard technologique, une consommation d'énergie élevée, une qualité médiocre, une faible capacité de production, ce qui conduisait à la grande difficulté de satisfaire l'énorme demande sur le marché national de construction d'infrastructure et à une dépendance à l'égard des importations. Le plus grand intégrateur mondial de technologie, d'équipements et de services d'ingénierie du ciment, Nanjing Sinoma International Engineering a collaboré avec le groupe nigérian Dangote pour créer une nouvelle dynamique de l'industrie du ciment du Nigeria, faisant ainsi passer le Nigeria d'importateur majeur de ciment au statut d'exportateur.

Depuis 2008, Sinoma a aidé le Nigeria à établir trois bases de production de ciment, à Obajana, Ibes et Boko, avec une capacité de production annuelle totale de 32,3 millions de tonnes, réalisant une triple croissance, libérant une formidable dynamique dans l'industrie du ciment. Parmi les trois projets, le projet de chaîne de production de ciment à Obajana de 6 000 t/j, sous-traité par Sinoma en 2020 et construit par une filiale à Suzhou, est la plus grande base de production de clinker en Afrique subsaharienne. Dans la production de ciment, Sinoma fournit un soutien complet en matière de technologie et d'équipement pour surmonter les goulets d'étranglement technologiques du Nigeria. Le projet de cimenterie d'Obajana utilise un nouveau processus de production de ciment sec de pointe dans lequel le préchauffeur et le four rotatif du système de cuisson utilisent une technologie et des équipements venant exclusivement de Sinoma et sont équipés du meilleur équipement d'échantillonnage automatique de laboratoire importé de l'industrie, ce qui permet d'obtenir une large gamme de produits d'excellente qualité. L'usine est économe en énergie et respectueuse de l'environnement, avec des indicateurs de consommation d'électricité et de consommation d'énergie parmi les meilleurs au monde.

3.2 Renforcer les atouts : aider à transformer des ressources abondantes en atouts de développement

3.2.1 China Nonferrous Metal Mining (Group) Co. Ltd. (CNMC) : développement de la fusion cuivre-cobalt et soutien aux grappes industrielles en Zambie

La Zambie est un important producteur de cuivre, mais ses infrastructures locales étaient vétustes et son approvisionnement énergétique insuffisant. L'industrie minière du cuivre manquait de vigueur et il fallait développer les ressources en cuivre du pays. Lors d'un appel d'offres international en 1998, CNMC a acquis une participation dans la mine de cuivre de Chambishi en Zambie, qui avait été mise en veilleuse pendant dix ans. Plus tard, elle a créé le Parc industriel chinois des non-ferreux, a investi dans la construction de la Zone de coopération économique et commerciale Zambie-Chine, a pris en main la société Luanshya Copper Company, qui avait été fermée pendant six mois, a repris la production à la mine de Baruba, a investi 368 millions de dollars américains dans le projet hydro-métallurgique de Muliachi, et s'est concentrée sur la création de la fusion cuivre-cobalt et sur le soutien aux grappes industrielles en Zambie.

CNMC s'est appuyée sur sa propre technologie et ses propres fonds pour moderniser l'industrie de fusion cuivre-cobalt de la Zambie, développer la grappe industrielle d'extraction et de fusion de métaux non ferreux et la chaîne industrielle intégrant l'extraction, le traitement et la métallurgie autour de la mine de cuivre de Chambishi. La fonderie de cuivre de Chambishi a adopté la technologie de séparation magnétique de matre de cobalt pour la première fois au monde afin d'augmenter le rendement en cobalt. L'usine hydro-métallurgique de Muliachi possède le plus grand système de lixiviation en tas d'Afrique, ainsi qu'une unité de décapage cathodique et un équipement d'élimination de l'huile par ultrasons de classe mondiale, ce qui en fait la plus grande usine de lixiviation thermique au monde. L'usine a entièrement modernisé son système de contrôle de production, procédé à une numérisation et une automatisation, ce qui a plus que doublé la productivité du travail, tout en rendant ses opérations minières plus sûres et plus sophistiquées. L'usine hydro-métallurgique de Chambishi utilise des résidus locaux de faible qualité pour recycler les ressources. CNMC a également investi 190 millions de dollars américains dans la construction d'infrastructures dans la Zone de coopération économique et commerciale Zambie-Chine. En utilisant cette zone comme plateforme, elle a élargi l'échelle et l'effet de grappe, créant une plateforme permettant à l'industrie chinoise des non-ferreux et aux industries connexes de se mondialiser ensemble. Cela a également fait de la Zambie un pays plus attrayant pour les investissements et augmenté le taux de réussite des entreprises chinoises qui y investissent. Actuellement, plus de 50 entreprises sont implantées dans la zone, avec un investissement réel s'élevant à près de 1,9 milliard de dollars américains. Leur chiffre d'affaires a dépassé les 14 milliards de dollars américains, créant près de 8 000 emplois stables pour la population locale.

3.2.2 Shandong Weiqiao Venture Co. Ltd. : développement régulier de la bauxite en Guinée

La Guinée dispose de ressources en bauxite abondantes, de haute qualité et facilement exploitables. Mais des problèmes tels que des équipements miniers obsolètes, le manque d'infrastructures et l'instabilité politique ont entravé le développement régulier et durable

de l'industrie guinéenne de la bauxite. La pandémie d'Ebola a provoqué une stagnation temporaire. En 2014, Winning Consortium Simandou (WCS), un consortium composé de quatre sociétés – Winning International Group de Singapour, Yantai Port Group Co. Ltd. de Chine, UMS de Guinée et China Hongqiao Group Ltd. Relevant de Shandong Weiqiao Venture Co. Ltd. – a débuté ses activités en Guinée pour s'engager dans l'exploitation de la bauxite.

S'appuyant sur ses atouts technologiques et autres, WCS a considérablement augmenté la production de bauxite en Guinée. En 2015, la production n'était que de 1 million de tonnes. En 2018, elle a dépassé les 42 millions de tonnes, faisant très vite de la Guinée le premier exportateur mondial de bauxite. Accélérant le rythme de l'innovation, WCS a développé la technologie de fusion d'aluminium à faible consommation énergétique la plus avancée au monde et amélioré la capacité de traitement des matériaux d'emballage en aluminium haut de gamme, remplaçant ainsi les importations et faisant de la Guinée un exportateur vers plus d'une dizaine de pays. WCS a coopéré avec des universités et réalisé de nouvelles percées dans la fabrication et la technologie d'application de matériaux en aluminium haut de gamme, établissant progressivement une chaîne industrielle allant de l'exploitation minière jusqu'au traitement associant « thermoélectricité, extraction, alumine, aluminium brut, plaques et bandes d'aluminium de haute précision, et d'autres nouveaux matériaux ». Il a construit une ligne de transport multimodal de bauxite grâce à la construction d'infrastructures telles que des ports et des voies ferrées, et a audacieusement connecté les ports fluviaux aux mouillages offshore, permettant ainsi un transport rapide des minerais vers la mer. WCS a en outre accordé une grande importance au développement vert et durable et a mis en œuvre un modèle de développement à faible consommation, à faible émission et respectueux de l'environnement, conformément aux lois et normes minières guinéennes.

3.2.3 Soremi SA : la première mine moderne de la République du Congo

La République du Congo dispose de ressources abondantes dans un large spectre de minéraux et de bonnes conditions géologiques pour leur exploitation. Cependant, en raison d'infrastructures locales arriérées et d'un manque de compétences géologiques avancées, son industrie minière était à la traîne. En décembre 2013, China National Gold Group a acquis Soremi SA en prenant une participation de 65 %. Au cours de ces dix dernières années, le groupe a progressivement transformé Soremi pour en faire la première mine moderne de la République du Congo, intégrant l'exploitation minière, le traitement et la métallurgie. C'est actuellement la seule mine de la République du Congo à avoir atteint une production industrielle.

Au cours de l'exploitation minière, l'équipe d'exploration géologique de Soremi SA a foré près de 27 000 mètres, creusé 49 009 m³ de tranchées et mené une exploration géophysique sur une surface de 36 m² par la méthode de gradient intermédiaire et des mesures géochimiques du sol sur 1 255 km². Elle a analysé la formation géologique du minerai dans la zone minière et les lois régissant la détection de minerais, fournissant ainsi une base théorique et une référence pratique pour les travaux d'exploration géologique dans la région. Dans le domaine de la fusion de minéraux, Soremi SA a collaboré pendant plusieurs années avec nombreuses institutions de recherche scientifique sur une série de projets, notamment des expériences de traitement et de fusion de minerai, des recherches sur les procédés technologiques et des démonstrations comparatives de plans de construction. Au final, la société a décidé d'adopter un long processus complexe de traitement et de fusion du zinc, qui implique la lixiviation du minerai brut, l'élimination par étapes des impuretés du

liquide matériel, l'extraction, la décomposition électrolytique et la coulée par fusion. Elle a ensuite commencé la construction de travaux, effectué le débogage et lancé la production.

En octobre 2016, Soremi SA a produit la première plaque de cuivre, et en décembre 2019, la première plaque de zinc de la République du Congo. En 2021, le premier lot de lingots de zinc autoproduits est sorti des chaînes de production. Le traitement et la fusion du zinc sont désormais entièrement liés. Partant de zéro, Soremi SA a établi la production de cuivre et de zinc dans la République du Congo, formant un système complet de production de minerais.

3.2.4 PetroChina : réaliser un développement à grandes enjambées dans l'industrie pétrolière du Tchad

Le Tchad est riche en ressources pétrolières, mais en retard dans son industrie générale et ses équipements pétroliers et gaziers. Avant le projet de PetroChina au Tchad, tous les produits pétroliers raffinés nationaux étaient importés. En 2007, PetroChina a fait son entrée au Tchad pour l'aider dans son développement pétrolier et gazier.

Au Tchad, PetroChina a continué d'innover dans les mécanismes, mettant en forme quatre technologies avantageuses : l'exploration géologique, le développement de gisements de pétrole et de gaz, la construction de travaux, et les exportations de pétrole brut. Elle a aidé le Tchad à établir une chaîne industrielle pétrolière complète et indépendante qui s'étend en amont, au niveau médian et en aval, avec des champs pétroliers, des raffineries et des pipelines. Dans le domaine du développement des champs pétroliers, PetroChina a effectué une série de percées et de découvertes majeures, en adaptant son approche basée sur les conditions géologiques du Tchad, en réalisant une exploration tridimensionnelle, en accélérant l'analyse des risques et en renforçant l'exploration continue. La production des champs pétroliers du Tchad a augmenté au rythme d'un million de tonnes par an, réalisant un bond historique de 1 million de tonnes à 6 millions de tonnes. Dans le domaine du raffinage, PetroChina a construit la première raffinerie du Tchad en l'espace de cinq ans, aidant ainsi le Tchad à atteindre l'autosuffisance en produits pétroliers raffinés. Dans la vente de produits pétroliers raffinés, PetroChina a surmonté des défis, notamment un faible soutien social, de longs trajets de transport intérieur et d'énormes travaux. Elle a réussi à mettre en service dans les délais un total de 520 kilomètres de pipelines reliant les champs pétroliers aux raffineries et aux canaux d'exportation de pétrole brut. En plus d'assurer l'approvisionnement national du Tchad, cela a également permis au pays d'exporter des produits pétroliers vers des pays comme le Cameroun et la République centrafricaine. Depuis 2011, le Tchad a identifié plus de 100 millions de tonnes de nouvelles réserves de pétrole exploitables et les raffineries ont produit et vendu 5,3 millions de tonnes de produits pétroliers, permettant au Tchad de faire progresser son industrialisation.

Les projets PetroChina au Tchad couvrent des domaines tels que l'exploration et le développement, les pipelines, le raffinage et le stockage du pétrole, les parcs industriels, la construction de travaux et les services d'ingénierie. Ils ont permis à l'industrie pétrolière du Tchad de gagner en ampleur et en puissance, et de passer d'un développement rapide à un développement de haute qualité.

3.3 Renforcer les maillons faibles : compléter les maillons clés et renforcer les capacités nationales de transformation poussée

3.3.1 Wynca : aide à la production et à la fourniture de produits chimiques agricoles au Ghana

L'agriculture est le pilier économique du Ghana, mais en raison d'une gestion extensive, elle est confrontée à d'énormes défis, notamment un rendement unitaire faible et instable. Ses rendements unitaires en manioc, maïs et riz sont tous inférieurs à la moyenne de l'ensemble du continent. L'utilisation de pesticides est un aspect crucial de l'amélioration de la gestion agricole, mais la production nationale de pesticides au Ghana est faible et ne peut pas répondre à ses besoins. Cela entrave le développement de l'agriculture du Ghana.

En 2009, Wynca a acquis et contrôlé une entreprise locale au Ghana, en créant WYNCA Sunshine Agric Products & Trading Co. (Ghana) Ltd. et a commencé à créer et à développer ses propres marques agricoles et chimiques sur le marché africain. En 2012, elle a investi 500 millions de yuans pour construire la première base de production de glyphosate du Ghana, avec une production annuelle de 30 000 tonnes de glyphosate liquide. Wynca a désormais formé une chaîne industrielle complète depuis la production jusqu'à la vente de produits agricoles à base de glyphosate, les produits à base de glyphosate représentant plus de 35 % du marché du Ghana. De plus, elle propose une gamme complète d'autres produits chimiques agricoles tels que des herbicides, des insecticides et des fongicides. Depuis 2015, elle organise chaque année plus de 100 séances de formation d'agriculteurs sur les technologies d'utilisation des produits, la sensibilisation à la protection des plantes et les formules de lutte antiparasitaire, et d'essais d'efficacité de ces formules pour soutenir la promotion et l'utilisation des pesticides. Plus de 250 000 agriculteurs ont été formés à l'utilisation des pesticides. De 2017 à 2018, Wynca a lancé une solution pour les champs de maïs à haut rendement au Ghana, fournissant des services complets de la chaîne industrielle, depuis les semences de maïs jusqu'aux engrais spéciaux, herbicides, insecticides, fongicides et récoltes, améliorant considérablement le rendement des cultures locales et augmentant les revenus des agriculteurs d'entre 450 et 810 Cedi par mu (1 mu = 0,067 hectare). En 2018, elle a également introduit des services de prévention et de protection des végétaux par drones au Ghana.

En tant que plus grand fournisseur chinois de pesticides au Ghana et en Afrique de l'Ouest, Wynca s'engage en faveur du développement sain de l'agriculture africaine. L'entreprise a construit un système complet de production et d'approvisionnement en pesticides et promu l'utilisation scientifique des pesticides dans l'agriculture africaine, complétant ainsi un maillon clé du développement agricole africain et améliorant les rendements des cultures et les revenus des agriculteurs.

3.3.2 Yuan's Seed Company Limited : localisation du riz hybride à Madagascar

Le riz est la principale culture de Madagascar, mais en raison de facteurs tels que la qualité des semences et la technologie de plantation, la production de riz n'a jamais été en mesure de répondre pleinement aux besoins alimentaires de la population. La société Yuan's

Seed a signé un accord de coopération stratégique avec le gouvernement malgache sur la localisation du riz hybride. Grâce à la construction systématique d'infrastructures et d'installations de soutien, un système industriel complet du riz hybride a été localisé et établi, évitant les prix élevés des importations de semences, modernisant la faible agriculture locale et aidant le pays à atteindre la sécurité alimentaire.

Pour garantir la pureté de ses graines et un taux de germination élevé, Yuan's Seed a adopté un processus de séchage, d'ébarbage, de criblage à l'air, de séparation par gravité, d'enrobage et d'emballage. Dans la plantation, la société a mis en œuvre une mécanisation complète de la technologie agricole et de l'agronomie et a construit des travaux de détournement de sources d'eau, des projets d'évacuation et de drainage des crues, des installations des champs, des maisons pour la gestion de la production et des entrepôts de matériel agricole. Elle a appliqué strictement à Madagascar le Règlement technique pour la plantation de riz hybride, élaborée par elle-même, afin de garantir les plantations deux fois par an et des rendements élevés et stables, d'améliorer les semences, et de réaliser la mécanisation et la production céréalière massive. Ces efforts ont été complétés par la culture rapide du riz hybride. La transformation des résultats de la recherche scientifique en produits commerciaux signifie que la production parvient rapidement sur le marché par les canaux locaux. Pour permettre aux agriculteurs locaux d'acheter des semences, Yuan's Seed a adopté les méthodes « entreprises agricoles + sociétés de microcrédit + agriculteurs » et « entreprises + gouvernements + agriculteurs ». Yuan's Seed se concentre également sur la formation de techniciens locaux à long terme. En collaboration avec le Centre national de recherche sur l'ingénierie du riz hybride de Chine, la société a utilisé la plateforme du sous-centre africain pour former un grand nombre de techniciens agricoles de première ligne, améliorant le niveau technique des habitants locaux. Grâce aux efforts de Yuan's Seed au cours des deux dernières décennies à Madagascar, le riz hybride chinois est désormais cultivé sur plus de 50 000 hectares, avec un rendement moyen d'environ 7,5 tonnes par hectare. Madagascar possède la plus grande superficie de plantation et le rendement de riz hybride le plus élevé d'Afrique. C'est également le premier pays africain à avoir créé une chaîne industrielle complète de sélection, de production de semences, de plantation, de transformation et de vente de riz hybride. Cela a permis de résoudre efficacement le problème de la sécurité alimentaire du pays.



Figure 14 Une nouvelle version du papier-monnaie de Madagascar portant un motif de riz hybride

Source : *The Paper Network*

3.3.3 Zhejiang Mina Textile Co. Ltd. : pionnier de l'industrie de l'impression et de la teinture en Ethiopie

L'industrie textile est l'un des piliers économiques de l'Ethiopie et la clé de son industrialisation. Cependant, en raison d'une infrastructure arriérée et d'un manque de technologie et de compétences professionnelles, la chaîne de l'industrie textile était incomplète et occupait une position relativement marginale dans les chaînes mondiales de l'industrie du textile et de l'habillement.

En 2011, Mina Textile a acquis l'usine de filature et de tissage d'Alabamenzi. Il s'agissait de la plus grande entreprise textile d'Ethiopie, mais elle était au bord de la faillite. En 2014, Mina a investi dans la construction de la première entreprise d'impression et de teinture d'Ethiopie, l'usine d'impression et de teinture d'Alabamenzi. Ses ateliers couvrent une superficie de 36 000 m² et disposent de cinq chaînes de production intégrant le tricot, le tissage, l'impression et la teinture. La production a démarré en octobre 2016.

L'investissement de Mina Textile a grandement contribué à la construction et à la modernisation de la chaîne industrielle textile éthiopienne. L'usine d'impression et de teinture d'Alabamenzi utilise des machines et des équipements de pointe en provenance d'Italie, du Japon et de la République de Corée, ce qui conduit à une efficacité plus élevée et à une meilleure qualité des produits. La production quotidienne de tissu peut atteindre 200 000 mètres. Mina Textile a également construit une usine de traitement des eaux usées répondant aux normes internationales avancées, d'une capacité quotidienne de 2 500 tonnes. La modernisation écologique de la chaîne industrielle a été hautement reconnue par le gouvernement local. L'entreprise a également favorisé la localisation du travail et créé un grand nombre de postes en mettant l'accent sur la formation des employés, avec une équipe de techniciens chinois enseignant les compétences et effectuant un mentorat

individuel. Elle a créé un grand nombre d'emplois tout en formant des ouvriers compétents. Elle se développe activement sur le marché international et ses produits finis sont vendus aux pays voisins comme le Kenya, le Soudan, ainsi qu'aux Etats-Unis, en Europe et dans d'autres régions. Cela a accru la participation et la compétitivité de l'Ethiopie dans la chaîne internationale de l'industrie textile. En outre, Mina Textile envisage actuellement de se développer dans l'industrie de l'habillement pour former une chaîne industrielle complète de textiles, de teinture et de finition, ainsi que de fabrication de vêtements.

3.3.4 Groupe Honghua : plate-forme de forage pétrolière terrestre fabriquée en Egypte

L'Egypte dispose d'abondantes ressources pétrolières et gazières, mais auparavant, l'industrie pétrolière et gazière possédait peu de capacités de fabrication d'équipements locaux, et avait des équipements de forage obsolètes, une capacité de production insuffisante et une mauvaise sécurité sur le lieu de travail. Il lui fallait donc un meilleur équipement pour atteindre une plus grande efficacité. En 2007, le groupe Honghua de Dongfang Electric (DEC) et trois filiales de la société Egyptian General Petroleum Corporation (EGPC) ont investi conjointement dans la création d'EPHH dans la zone industrielle de Suez Suhanna, en Egypte.

Après le démarrage, le groupe Honghua a principalement fourni un soutien en équipement pour le développement pétrolier et gazier égyptien par le biais de ventes, établissant des relations commerciales avec les principaux clients du marché régional. DEC a vendu 12 plateformes de forage terrestres complètes pour une valeur totale d'environ 200 millions de dollars. En 2022, afin de soutenir la stratégie de développement de l'Egypte visant à accroître la capacité industrielle nationale, à créer des opportunités d'emploi et à stimuler la croissance économique, EPHH a signé un accord de coopération avec EDC pour la fabrication locale de sept plateformes de forage terrestres de 2 000 CV au cours des cinq prochaines années. Les deux sociétés chinoise et égyptienne ont depuis travaillé ensemble pour améliorer et innover continuellement le processus de production. En 2023, EPHH a fabriqué et livré la première plateforme à EDC. Cela a permis à l'Egypte d'avoir une capacité de fabrication indépendante d'équipements pétroliers et gaziers, élevé le niveau global de l'industrie des machines pétrolières du pays et favorisé un développement sain et soutenu du système de cette industrie. Au cours de ce processus, la partie chinoise a développé un contingent de talents techniques locaux, permettant à l'Egypte d'étendre davantage son forage autonome et d'améliorer son efficacité.

3.3.5 Leburnna : amener le café éthiopien de la graine au fruit jusqu'à la tasse

L'Ethiopie est le berceau du café. Mais il existait peu d'usines de torréfaction et la technologie de transformation était obsolète. L'Ethiopie exportait un grand volume de grains de café, tandis que sa propre industrie du café manquait de capacités de transformation poussée et de construction de canaux. Les lacunes de la chaîne industrielle du café faisaient que les recettes d'exportation étaient extrêmement faibles, empêchant l'Ethiopie de tirer pleinement parti de ses ressources agricoles et de parvenir à un développement économique rapide.

Avec l'ouverture du marché éthiopien et la croissance exponentielle de la consommation de café en Chine, Leburnna a été fondée en Ethiopie en 2015. Au cours des 8 dernières années, elle a réalisé des investissements substantiels dans la chaîne industrielle du café en Ethiopie, couvrant la recherche de variétés, la transformation du café, le commerce

international et le marketing. Elle construit progressivement une chaîne industrielle complète du café, de la graine à la tasse.

Lebunna s'engage à assurer son développement à long terme grâce à un dispositif en amont. Les ressources en grains bruts de l'Ethiopie étant essentiellement monopolisées par des marchands d'Europe, d'Amérique, du Japon et de la République de Corée, Lebunna a réagi en adoptant une approche différente en construisant des usines de transformation en amont dans les montagnes. A ce jour, Lebunna a construit 6 usines en amont comme bases de collecte et de transformation primaire des grains de café. Chacune de ces usines exploite une superficie d'environ 200 hectares. La technologie étant le principal moteur de productivité, Lebunna s'est associé à des institutions de recherche africaines comme Ethiopian Commodity Exchange pour développer de nouvelles variétés de café. En outre, Lebunna investit également dans la transformation et la vente. Contrairement à ses pairs, qui achètent des grains bruts à l'étranger mais effectuent eux-mêmes la transformation poussée et leur emballage pour les vendre en Chine, Lebunna a choisi d'effectuer une transformation poussée en Ethiopie. Avec une usine de torréfaction dans la région, Lebunna produit des grains torréfiés, du café instantané et d'autres produits à base de café, puis les transporte par avion vers la Chine sous leur forme finie, réalisant ainsi une marge bénéficiaire importante.

3.3.6 Jielong Holdings : un coton limité ouvre des possibilités illimitées en Tanzanie

Le coton tanzanien a longtemps été principalement utilisé pour l'exportation. Des problèmes tels que le faible niveau de transformation industrielle, les chaînes industrielles incomplètes et l'insuffisance de la coopération en amont et en aval ont provoqué la stagnation de l'industrie cotonnière locale pour la confiner au bas de gamme, ce qui a entraîné une faible valeur ajoutée des produits exportés et une faible capacité à engranger des devises.

En réponse à l'appel de « la Ceinture et la Route », Jiangsu Jielong Agricultural Development Group a investi dans la construction de Jielong Holding (Tanzania) Ltd. dans l'ouest de la Tanzanie, pour se consacrer à la transformation et à la vente de produits quotidiens tels que l'huile végétale, les aliments pour animaux et le savon. Il s'agit également de la plus grande entreprise de production d'huile de graines de coton en Afrique et de la seule unité de production de graines de coton fin en Tanzanie.

L'arrivée de Jielong a considérablement élargi et étendu la chaîne locale de l'industrie cotonnière, l'étendant progressivement pour en faire une chaîne multidirectionnelle et fluide en amont, au niveau médian et en aval qui se concentre sur les textiles, les fournitures industrielles, la production huilière et les aliments pour animaux. En amont, Jielong collabore avec les agriculteurs locaux pour mettre en œuvre une agriculture sur commande et acheter du coton conformément aux exigences du gouvernement. Jielong prévoit également de louer directement des terres localement pour la culture du coton, afin d'établir une chaîne de production complète reliant les graines, la plantation et la production d'huile. Au niveau médian, Jielong capitalise sur ses atouts technologiques pour effectuer une transformation poussée, produisant divers produits dérivés du coton tels que l'huile de graines de coton, la farine de coton, le linter de coton, les aliments pour le bétail et la volaille, les cosses de coton et le savon. En aval, Jielong fait la promotion de ses produits dans le monde entier, les vendant dans plus de 10 pays d'Afrique de l'Est, d'Afrique du Sud et la République de Corée, ainsi que dans plus de 20 provinces et villes de Chine.

3.4 Comblir le vide : aider au développement des industries émergentes et à la diversification économique

3.4.1 Guangde International Group, LDA : contribuer à la diversification économique de l'Angola

Le niveau de complexité économique de l'Angola est l'un des plus bas au monde, le pétrole et le gaz représentant environ 90 % de ses exportations totales. La diversification de son économie est une question urgente. Guangde a été l'une des premières entreprises privées chinoises à investir massivement dans le pays et se classe actuellement parmi les principales entreprises privées chinoises en Angola en termes d'ampleur des investissements et de solidité. En 2007, en réponse à l'évolution de la situation économique en Angola et à sa tendance vers un développement économique diversifié, Guangde a investi dans la construction du Parc industriel de Guangde de 128 hectares dans la ville de Cacuaco.



Figure 15 Parc industriel de Guangde en Angola

Source : Site Web de Guangde

Depuis de nombreuses années, Guangde s'est engagé à faire du Parc industriel de Guangde un parc de démonstration pour la coopération sino-angolaise. Tout en attirant des investissements, Guangde a également construit une chaîne industrielle complète grâce à une série d'usines auto-investies. Par exemple, pour répondre à la demande de meubles sur le marché africain, Guangde a investi dans une chaîne de production et d'approvisionnement qui intègre la transformation du bois, la production d'éponges ainsi que la production et la transformation de matelas. Actuellement, le parc possède des usines fabriquant des produits en ciment, des tuiles en acier coloré, des matelas, de la mousse, des canapés, des produits en bois transformés, des meubles en bois massif, des éponges, des cartons, des

batteries à énergie nouvelle et d'autres produits. Il comprend donc l'énergie, les produits ménagers, l'agriculture et d'autres chaînes industrielles, formant un parc intégré avec les utilisations industrielles comme pilier et les utilisations civiles en soutien. L'usine de batterie à énergie nouvelle est un projet important mis en service par Guangde en 2019. Avec des équipements de production modernes, une équipe de techniciens professionnels et un centre d'expérimentations et de tests avancé, l'usine est en mesure de produire des batteries de qualité comparable à celles de marques de renommée internationale telles que Tudor, Bosch et Varta. C'était le plus grand fabricant de batteries en Afrique lors de son ouverture. Lors de la construction du Parc industriel, Guangde se concentre sur trois aspects. Premièrement, la société utilise une grande quantité de matières premières locales dans sa production et importe uniquement des matériaux clés, contrôlant ainsi efficacement les coûts de production et les délais de livraison. Deuxièmement, elle attache une grande importance à l'attribution des postes aux salariés locaux et favorise la localisation de la main-d'œuvre. Troisièmement, elle s'efforce de protéger l'environnement en construisant par exemple des chaînes de recyclage et de traitement pour l'usine de batteries, qui recyclent et réutilisent localement les batteries usagées afin de réduire la pollution du sol et des nappes phréatiques.

Guangde est enracinée en Angola et promeut activement la construction d'un parc industriel inclusif et durable. Son travail visant à attirer des investissements diversifiés ainsi que ses propres investissements a créé un grand nombre d'emplois en Angola et a eu une grande importance dans la promotion de l'industrialisation et de la transformation structurelle de l'économie.

3.4.2 Jushi Egypt : aider l'industrie égyptienne de la fibre de verre à se développer à partir de zéro

L'Égypte possède des atouts dans la fabrication de la fibre de verre, tels que des matières premières abondantes, une situation géographique avantageuse et de faibles coûts de main-d'œuvre. Cependant, elle a été confrontée à des problèmes comme le manque de technologie industrielle de base, des équipements de production obsolètes et des fonds insuffisants, qui ont limité le développement de sa chaîne industrielle de fibre de verre. En août 2018, la base de production de Jushi en Égypte (Jushi Egypt) a été achevée et a commencé ses opérations. Il s'agissait à l'époque du plus grand investissement industriel chinois en Égypte, avec la technologie et les équipements les plus avancés et le délai de construction le plus court.

L'investissement de Jushi a favorisé le regroupement et le développement des chaînes industrielles locales en amont et en aval du secteur de la fibre de verre. En amont, Jushi Egypt a pleinement exploité les riches ressources minérales de kaolin, de calcaire, de sable de quartz et d'autres minéraux en Égypte pour développer treize fournisseurs locaux de matières premières. Les achats locaux atteignent une valeur de 200 millions de livres égyptiennes (environ 83 millions de dollars) par an. En aval, Jushi a stimulé le développement des industries du textile en fibre de verre, des pipelines, des toilettes et salles de bains, des transports, de l'énergie éolienne et d'autres industries de transformation poussée de la fibre de verre, et favorisé la construction de l'ensemble de la chaîne industrielle de la fibre de verre en Afrique. En matière de production, Jushi a introduit en Égypte une gamme complète de technologies de production de fibre de verre avec des droits de propriété intellectuelle indépendants, créant ainsi des chaînes de production hautement automatisées et intelligentes et renforçant la capacité de fabrication locale. Par exemple, en 2021, Jushi Egypt a procédé à la rénovation de sa première chaîne de production de tréfilage au four à cuve en fibre de verre, augmentant la capacité de production annuelle de la chaîne de 80

000 à 120 000 tonnes. Tout en créant 2 500 opportunités d'emploi pour les habitants locaux, Jushi a constitué un vaste vivier de talents dans l'industrie de la fibre de verre en Egypte. En 2021, le taux de localisation des postes de direction intermédiaire à Jushi Egypt avait atteint 76 % et le taux de localisation des postes de première ligne, 98 %. La société envoie également des employés en Chine pour y suivre une formation, étudier les technologies et acquérir une expérience avancée en gestion. Actuellement, les produits en fibre de verre de Jushi Egypt détiennent une part de marché de plus de 20 % sur le marché international de la fibre de verre, et une pale d'éolienne sur trois dans le monde utilise la fibre de verre de Jushi Egypt.

La construction et la mise en production de Jushi Egypt ont exploité le potentiel du marché égyptien de la fibre de verre, faisant de l'Egypte le seul pays producteur de fibre de verre sur le continent africain et le quatrième producteur et vendeur de fibre de verre au monde. Elle occupe désormais une place importante dans la chaîne industrielle internationale.

3.4.3 Kilimall : l'une des plateformes d'achat préférées des consommateurs africains

L'Afrique a une population importante couplée à une forte demande, mais la grande majorité de son commerce de détail se fait toujours sur les marchés ruraux. Les Africains rencontrent de nombreux problèmes lors de leurs achats, tels que des prix élevés, des choix limités et des conditions insatisfaisantes. Kilimall, une plateforme de commerce électronique transfrontalier en Afrique, a été créée en 2014. Elle a été la première entreprise chinoise à se lancer dans le secteur africain de l'Internet et du commerce électronique et est devenue l'une des plateformes d'achat préférées des consommateurs africains.

Kilimall a établi son propre système de gestion d'entreposage à l'étranger et de logistique avancée, KiliExpress, qui fournit une logistique transfrontalière, des services d'entrepôt à l'étranger, une livraison finale à l'étranger et des services de système informatique, résolvant des problèmes tels que le dédouanement et la logistique à distance. Elle a lancé LipaPay, une plateforme de paiements, pour répondre aux besoins de paiement en ligne des consommateurs africains et fournir des services de paiements échelonnés, améliorant ainsi la commodité et la flexibilité du paiement. Elle a établi un système de services communautaires de petits magasins, fournissant des services de retrait en libre-service et des activités de distribution commerciale, coexistant et s'intégrant aux communautés locales. Elle a développé un système après-vente en circuit fermé, fournissant des services tels que les retours et les échanges, la maintenance et l'installation, contribuant à un développement durable. Elle a également mis en place un système de marketing KILL, intégrant des systèmes tels que les ressources de trafic du site Web, les médias sociaux sur site et les vidéos courtes, incubant avec succès plusieurs marques. En termes de construction de la chaîne d'approvisionnement, l'entreprise s'est concentrée sur des détails concrets et minutieux pour bâtir un écosystème commercial peu coûteux, efficace et convivial. Elle a accru ses activités d'importation en provenance d'Afrique et sa capacité de services pour l'Afrique, et atténué les goulets d'étranglement et les points sensibles du commerce sino-africain dans les deux sens.

Elle a construit une plateforme de commerce électronique pour le B2C, le B2B et l'import-export, et créé des infrastructures de commerce électronique telles que des services logistiques, des services de paiements et des magasins de services communautaires. Elle fournit ainsi aux consommateurs africains une meilleure expérience d'achat et favorise la vulgarisation et le développement du commerce électronique en Afrique. Elle a permis

de créer une véritable connectivité entre les marchés en ligne et hors ligne, l'offre et la demande, ainsi que les marchés nationaux et étrangers.

3.4.4 Herocean Group : construire les chaînes d'approvisionnement de produits en Afrique

Faute de fournisseurs et de distributeurs localisés, et de réseaux logistiques commerciaux essentiels, l'Afrique a du mal à être efficace et à innover dans sa chaîne d'approvisionnement, et à faire face à d'autres problèmes. Herocean Group est une plateforme de chaîne d'approvisionnement sino-africaine qui intègre la logistique internationale, les produits africains et les technologies de l'information. Il s'est concentré sur l'Afrique comme référence du marché et s'est efforcé d'inclure les services de chaîne d'approvisionnement internationale, les plateformes de produits et les parcs industriels africains, ainsi que les technologies de l'information Internet O2O dans son champ d'activité. Il s'est efforcé d'intégrer pleinement les ressources des entreprises internationales et africaines pour favoriser la construction de chaînes d'approvisionnement de produits S2B2C en Afrique.

Herocean intègre trois produits standards essentiels : les liaisons, l'entreposage et la distribution interurbaine autour d'une stratégie « un centre, trois points fondamentaux ». L'intégration des liaisons signifie améliorer et optimiser l'efficacité opérationnelle des liaisons aériennes entre la Chine et l'Afrique. L'intégration de l'entreposage signifie la création d'entrepôts sous douane et de parcs de stockage dans les principaux ports africains et dans les pays enclavés. L'intégration de la distribution interurbaine passe par l'élargissement de la distribution interurbaine en combinant le réseau réel du groupe en Afrique. Il s'engage à tisser un réseau commercial et logistique sino-africain dans toute l'Afrique, des lignes principales aux lignes secondaires, de point à point et de porte à porte, offrant des garanties pour le fonctionnement en bon ordre et durable des chaînes d'approvisionnement et industrielles africaines. Sur la base des affaires existantes, Herocean a également introduit OBOR, une plateforme de commerce électronique de nouvelles technologies de l'information, qui a été développée de manière indépendante pour se concentrer sur le marché africain. OBOR collabore avec des entreprises de haute qualité dans les matériaux de construction et les biens de grande consommation pour aider à établir des relations de collaboration stables et à long terme entre les entreprises en amont et en aval des chaînes industrielles en Afrique. Herocean a également mis en place un modèle de commande en ligne pour clients mobiles pour aider les Africains à réaliser un fonctionnement plus efficace entre la production, l'entreposage et la logistique. Il continue d'optimiser les plateformes de paiement tierces sécurisées et fiables et aide l'Afrique à développer des mécanismes de transactions sécurisés et fiables.

3.4.5 Chongqing Haifu Medical Technology Co. Ltd. : développement rapide de la technologie chirurgicale en Afrique

Les méthodes médicales en Afrique sont relativement arriérées et 80 % des interventions chirurgicales sont des traumatismes majeurs qui s'accompagnent de plaies ouvertes. Moins de 10 % des médecins maîtrisent les techniques de traitement endoscopique. Le manque de sources de sang de haute qualité, ainsi que les effets secondaires et la lente récupération des chirurgies traditionnelles de traumatologie majeure, sont des points sensibles de la médecine africaine. Afin de promouvoir le progrès des procédures chirurgicales en Afrique et de répondre aux besoins de traitement de qualité des patients, Haifu a introduit une formation médicale et des services médicaux principalement basés sur l'introduction de la technologie HIFU innovante et originale en Afrique, aidant ainsi le continent à réaliser

un bond historique en matière de technologies médicales et chirurgicales, de la chirurgie traumatologique majeure aux chirurgies non invasives.

Haifu a fourni des solutions complètes aux centres HIFU en Afrique, couvrant les équipements pour le traitement, les technologies cliniques, les services d'ingénierie, la formation des talents, les échanges académiques et le soutien au réseau, et favorisé la diffusion globale de la technologie chirurgicale non invasive en Afrique sous de multiples angles. En 2015, grâce au financement du ministère chinois des Sciences et Technologies, Haifu a créé son premier centre HIFU en Afrique du Sud. En 2016 et 2021, Haifu a créé des centres HIFU respectivement en Egypte et au Nigeria. En 2023, les trois centres HIFU ont soigné près de 2 000 patients. Haifu a fourni des soins de santé numériques via Internet, garantissant ainsi le bon fonctionnement des centres HIFU en Afrique. Elle a pris l'initiative de créer une plateforme mondiale de services médicaux non invasifs à distance, se connectant en temps réel aux centres HIFU en Afrique, fournissant des consultations et des conseils à distance pour les interventions chirurgicales difficiles, garantissant ainsi les meilleurs résultats pour les plans de traitement non invasifs aux patients africains. Haifu soutient les échanges de talents dans le domaine de la médecine mini-invasive et non invasive dans les pays africains et n'a ménagé aucun effort pour former les médecins HIFU aux traitements non invasifs en Afrique. Financé par le ministère des Sciences et Technologies, elle organise depuis huit ans des cours de formation HIFU pour les pays riverains de « la Ceinture et la Route » et d'autres pays en développement, et a formé 149 experts cliniques chevronnés dans 26 pays africains. Grâce au financement de la Commission municipale de l'éducation de Chongqing, Haifu a organisé deux cours de formation de la Route de la Soie et formé plus de 70 experts cliniques issus de 18 hôpitaux réputés en Afrique. Le siège de Haifu à Chongqing est également reconnu par la Commission nationale de la santé de Chine comme base de formation au traitement des tumeurs par ultrasons. Il a formé plus de 2 000 médecins et infirmiers étrangers en Chine, dont plus de 300 experts cliniques venus d'Afrique.

3.4.6 XAG : la technologie agricole intelligente renforce l'agriculture moderne en Afrique

L'agriculture est le fondement pour l'économie et le bien-être social dans la plupart des pays africains, mais elle est confrontée à de multiples défis tels que l'insuffisance des infrastructures et le manque de technologies. La faible productivité de l'agriculture a conduit à un grave problème de sécurité alimentaire dans les pays africains. Assumant la mission d'accroître l'efficacité de la production agricole, XAG promeut les technologies agricoles intelligentes en Afrique, dotant l'agriculture moderne en Afrique de technologies.

XAG exporte des drones vers l'Afrique depuis 2019, aidant les agriculteurs africains à « s'approprier la nourriture » et devenant un pilier de haute technologie dans la lutte contre la noctuelle des prairies. En 2022, en réponse au Projet de réduction de la pauvreté au profit des agriculteurs et au Projet d'innovation numérique proposés lors de la 8e Conférence du Forum sur la coopération sino-africaine, XAG a signé un accord de coopération stratégique avec le Fonds de développement Chine-Afrique pour explorer un nouveau modèle combinant investissements, prêts, aide et dons, afin de promouvoir ensemble l'application en Afrique de la technologie et les équipements agricoles intelligents de la Chine, et de soutenir la numérisation et la modernisation de l'ensemble de la chaîne industrielle agricole en Afrique.

XAG renforce l'agriculture africaine en construisant une matrice complète de produits et un circuit fermé de données pour aider à résoudre la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, la

gestion extensive et la pollution de l'environnement dans la production agricole. XAG joue également un rôle positif en aidant l'Afrique à améliorer l'efficacité de sa production agricole et à augmenter sa production alimentaire. Dans le projet de Parc agricole du Mozambique, XAG a utilisé des drones pour pulvériser des pesticides grâce à des technologies telles que l'atomisation et la conception de sentiers. Tout en économisant de la main-d'œuvre et en améliorant l'efficacité de la production, cette solution a également équilibré les avantages économiques et environnementaux en réduisant considérablement l'utilisation de pesticides. En modernisant la chaîne de l'industrie sucrière en Afrique du Sud, XAG a utilisé des drones pour innover dans les modèles de protection des plantes et d'exploitation d'engrais foliaire, améliorant la production et la qualité de la canne à sucre sud-africaine et augmentant le rendement en sucre d'environ 10 %.



Figure 16 Application des drones de la série XAG P dans les plantations de canne à sucre en Afrique du Sud

Source : XAG

XAG a déjà fourni des services dans les technologies agricoles intelligentes à plusieurs pays d'Afrique, notamment le Ghana, le Mozambique, la Zambie, le Rwanda, l'Afrique du Sud et l'Ouganda. A l'avenir, XAG continuera à populariser les technologies agricoles intelligentes en Afrique, à y apporter la technologie et les équipements avancés de la Chine pour une production agricole numérique intelligente, qui intègre des logiciels et du matériel, en vue de promouvoir la modernisation de l'agriculture africaine.



Chapitre 4

Conclusions et recommandations

4.1 Quatre pistes de réflexion pour la transformation des chaînes industrielles africaines

4.1.1 Orientation et renforcement des fondations : un gouvernement compétent offre des orientations et accélère la mise en œuvre des éléments clés

Les pays africains ne disposent pas des infrastructures nécessaires et ont des faiblesses dans des domaines tels que les talents, les financements et les technologies, ce qui entrave sérieusement la mise à niveau de leur structure de dotation en ressources axée sur leurs avantages comparatifs.¹³⁴ Les gouvernements africains doivent être compétents pour orienter le développement industriel. Ils doivent d'une part chercher à tirer parti de leurs propres atouts, et d'autre part, construire les infrastructures nécessaires et améliorer l'environnement des affaires pour créer un marché efficace, en vue d'inciter les entreprises nationales et étrangères à se lancer dans des secteurs qui capitalisent sur leurs atouts.¹³⁵

Les éléments suivants peuvent servir de points d'application importants.

(1) Talents. Élargir les opportunités dans l'enseignement secondaire, supérieur et professionnel, et donner la priorité à la qualité et à la pertinence, y compris l'exposition aux nouvelles technologies.¹³⁶

(2) Financement. Réformer les systèmes financiers fondamentaux pour élargir les canaux de financement, encourager l'entrée et la sortie saines de systèmes bancaires compétitifs avec un solide soutien sous forme de contrôle et de supervision. Établir un environnement juridique et contractuel pour protéger pleinement les droits des créanciers et des emprunteurs. Fournir des cadres institutionnels et incitatifs nécessaires pour promouvoir le développement à long terme du marché des capitaux et des investisseurs institutionnels.¹³⁷

134 Harrison, A., Lin, J. Y., & Xu, L. C. (2014). Explaining Africa's (Dis)advantage. *World Development*, 63, 59–77. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2013.10.011>

135 Justin Yifu Lin (2018). China's Rise and Opportunity for Structural Transformation in Africa. *Journal of African Economies*, Volume 27, Issue suppl_1, Pages i15–i28. <https://doi.org/10.1093/jae/ejy012>

136 ACET (2021). African Transformation Report 2021 Integrating to Transform. <https://acetforafrica.org/research-and-analysis/reports-studies/atr/african-transformation-report-2021/>

137 Making Finance Work For Africa. (2022, April, 27). Recent Trends in Access to Finance in Africa. <https://www.mfw4a.org/blog/recent-trends-access-finance-africa>

(3) Technologie. Adopter la quatrième révolution technologique, renforcer l'introduction et la coopération technologiques, renforcer les infrastructures numériques, la formation professionnelle et l'investissement, et forger des partenariats public-privé de recherche et développement pour promouvoir l'investissement dans les facteurs de production. Prendre des mesures pour revitaliser le système national d'innovation et accélérer l'innovation technologique, par exemple en formulant des stratégies nationales d'innovation pour des secteurs spécifiques, en stimulant l'innovation nationale et en lançant un nouvel écosystème national d'innovation.¹³⁸

(4) Marché. Mettre en œuvre des politiques industrielles orientées vers le marché et tirer pleinement parti du rôle du secteur privé dans la transformation des chaînes industrielles dans un environnement de « marché efficace ». Améliorer les infrastructures et l'environnement des affaires, faire progresser les réformes politiques pour maintenir la stabilité politique et simplifier les contrôles. Renforcer la gouvernance macroéconomique, éviter une inflation et un endettement élevés et maintenir des taux de change favorables. Mettre l'accent sur la gouvernance sociale, maintenir la stabilité régionale et réduire les conflits. Procéder à une planification efficace, construire des systèmes de services publics, et soutenir les infrastructures publiques telles que les routes, l'électricité et l'approvisionnement en eau.¹³⁹

4.1.2 Stabiliser et renforcer les chaînes industrielles : consolider la compétitivité des industries fortes et augmenter la valeur ajoutée des produits exportés

Les pays africains disposent d'atouts dans l'exportation de produits agricoles et minéraux. Cependant, les chocs extérieurs tels que la pandémie de COVID-19 ont mis à mal leurs relations avec l'économie mondiale. Le déclin de la demande mondiale de produits africains a entraîné une baisse de la production et une faiblesse des exportations. Cela met en évidence la grave faiblesse des chaînes industrielles africaines et le risque potentiel de rupture de chaîne causée par des chocs extérieurs. L'Afrique doit donc consolider ses fondements, exploiter ses atouts, stabiliser et renforcer ses chaînes industrielles.¹⁴⁰

Pour stabiliser les chaînes industrielles, l'Afrique peut maintenir les exportations de ses produits avantageux en créant de nouveaux marchés internationaux, en établissant des chaînes de valeur régionales, en améliorant les infrastructures de transport et en élargissant la numérisation. L'Afrique peut utiliser les foires et les expositions pour présenter ses produits uniques et avantageux et accroître la demande de produits africains sur le marché mondial. Elle doit tirer parti des opportunités créées par la ZLECAf pour accroître la production locale et le commerce intra-africain, de manière à atténuer l'impact des ruptures logistiques mondiales. Dans le même temps, l'Afrique doit s'efforcer d'améliorer ses infrastructures, d'établir des liens plus étroits avec les chaînes industrielles mondiales et de réduire le risque de rupture des chaînes. La transformation numérique permettra également de contourner les obstacles actuels liés aux déficits d'infrastructures ou de logistique.¹⁴¹

138 BCG (2021). Unleashing Innovation in Africa. <https://www.bcg.com/publications/2021/innovation-in-africa>

139 ACET (2014). 2014 African Transformation Report Growth with Depth. <https://acetforafrica.org/research-and-analysis/reports-studies/atr/african-transformation-report-2014/>

140 ACET (2022). Transforming and Building Resilient Economies in Africa: Resetting Priorities for the Policy Agenda in the post-COVID-19 Era. <https://acetforafrica.org/research-and-analysis/reports-studies/reports/transforming-and-building-resilient-economies-in-africa-resetting-priorities-for-the-policy-agenda-in-the-post-covid-19-era/>

141 <https://www.weforum.org/press/2021/01/study-finds-ways-to-boost-intra-african-trade-and-build-resilience>; <https://www.bakermckenzie.com/en/newsroom/2021/10/supply-chain-in-africa>; <https://www.bcg.com/publications/2021/transforming-africa-food-systems-from-demand-side>.

Un effort concerté est nécessaire pour tirer parti des atouts comparatifs et rendre les produits d'exportation plus compétitifs. De nombreux facteurs complexes influencent la compétitivité des produits agricoles. Ceux-ci incluent les institutions de gestion, les infrastructures, l'environnement des affaires, le capital humain, l'accès aux marchés, les marchés du foncier, la gestion des risques, l'innovation, l'application des technologies et la durabilité des ressources naturelles.¹⁴² Standardiser la qualité des produits, appliquer des normes strictes et créer des marques de produits basées sur les caractéristiques des produits et les besoins des consommateurs sont également des moyens importants de créer des produits compétitifs, d'établir la réputation des produits et de maximiser les revenus commerciaux. Actuellement, il reste encore beaucoup à faire en matière de certification de la qualité des produits, de coordination des normes de produits et d'utilisation de stratégies de marketing de marque dans les pays africains.¹⁴³

Référence 21 Organisation régionale africaine de normalisation (ORAN)

« Créée en 1977, l'ORAN est une organisation intergouvernementale créée par l'Organisation de l'unité africaine (remplacée par l'Union africaine en 2002) et la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique. Son siège est situé à Nairobi, la capitale du Kenya. Son objectif est de coordonner les normes africaines et les procédures d'évaluation de la conformité pour réduire les barrières technologiques et commerciales, promouvant ainsi le commerce intra-africain et international, l'industrialisation et le développement durable en Afrique. En décembre 2022, l'ORAN comptait 42 Etats membres et a élaboré près de 3 000 normes africaines. »¹⁴⁴

4.1.3 Compléter et étendre les chaînes industrielles : compléter les catégories de produits importantes et étendre les industries en amont et en aval

L'Afrique participe depuis longtemps à la division du travail dans les chaînes industrielles mondiales à travers sa participation en aval aux exportations de produits agricoles, énergétiques et minéraux, et est un important producteur d'intrants initiaux. Mais l'Afrique participe rarement aux étapes intermédiaires nécessaires à la production des produits finaux, ce qui oblige les producteurs africains à importer des intrants intermédiaires clés d'autres continents.¹⁴⁵ Ce modèle n'aide pas l'Afrique à développer une capacité de production nécessaire, à devenir plus compétitive, à moderniser ses chaînes industrielles ou à accroître sa valeur ajoutée. Il est donc essentiel que les pays africains parviennent à compléter et à étendre les chaînes industrielles.

D'une part, compléter les maillons manquants et les catégories de produits importantes dans les chaînes industrielles. La plus forte demande de biens intermédiaires importés en Afrique concerne les machines et équipements mécaniques, les plastiques et leurs produits,

142 Jambor, A., Babu, S. (2016). Strategies for Increasing Competitiveness of Agriculture. In: Competitiveness of Global Agriculture. Springer, Cham. https://doi.org/10.1007/978-3-319-44876-3_8

143 Getachew Mengistie Alemu (2019). Strategic Use of Branding for Competitiveness: the Rationale for Branding and Marketing Agricultural Products of African Countries. <https://www.scienceopen.com/hosted-document?doi=10.13169/jfairtrade.1.2.0006>

144 HNTBT Net (2022). Aperçu de l'Organisation régionale africaine de normalisation. <https://www.hntbt.org.cn/pc/newsDetails/47194/>

145 OECD (2022). Africa's Development Dynamics 2022: Regional Value Chains for a Sustainable Recovery. <https://www.oecd-ilibrary.org/sites/e1de4174-en/index.html?itemId=/content/component/e1de4174-en>

ainsi que les produits sidérurgiques. Ce sont les principaux intrants du secteur automobile et d'autres secteurs manufacturiers. Les incitations à l'investissement peuvent être utilisées pour attirer les investissements directs étrangers vers ces secteurs, tout en établissant leurs liens avec les entreprises locales. Cela peut devenir un canal important pour le transfert de technologies et les retombées des connaissances des investissements directs étrangers, ainsi que pour accélérer la construction de systèmes industriels et de catégories de produits africains.¹⁴⁶ Il est tout aussi important d'attirer les investisseurs dans les entreprises agricoles et de développer les PME locales, afin de soutenir le développement agricole, comme les engrais et les machines agricoles.¹⁴⁷

D'autre part, étendre les chaînes industrielles actuelles en amont et en aval, et accroître la participation à la division du travail des chaînes industrielles, en particulier dans les secteurs de l'agriculture, de l'énergie et des mines en Afrique. En amont, la demande d'une agriculture moderne peut soutenir la production d'intrants tels que des outils agricoles. En aval, les exportations traditionnelles de produits agricoles tels que le café, le cacao et le coton peuvent contribuer au développement de l'industrie de transformation des produits agricoles. L'Afrique peut développer les capacités d'exploration et de transformation poussée de l'industrie minière, et renforcer leurs connexions avec d'autres secteurs économiques.¹⁴⁸

4.1.4 Former et développer des chaînes industrielles : tirer pleinement parti des avantages comparatifs et construire de nouvelles chaînes dans un environnement ouvert

Il existe deux solutions aux problèmes courants de structure économique unique et de connexions fragiles dans les chaînes industrielles dans les pays africains. La première consiste à développer les chaînes industrielles, sur la base de ses propres avantages comparatifs. Les secteurs émergents, comme l'industrie manufacturière à forte intensité de main-d'œuvre et l'économie numérique, en représentent les domaines prioritaires. La seconde est de former des chaînes industrielles complètes et fluides basées sur les produits clés dans un environnement ouvert, et la construction de chaînes industrielles régionales mérite une attention particulière.

La nouvelle économie structurelle soutient que les pays doivent développer des industries dotées d'avantages comparatifs basés sur leur structure de dotation en facteurs, pour parvenir à terme à une transformation et une modernisation industrielles grâce à cette dotation.¹⁴⁹ L'Afrique dispose d'abondantes ressources en main-d'œuvre et de la main-d'œuvre la plus jeune du monde, avec un grand potentiel pour développer des industries manufacturières à forte intensité de main-d'œuvre. Cependant, une caractéristique importante des économies africaines dans le passé était que la croissance économique dans les services, l'agriculture et l'industrie était tirée par des industries à forte intensité de capital, comme l'extraction de minéraux, de pétrole et de gaz, plutôt que par des industries à forte intensité de main-d'œuvre, qui étaient davantage en phase avec les avantages

146 UNCTAD (2022). Rethinking the Foundations of Export Diversification in Africa: The Catalytic Role of Business and Financial Services. https://unctad.org/system/files/official-document/aldcafrica2022-summary_en.pdf

147 ACET (2017). African Transformation Report 2017: Agriculture Powering Africa's Economic Transformation. <https://acetforafrica.org/research-and-analysis/reports-studies/atr/african-transformation-report-2017/>

148 ACET (2014). African Transformation Report Growth with Depth. <https://acetforafrica.org/research-and-analysis/reports-studies/atr/african-transformation-report-2014/>; ACET (2017). African Transformation Report 2017: Agriculture Powering Africa's Economic Transformation. <https://acetforafrica.org/research-and-analysis/reports-studies/atr/african-transformation-report-2017/>

149 Wang Yong, Fan Zhongchen & Li Xinze (2022). Structure de dotation, recherche et développement, et modernisation industrielle. *China's Industrial Economy*(09),5-23.

comparatifs de l'Afrique. Cela a amené les pays à passer à côté du potentiel du secteur manufacturier pour accroître la productivité totale des facteurs et créer des opportunités d'emploi dans l'ensemble de l'économie. Cela s'est traduit par une faible productivité, une régression de la croissance et de la transformation, ainsi que des réformes économiques structurelles limitées. Les gouvernements doivent donc donner la priorité à la construction d'un système de soutien à l'industrie manufacturière stratégique à forte intensité de main-d'œuvre, basé sur les avantages comparatifs de leurs pays.¹⁵⁰

Référence 22 Les investissements dans le secteur manufacturier en Ethiopie

L'Ethiopie constitue une bonne référence : les investissements dans les infrastructures et le secteur manufacturier sont considérés comme la clé de la croissance économique rapide de l'Ethiopie. L'industrie textile et de l'habillement, qui s'est développée sur la base d'avantages comparatifs potentiels, a progressivement pris pied et démontré son potentiel en matière de création de recettes d'exportation. Dans le Plan de développement décennal à long terme pour l'Ethiopie (2021-2030), lancé en 2021, l'accent a été mis une fois de plus sur le développement d'industries manufacturières dotées d'avantages compétitifs, telles que l'alimentation et l'habillement.¹⁵¹

Dans le même temps, l'arrivée de la révolution numérique a entraîné une réorientation croissante du secteur manufacturier mondial vers des industries à forte intensité de capital, et menace les opportunités de développement pour l'industrie manufacturière à forte intensité de main-d'œuvre. En raison du dividende démographique et du processus d'urbanisation accéléré, l'Afrique dispose d'un énorme potentiel pour développer l'économie numérique. Les pays africains doivent donc reconnaître la menace et adopter activement l'économie numérique pour parvenir à un développement à grandes enjambées.¹⁵²

Référence 23 Le développement de l'économie numérique en Afrique

Dans le passé, l'économie numérique de l'Afrique a connu un processus de développement allant de la concentration sur la connectivité des technologies de l'information et de la communication au renforcement de l'application des technologies numériques orientée vers le marché, et puis à la mise de l'accent progressive sur la transformation numérique de la société dans son ensemble. A l'heure actuelle, les principaux problèmes auxquels l'Afrique est confrontée comprennent le grave « fossé numérique », des déséquilibres systémiques dans le développement et une dynamique de développement insuffisante à la base. Les pays africains doivent développer la construction d'infrastructures numériques émergentes, innover dans les modèles de développement de l'économie numérique, et promouvoir les secteurs émergents comme l'éducation en ligne, la santé à distance, les paiements numériques et le commerce électronique.¹⁵³

150 ACET (2022). Transforming and Building Resilient Economies in Africa: Resetting Priorities for the Policy Agenda in the post-COVID-19 Era. <https://acetforafrica.org/research-and-analysis/reports-studies/reports/transforming-and-building-resilient-economies-in-africa-resetting-priorities-for-the-policy-agenda-in-the-post-covid-19-era/>

151 EU (2021). Ethiopia: Ten years development plan 2021-2030 by the Planning and Development Commission of the Federal Democratic Republic of Ethiopia (2020). <https://capacity4dev.europa.eu/library/ethiopia-ten-years-development-plan-2021-2030-planning-and-development-commission-federal-democratic-republic-ethiopia-2020>

152 The World Bank (2023). Labor Productivity Growth and Industrialization in Africa. [https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/099854202062391425/ifu02125ef1d01d4904496091ca0f8683b886cf6; SET\(2017\). Economic transformation: a new approach to inclusive growth. https://set.odi.org/wp-content/uploads/2017/03/Economic-Transformation-New-Approach-SET-Briefing-Paper_FINAL.pdf](https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/099854202062391425/ifu02125ef1d01d4904496091ca0f8683b886cf6;SET(2017).Economic%20transformation%20a%20new%20approach%20to%20inclusive%20growth.%20https://set.odi.org/wp-content/uploads/2017/03/Economic-Transformation-New-Approach-SET-Briefing-Paper_FINAL.pdf)

153 Institut de recherche sur la coopération économique et commerciale Chine-Afrique (2023). Indice de développement de l'économie numérique en Afrique et rapport sur la coopération économique numérique sino-africaine (2023).

Tout en s'efforçant d'élargir de nouvelles chaînes industrielles et de renforcer sa position dans les chaînes industrielles mondiales, l'Afrique doit également participer davantage ou former ses propres chaînes industrielles régionales. Il existe au total 94 chaînes industrielles sur le continent africain, qui présentent des avantages comparatifs qu'au moins cinq pays de différentes régions peuvent construire conjointement.¹⁵⁴ Les cinq grandes régions d'Afrique ont également leurs propres chaînes industrielles caractéristiques, comme la transformation des produits agricoles en Afrique de l'Est et de l'Ouest, le bois en Afrique centrale, et l'automobile et l'énergie en Afrique australe et du Nord.¹⁵⁵ En raison de facteurs tels que la mauvaise connectivité des infrastructures et les barrières tarifaires et non tarifaires, la construction de chaînes de valeur régionales en Afrique est actuellement insuffisante. La ZLECAf offre de nouvelles opportunités de coopération dans les chaînes industrielles intra-régionales basées sur des avantages comparatifs spécifiques. La croissance régulière des marchés régionaux africains profitera à chaque unité de production grâce à des économies d'échelle et des effets concurrentiels, formant un réseau régional et continental dense de production et d'approvisionnement, étendant les connexions en amont et en aval et générant des retombées de consommation interne des chaînes industrielles.¹⁵⁶ Les pays africains doivent s'unir pour accélérer la construction de la ZLECAf. En s'appuyant sur ses économies d'échelle et sa complémentarité, ils doivent promouvoir davantage la production, la transformation et l'exportation de produits à haute valeur ajoutée dans la région, afin de pénétrer les chaînes industrielles mondiales et promouvoir la modernisation industrielle.¹⁵⁷

4.2 Nécessité de la coopération sino-africaine du point de vue des chaînes industrielles

La Chine est le plus grand pays en développement, tandis que l'Afrique est le continent avec la plus forte concentration de pays en développement. Le développement et la montée en puissance de la Chine ne peuvent se couper de l'Afrique, et le futur de la prospérité et de la stabilité de l'Afrique ne peut se passer de la Chine.¹⁵⁸ La coopération sino-africaine depuis le XXI^e siècle constitue un modèle à la fois de coopération Sud-Sud et de développement indépendant. Les deux partenaires évoluent avec leur époque, font preuve de pionnier et explorent de nouveaux points de convergence et de croissance. L'Afrique explore activement un développement autonome ouvert. Avec l'entrée de la réforme et de l'ouverture de la Chine dans une nouvelle ère, la coopération sino-africaine sur les chaînes industrielles représente un point d'interconnexion stratégique des objectifs

154 Africa Union (2022). Made by Africa: Creating Value through Integration. <https://au.int/en/documents/20221123/made-africa-creating-value-through-integration>

155 Africa's Development Dynamics (2022). Regional Value Chains For A Sustainable Recovery. https://www.oecd-ilibrary.org/development/africa-s-development-dynamics-2022_2e3b97fd-en

156 UNECA (2016). Macroeconomic Policy And Structural Transformation Of African Economies. <https://archives.au.int/bitstream/handle/123456789/1410/Macroeconomic%20structural%20of%20Africa-E.pdf>

157 World Bank Group (2021). Industrialization in Sub-Saharan Africa: Seizing Opportunities in Global Value Chains. <https://www.worldbank.org/en/region/af/publication/industrialization-in-subsaharan-africa-seizing-opportunities-in-global-value-chains>

158 Xinhuanet.com (2018). Xi Jinping : la coopération sino-africaine depuis cinq ans. http://www.xinhuanet.com/politics/xxjxs/2018-08/31/e_1123357803.htm

de développement des deux parties dans la nouvelle ère, et une mesure clé de tirer parti de leurs atouts comparatifs respectifs pour réaliser un développement à grandes enjambées.

Leurs objectifs de développement dans la nouvelle ère sont cohérents et leur coopération dans les chaînes industrielles répond aux besoins de développement social et de développement des deux parties. En Chine, La Chine s'est proposé une stratégie en 2017 visant à faire de la Chine une puissance socialiste moderne en deux étapes au milieu de ce siècle.¹⁵⁹ En Afrique, le Sommet de l'Union africaine de 2015 a adopté l'Agenda 2063, visant à établir une Afrique intégrée, prospère et pacifique. Par conséquent, parvenir à un développement inclusif et durable est un objectif commun à la Chine et à l'Afrique. Pour la Chine, avec la progression de la nouvelle conjoncture reposant sur le rôle primordial de la circulation nationale et l'interaction dynamique entre les circulations nationale et internationale, il est nécessaire d'internationaliser ses énormes capacités de production et sa capacité de construction formées au cours du cycle précédent. Accélérer le développement de chaînes industrielles Chine-Afrique a une importance stratégique pour faire avancer la restructuration, la transformation et la modernisation de l'économie intérieure de la Chine, renforcer la capacité de rayonnement économique et l'influence de la Chine sur les pays et régions riverains de « la Ceinture et la Route », et faciliter l'interconnexion des stratégies de développement et la complémentarité industrielle avec des pays à différents stades de développement.¹⁶⁰ Pour l'Afrique, qui a longtemps été marginalisée dans les chaînes industrielles mondiales, avec une faible valeur ajoutée de ses produits, même si la demande de développement économique et social est forte, elle est limitée par des facteurs politiques, économiques entre autres. La coopération sino-africaine sur les chaînes industrielles peut intégrer efficacement les ressources de l'Afrique et les transformer en avantages compétitifs, résoudre les goulets d'étranglement en matière d'infrastructures et de facteurs qui entravent son développement et promouvoir le développement intégré. Cette coopération stimulera également l'industrialisation et la diversification économique de l'Afrique, renforcera sa capacité de développement autonome et sa résilience et, à terme, l'aidera à mieux s'intégrer dans les chaînes industrielles mondiales.¹⁶¹

La Chine et l'Afrique disposent toutes deux d'atouts uniques qui peuvent être exploités par la coopération au niveau des chaînes industrielles. La Chine possède une technologie industrielle adaptée aux besoins pratiques de l'Afrique, ainsi qu'une expérience dans le développement d'industries à forte intensité de main-d'œuvre et dans la construction de zones économiques spéciales. Elle a également un énorme marché de consommation. L'Afrique est riche en ressources naturelles, avec une grande variété de produits agricoles spécialisés tels que le café, le cacao et les noix de cajou. Elle se classe au premier rang mondial en termes de réserves et de qualités de diverses ressources minérales telles que le cuivre, le fer et l'uranium. Elle compte actuellement 1,3 milliard d'habitants, dont 33 % sont des jeunes âgés de 10 à 24 ans, le dividende démographique est à libérer pleinement, notamment son potentiel de consommation. La Chine et l'Afrique peuvent approfondir leur coopération dans les domaines traditionnels tels que la plantation et la transformation des produits agricoles, l'industrie manufacturière à forte intensité de main-d'œuvre, la construction de parcs industriels et le secteur de la construction. Parallèlement, les deux parties peuvent se concentrer sur l'interconnexion progressive et la coopération étendue dans des secteurs tels que la fabrication de technologies de milieu et haut de

159 Quotidien Guangming (2021). La société de moyenne aisance, la prospérité commune et la modernisation à la chinoise. http://www.qstheory.cn/qshyxx/2021-12/15/c_1128164311.htm

160 Theory.people.com.cn (2017). Saisir les opportunités offertes par « la Ceinture et la Route » pour ouvrir une voie de coopération gagnant-gagnant. <http://theory.people.com.cn/n1/2017/0919/c40531-29543417.html>

161 Yang Baorong (2018). Le développement autonome ouvert de l'Afrique et la coopération sino-africaine sur les capacités de production, pp. 279-290, Economic & Management Publishing House.

gamme, le secteur médical et pharmaceutique et l'économie numérique, pour développer de nouveaux points de croissance.¹⁶²

4.3 Recommandations aux gouvernements chinois et africains sur l'élargissement de leur coopération

L'accélération de la coopération sino-africaine sur les chaînes industrielles ne peut se réaliser par les seules entreprises. Les gouvernements chinois et africains peuvent renforcer la communication et créer un environnement favorable aux investissements, à la croissance et au développement. Globalement, les « cinq facteurs d'interconnexion » restent un levier important pour renforcer la coopération.

4.3.1 Renforcer la coordination politique : améliorer la conception de haut niveau et formuler des plans spécifiques

Les gouvernements doivent combiner la stratégie en deux étapes de la Chine, l'Agenda 2063 de l'Union africaine et les stratégies de développement des pays africains. Commenant par « la Ceinture et la Route » et le Corridor de développement, et se basant sur les cadres existants, à savoir les « Dix plans de coopération sino-africaine », les « Huit initiatives majeures » et les « Neuf programmes », ainsi que la Vision 2035 de la coopération Chine-Afrique, pour améliorer la conception de haut niveau et les plans de mise en œuvre spécifiques de la coopération à moyen et long terme dans les chaînes industrielles, et œuvrer à la construction d'une communauté de destin Chine-Afrique encore plus étroite. Les gouvernements individuels des pays africains doivent clarifier leurs objectifs de coopération avec la Chine sur les chaînes industrielles en fonction de leurs conditions nationales spécifiques, et formuler des stratégies de coopération claires et des mesures d'action en conséquence.

4.3.2 Renforcer la facilitation du commerce : éliminer les barrières tarifaires et non tarifaires

La Chine et l'Afrique doivent renforcer la coopération en matière de contrôle et d'inspection pour les produits agricoles et alimentaires, piloter la reconnaissance mutuelle des normes techniques, simplifier les procédures de dédouanement et renforcer la construction de canaux logistiques. L'Afrique doit se concentrer sur la facilitation des échanges pour encourager les entreprises africaines à exporter davantage de produits et de services à valeur ajoutée vers la Chine. La Chine doit accroître ses importations de produits hors ressources en provenance d'Afrique.

¹⁶² Yao Guimei (2022). La coopération sino-africaine sur les capacités de production, China Social Sciences Press.

4.3.3 Renforcer l'intégration financière : fournir un soutien au développement par le biais de la coopération financière

Pour la partie chinoise : premièrement, apporter un soutien financier diversifié au développement des industries africaines ; deuxièmement, étendre les échanges de devises directs avec les pays africains, promouvoir le règlement direct en RMB pour le commerce et l'investissement et développer activement des instruments financiers par le biais des marchés de capitaux pour maintenir la stabilité des prix des matières premières et des taux de change africains.

Pour la partie africaine : élaborer des politiques de prêts souverains pertinentes.

4.3.4 Renforcer l'interconnexion des infrastructures : construire des infrastructures traditionnelles et numériques pour consolider les fondations du développement industriel

La Chine et l'Afrique doivent coordonner les réglementations, les normes et la reconnaissance mutuelle de l'évaluation de la conformité en matière d'infrastructures. Elles doivent approfondir la coopération dans les domaines traditionnels notamment les transports et la construction, tout en renforçant l'interconnexion de leurs stratégies et en accélérant la disposition de la coopération en matière d'infrastructures durables et numériques.

4.3.5 Renforcer la compréhension mutuelle entre les peuples : formation technique pour accroître les capacités de développement autonome

Les deux parties doivent renforcer leur coopération culturelle et technologique. La Chine doit fournir une formation technique appliquée à l'Afrique. La partie africaine doit se concentrer sur l'amélioration des compétences techniques de la main-d'œuvre, pour créer des opportunités de transfert de compétences professionnelles des travailleurs chinois et renforcer ses capacités de développement autonome.

4.4 Recommandations pour accroître la participation des entreprises chinoises et africaines

4.4.1 Politique de promotion de l'Afrique

Ils doivent formuler des politiques industrielles nationales rationnelles et jouer un rôle directeur dans le développement industriel, s'engager à améliorer l'environnement des affaires, encourager les investissements étrangers et fournir un soutien raisonnable aux industries locales, y compris des incitations pour les technologies, les talents et les compétences clés.

Ils doivent élaborer des politiques ciblées pour attirer les investissements dans des secteurs spécifiques, et se concentrer sur le suivi et le maintien d'un bon environnement pour retenir ces investissements.

Ils doivent relier les projets d'investissements directs étrangers aux entreprises locales en amont et en aval pour augmenter au maximum la productivité locale.

Ils doivent se concentrer sur les stratégies régionales, promouvoir l'intégration régionale et la coopération transfrontalière pour tirer parti de leurs avantages en termes d'échelle et de portée, réduire les coûts logistiques et devenir plus attractifs pour les investissements.

Ils doivent constituer une équipe de talents axée sur les affaires investissements afin de mieux attirer les investissements étrangers, et mener des activités de promotion.

4.4.2 Politique de promotion de la Chine

En termes de dispositifs institutionnels, le gouvernement chinois doit signer ou améliorer les accords sur la prévention de la double imposition avec les pays africains, améliorer les dispositifs institutionnels de coopération, organiser des réunions institutionnelles bilatérales régulières.

En termes de soutien financier, le gouvernement chinois doit élargir les canaux de financement et utiliser des canaux tels que le Fonds de développement Chine-Afrique et le Fonds Chine-Afrique pour la coopération en matière de capacités de production pour soutenir les investissements des entreprises chinoises en Afrique. Il doit encourager activement les institutions financières à établir des succursales en Afrique, à améliorer leur disposition en Afrique, à développer davantage de produits d'investissement et d'assurance innovants et à renforcer leur soutien financier.

En termes de services de soutien, le gouvernement chinois doit fournir des lignes directrices aux entreprises chinoises en mettant régulièrement à jour et en publiant les lignes directrices nationales sur la coopération en matière d'investissements étrangers. Il doit soutenir les chambres de commerce chinoises et à l'étranger dans leurs efforts visant à élever leurs niveaux de service, construire des plateformes, rassembler des entreprises et promouvoir les liens et les échanges internes et externes.

4.4.3 Pratiques des entreprises chinoises et africaines

Tout en prenant en considération les risques associés, les entreprises chinoises doivent investir activement en Afrique, en tenant compte des ressources locales, des besoins de développement et de la volonté de coopérer. Elles doivent tirer pleinement parti du soutien politique et financier des deux parties.

Les entreprises chinoises doivent choisir différentes méthodes d'investissement en fonction de leur propre expérience internationale. Celles qui réalisent des investissements transfrontaliers pour la première fois peuvent investir par le biais de participation au capital ou de coentreprises. Celles qui ont une plus grande expérience à l'étranger peuvent envisager d'investir en Afrique par le biais d'une entreprise à capitaux uniques. En s'appuyant sur la plateforme Chine-Afrique pour la promotion des investissements privés, elles peuvent également explorer activement de nouvelles tactiques d'accès au marché.

Dans la construction d'infrastructures, les entreprises chinoises doivent explorer des modèles de coopération appropriés basés sur les conditions locales réelles, tels que les modèles BOT, BOO et PPP.

Les entreprises chinoises doivent développer et mettre en œuvre des stratégies commerciales localisées, utiliser pleinement les talents locaux et se concentrer sur la formation pour les employés locaux et le transfert de technologies dans leurs projets. Elles doivent parvenir à un approvisionnement local en matières premières grâce à une autoconstruction ou à la coopération avec les entreprises locales, mettre en œuvre un marketing et une promotion locaux et cultiver des marques locales à travers des canaux tels que les plateformes de commerce électronique.

Les entreprises africaines sont encouragées à étendre leurs activités en Chine, et les entreprises chinoises devraient assumer activement leur responsabilité sociale, respecter strictement les lois du travail locales et protéger les droits et intérêts légitimes des travailleurs locaux. Elles doivent renforcer la construction de chaînes industrielles vertes, être conscientes de la protection de l'environnement et participer activement à la construction d'infrastructures et d'équipements locaux.

Référence 24 Plate-forme de promotion des investissements privés Chine-Afrique

La « Plateforme de promotion des investissements privés sino-africains » a été proposée lors de la 8e Conférence ministérielle du Forum sur la coopération sino-africaine, et a été incluse dans le Forum sur la coopération sino-africaine - Plan d'action de Dakar (2022-2024) encourageant les entreprises chinoises à investir en Afrique.

Cette plateforme, dirigée par la Fédération chinoise de l'industrie et du commerce (ACFIC)¹⁶³, encourageant les entreprises privées chinoises à mener une coopération en matière d'investissement économique et commercial avec l'Afrique, est la troisième annoncée par la Chine pour promouvoir les investissements économiques et commerciaux sino-africains après le Fonds de développement sino-africain (CADFund) et le Fonds sino-africain pour la coopération industrielle (CAFIC).

À l'heure actuelle, sous la plateforme, le premier fonds d'une valeur de 100 millions de yuans chinois a été enregistré et créé, avec un déploiement de capital dépassant les 100 millions de yuans. Dans le même temps, l'Université de Xiamen a été chargée de mener une étude sur "les instruments financiers pour soutenir le développement des entreprises (privées)" visant à explorer comment utiliser des instruments financiers tels que la titrisation d'actifs transfrontaliers pour résoudre efficacement les deux principaux problèmes urgents auxquels sont confrontées les entreprises chinoises en Afrique.

¹⁶³ acfic.org (2023). Réunion des membres de la plateforme Chine-Afrique pour la promotion des investissements privés. http://www.acfic.org.cn/qlyw/202303/t20230322_189455.html

4.5 Recommandations pour encourager la participation multilatérale

Le multilatéralisme est un concept important ainsi qu'un principe directeur de la coopération de la Chine avec l'Afrique. A l'avenir, la coopération sino-africaine pourrait adopter une position plus ouverte, établir des projets trilatéraux ou multilatéraux avec des pays tiers, les Nations Unies et ses agences spécialisées et différentes organisations internationales ou régionales qui répondent aux besoins, aux aspirations et aux programmes de développement de l'Afrique. Cela constituera une approche ouverte, multidimensionnelle et inclusive de coopération avec l'Afrique et permettra de réaliser une coopération inclusive sur les chaînes industrielles.

4.5.1 Renforcer la coordination stratégique.

Nous devons encourager les efforts multilatéraux visant à renforcer le dialogue stratégique et la coordination politique, et établir des mécanismes stables et durables de coopération sur les chaînes industrielles. Des réunions régulières de haut niveau doivent être organisées, et la coordination et la communication politiques renforcées, afin d'atteindre le plus grand dénominateur commun en matière de coopération.

4.5.2 Se concentrer sur les domaines clés.

Nous devons mener des projets de coopération pragmatiques trilatéraux ou multilatéraux dans des domaines clés tels que les nouvelles infrastructures, les ressources pétrolières et gazières, l'industrialisation, la sécurité alimentaire, la médecine et la santé, le changement climatique et l'éducation, et promouvoir l'innovation dans les modèles de coopération dans l'ensemble des chaînes industrielles dans des secteurs clés.

4.5.3 Engager un dialogue sur la sécurité.

Nous devons établir des mécanismes de dialogue sur la politique de sécurité et de gestion des risques, gérer efficacement les conflits, et régler correctement les différends pour assurer le développement sûr et sain de la coopération multilatérale sur les chaînes industrielles. Nous devons renforcer la prévention et le contrôle des risques causés par des facteurs d'incertitude, tels que les changements de politique et la sécurité régionale, et élaborer des plans d'urgence pour compenser ensemble ces risques.

Annexe

25 parcs chinois en Afrique enregistrés auprès du ministère du Commerce de Chine¹⁶⁴

Parcs ou zones de coopération	Maîtres d'œuvre chinois	Pays (Région)
Zone de coopération économique et commerciale sino-égyptienne TEDA Suez	China-Egypt TEDA Investment Co., Ltd.	Egypte
Parc industriel oriental de l'Éthiopie	Jiangsu Yongyuan Investment Co., Ltd.	Éthiopie
Cité de l'industrie légère Huajian de l'Éthiopie	Dongguan Huabao Shoes Co., Ltd.	Éthiopie
Zone économique et commercial minières Huajin	Fujian Xinqiao Trade Co., Ltd.	Zimbabwe
Parc commercial et logistique d'Abidjan	Fujian Goodwill Building Materials Industry Development Co., Ltd.	Cote d'Ivoire
Zone de coopération économique et commercial Chine-Kenya (Afrique de l'Est)	China Wuyi Co., Ltd.	Kenya
Zone de coopération économique et commercial Jinfei de Maurice	Shanxi Jinfei Investment Co., Ltd.	Maurice
Parc de coopération pour l'économie marine China-Maure (Hongdong)	Hongdong Fishery Co., Ltd.	Maurice
Zone de coopération économique et commerciale de Beira en Mozambique	Anhui Foreign Economic Construction (Group) Co., Ltd.	Mozambique
Parc industriel Atlantis de Hisense à Cape Town en Afrique du Sud	Hisense Middle East - Africa Holdings Co., Ltd.	Afrique du Sud
Zone de libre-échange de Lekki	China-Africa Lekki Investment Ltd.	Nigéria
Parc de l'industrie textile Yuemei (Nigéria)	Yuemei Group Co., Ltd.	Nigéria
Zone de coopération économique et commercial Nigéria-Guangdong	Guangdong Xinguang International Group China Africa Investment Co., Ltd.	Nigéria
Parc industriel « la Ceinture et la Route » (Nigéria)	Guangdong Zhongni Industrial Co., Ltd.	Nigéria
Parc industriel et commercial Guoji	Henan Guoji Industry Group Co., Ltd.	Sierra Leone
Zone de développement agricole Chine-Soudan	China Shandong International Economic & Technical Cooperation Corp	Soudan
Parc agricole, industriel et commercial Jiangsu-Shinyanga	JOC Technical Engineering Co., Ltd.	Tanzanie
Parc industriel d'utilisation intégrale des ressources de Victoria Nyanza	Henan Yukuang Kaiyuan Mining Co., Ltd.	Tanzanie
Zone de coopération économique et commercial d'outre-mer Chine-Ouganda	Sichuan Youhao Hengyuan Agricultural Development Co., Ltd.	Ouganda
Parc industriel du Shandong en Afrique (Ouganda)	Changyi Deming IM&EXPORT Co., Ltd.	Ouganda

164 Secrétariat de l'Exposition économique et commerciale Chine-Afrique (2021), Rapport sur les relations économiques et commerciales sino-africaines 2021. <https://www.caitec.org.cn/upfiles/file/2021/10/2021111715583001.pdf>

Parcs ou zones de coopération	Maîtres d'œuvre chinois	Pays (Région)
Parc industriel de coopération sur les capacités de production internationales Chine (Guangzhou)-Ouganda	Guangzhou Zhongdian Property Investment Co., Ltd.	Ouganda
Zone de coopération économique et commerciale de Chine en Zambie	China Nonferrous Metal Mining (Group) Co., Ltd	Zambie
Parc industriel des matériaux de construction de Chine en Zambie	Sinoma Cement Co., Ltd.	Zambie
Zone de coopération pour la transformation des produits agricoles en Zambie	Qingdao Ruichang Tech-Industry Co., Ltd.	Zambie
Parc industriel international Sunshine Soluxe au Tchad	Soluxe International Business Co., Ltd.	Tchad



Index

Référence

Référence 1 Economie monovalente en Afrique coloniale	7
Référence 2 Réflexions sur la stratégie d'industrialisation de substitution aux importations en Afrique.....	8
Référence 3 Différents points de vue représentés par le Plan d'action de Lagos et le Rapport Berger	9
Référence 4 Evaluation partielle des plans de restructuration économique	10
Référence 5 Initiatives majeures de l'Afrique au cours du siècle nouveau.....	10
Référence 6 Croissance économique en Afrique de 2000 à 2008	11
Référence 7 Désavantages de la production et de l'exportation de produits primaires dans les économies africaines	13
Référence 8 L'Afrique subit déjà les conséquences de la dégradation de l'environnement à de nombreux égards	16
Référence 9 L'Afrique devrait devenir le prochain centre manufacturier mondial	19
Référence 10 Les économies africaines sont confrontées à la pression de la dette	22
Référence 11 Performance partielle de la fragmentation du marché dans les économies africaines.....	22
Référence 12 Le manque de confiance dans la qualité des produits réduit les incitations à l'approvisionnement local	24
Référence 13 Investissements de la Chine dans l'industrie de la céramique de construction	36
Référence 14 La plus grande compagnie aérienne du Ghana : Africa World Airlines.....	36
Référence 15 Parc industriel financé par la Chine en Ouganda : le parc industriel sino-ougandais de Mbale	39
Référence 16 China Harbour Engineering Co. Ltd. – Projet du port de Lekki au Nigéria	41
Référence 17 China International Water & Electric Corp. – le complexe hydroélectrique de Souapiti en Guinée	41
Référence 18 Groupe Hisense – Parc industriel Hisense en Afrique du Sud.....	44
Référence 19 Transformation du cacao et d'autres produits agricoles en Côte d'Ivoire .	46
Référence 20 Exposition économique et commerciale Chine-Afrique.....	47
Référence 21 Organisation régionale africaine de normalisation (ORAN)	73
Référence 22 Les investissements dans le secteur manufacturier en Ethiopie.....	75
Référence 23 Le développement de l'économie numérique en Afrique	75
Référence 24 Plate-forme de promotion des investissements privés Chine-Afrique.....	81

Figure

Figure 1 Exemple de chaîne industrielle minière en amont, au niveau médian, et en aval	2
Figure 2 Relation entre la grappe industrielle, la chaîne industrielle, la chaîne d'approvisionnement et la chaîne de valeur	3
Figure 3 « Courbe du sourire » et surimposition de nouvelles « courbes du sourire »	4
Figure 4 Situation des produits commerciaux des États-Unis (en haut à gauche), de la Chine (en haut à droite), de l'Angola (en bas à gauche) et de l'Égypte (en bas à droite) de 2011 à 2021	12
Figure 5 Taux de croissance du PIB réel de l'Afrique de 1971 à 2022	15
Figure 6 Les huit grandes communautés économiques régionales en Afrique	23
Figure 7 Carte de l'Initiative « la Ceinture et la Route »	26
Figure 8 Conférences ministérielles et sommets antérieurs du FCSA	28
Figure 9 Le complexe hydroélectrique de Souapiti en Guinée	42
Figure 10 Le 29 juin 2023, la 3e Exposition économique et commerciale Chine-Afrique s'ouvre à Changsha (Hunan)	47
Figure 11 Le Grand Marché de Gaoqiao (Hunan)	49
Figure 12 Ouverture au trafic de la phase I du chemin de fer de Nairobi-Malaba	52
Figure 13 Centrale solaire thermique à tour Noor III au Maroc.....	54
Figure 14 Une nouvelle version du papier-monnaie de Madagascar portant un motif de riz hybride.....	61
Figure 15 Parc industriel de Guangde en Angola	64
Figure 16 Application des drones de la série XAG P dans les plantations de canne à sucre en Afrique du Sud	69

Tableau

Tableau 1 Processus de modernisation des entreprises	5
Tableau 2 Thèmes étroitement liés aux chaînes industrielles dans les « Dix plans de coopération sino-africain », les « Huit initiatives majeures » et les « Neuf programmes »	29
Tableau 3 Certaines caractéristiques de la coopération dans les chaînes industrielles agricoles entre la Chine et l'Afrique	32
Tableau 4 Certains parcs ou zones de coopération économique et commerciale en Afrique.....	37
Tableau 5 Déficit de financement par secteur en Afrique	40
Tableau 6 Vingt-trois centres de démonstration des technologies agricoles en tant que projets d'aide à l'Afrique	43

Information d'entreprises

Entreprises présentées dans les études de cas

1	China Road and Bridge Corporation
2	Power Construction Corporation of China
3	Huawei Technologies Co., Ltd.
4	Sinoma International Engineering Co., Ltd. (Nanjing)
5	China Nonferrous Metal Mining (Group) Co., Ltd.
6	Shandong Weiqiao Venture Co., Ltd.
7	Soremi SA
8	China National Petroleum Corporation
9	Wynca Group
10	Yuan's Seed Company Limited
11	Zhejiang Mina Textile Co., Ltd.
12	Honghua Group
13	Lebunna
14	Jielong Holding (Tanzania) Ltd.
15	Guangde International Group
16	Jushi Egypt
17	Kilimall
18	Zhejiang Herocean Pan-African Network Co., Ltd.
19	Chongqing Haifu Medical Technology Co., Ltd.
20	XAG Co., Ltd.

Entreprises présentées dans les références

21	Keda Industrial Group Co., Ltd
22	Wangkang Holding Group Co., Ltd.
23	Guangzhou Minchuang Investment Partnership (Limited Partnership)
24	Guangdong Bordar Technology Co., Ltd.
25	Hainan Airlines Holding Co., Ltd.
26	China CNDC Engineering Co., Ltd.
27	Bank of China Limited
28	Hunan Construction Engineering Group Co., Limited
29	Jihua 3517 Rubber Products Co., Ltd.
30	Yueyang Guansheng Investment Development Company Limited
31	Mainland Group
32	Tiantang Group

33	China International Water & Electric Corp.
34	China International Water & Electric Corp.
35	Hisense Group Co., Ltd.

Entreprises présentées dans le rapport

36	Huajian Group
37	China-Egypt TEDA Investment Co., Ltd.
38	China-Africa Lekki Investment Ltd.
39	Jiangsu Yongyuan Investment Co., Ltd.
40	China Nonferrous Metal Mining (Group) Co., Ltd.
41	Chongqing Seed Group
42	Jilin Provincial Grain Group
43	Jiangxi Huachang International Economic and Technological Co., Ltd.
44	Yuan Long Ping High-Tech Agriculture Co.,Ltd.
45	China Agricultural Development Group
46	Chinese Academy of Tropical Agricultural Sciences
47	Guangxi Bagui Company
48	Fujian Agriculture And Forestry University
49	Huaqiao Fenghuang Group Co.,Ltd.
50	Menoble Co.,Ltd.
51	Shandong Foreign Economic & Technical Cooperation Co., Ltd.
52	China Agricultural Development Group
53	Shaanxi Agricultural Reclamation Corporation
54	Qingdao Ruichang Cotton Industry Co., Ltd.
55	Heilongjiang Yanlin Manor Technology Co., Ltd.
56	Ningxia GOLDEN Fortune Sheep Industry Co., Ltd.
57	ZTE Energy Company Limited
58	Jiangxi Ganliang Industrial Co., Ltd.
59	Hunan Academy of Agricultural Sciences
60	Cgcoc Group
61	Shanxi International Economic & Technical Cooperation Co., Ltd.
62	Guangxi Academy of Agricultural Sciences
63	Xinjiang Beixin International Engineering & Construction Co., Ltd.
64	Huawei Technologies Co., Ltd.

Entreprises présentées dans les annexes

65	Le groupe Wepon
66	China-Egypt TEDA Investment Co., Ltd.
67	Jiangsu Yongyuan Investment Co., Ltd.
68	Dongguan Huabao Shoes Co., Ltd.
69	Fujian Xinqiao Trade Co., Ltd.

70	Fujian Goodwill Building Materials Industry Development Co., Ltd.
71	China Wuyi Co., Ltd.
72	Shanxi Jinfei Investment Co., Ltd.
73	Hongdong Fishery Co., Ltd.
74	Anhui Foreign Economic Construction (Group) Co., Ltd.
75	Hisense Middle East - Africa Holdings Co., Ltd.
76	China-Africa Lekki Investment Ltd.
77	Yuemei Group Co., Ltd.
78	Guangdong Xinguang International Group China Africa Investment Co., Ltd.
79	Guangdong Zhongni Industrial Co., Ltd.
80	Henan Guoji Industry Group Co., Ltd.
81	China Shandong International Economic & Technical Cooperation Corp
82	JOC Technical Engineering Co., Ltd.
83	Henan Yukuang Kaiyuan Mining Co., Ltd.
84	Sichuan Youhao Hengyuan Agricultural Development Co., Ltd.
85	Changyi Deming IM&EXPORT Co., Ltd.
86	Guangzhou Zhongdian Property Investment Co., Ltd.
87	China Nonferrous Metal Mining (Group) Co., Ltd
88	Sinoma Cement Co., Ltd.
89	Qingdao Ruichang Tech-Industry Co., Ltd.
90	Soluxe International Business Co., Ltd.



Bibliographie

Gouvernement populaire central de la République populaire de Chine (2023). Allocution de Xi Jinping au 15e Sommet des BRICS. https://www.gov.cn/yaowen/liebiaob/202308/content_6899791.htm

Qsttheory.cn (2023). Discours de Xi Jinping au Dialogue des dirigeants chinois et africains (Texte intégral). http://www.qsttheory.cn/yaowen/2023-08/25/c_1129823353.htm

Gouvernement populaire central de la République populaire de Chine (2023). Ouverture en Ethiopie de la conférence thématique de la coopération sino-africaine dans le cadre de « la Ceinture et la Route ». https://www.gov.cn/yaowen/liebiao/202309/content_6903048.htm

Guo, W., & Yang, Y. (2019). Application of industry chain theory in the financial services of small and medium-sized enterprises. Proceedings of the 1st International Symposium on Economic Development and Management Innovation (EDMI 2019). <https://doi.org/10.2991/edmi-19.2019.27>

PW Consulting(2021). Industry Chain, Value Chain, Supply Chain, Difference Between Them. <https://pmarketresearch.com/what-are-industry-chain-value-chain-and-supply-chain-whats-the-difference-between-them/>

World Bank Group (2018). Inclusive (Global) Value Chains Jobs and Migration Core Course. <https://thedocs.worldbank.org/en/doc/215751528391009103-0160022018/render/2PMMay3InclusiveGVCs.pdf>

CIPS(2023). What is a supply chain?. <https://www.cips.org/intelligence-hub/supply-chain-management/what-is-a-supply-chain>

Ma Zhongdong (2022). Research on Quality Upgrading of Industrial Clusters from the Perspective of Global Value Chain, p. 4, Economic Science Press.

BBC (n.d.). The role of business. <https://www.bbc.co.uk/bitesize/guides/zkqp6v4/revision/3>

UNIDO (2021). Why industrial development matters now more than ever before. <https://iap.unido.org/articles/why-industrial-development-matters-now-more-ever>

Tian, K., Dietzenbacher, E., & Pin, R. J. A. (2019). Measuring industrial upgrading: applying factor analysis in a global value chain framework. *Economic Systems Research*, 31(4), 642–664. <https://doi.org/10.1080/09535314.2019.1610728>

Li, M., & Li, M. (2017). Industrial transformation and upgrading: the inevitable choice for NGEs' new growth and development. In *Research series on the Chinese dream and China's development path*. https://doi.org/10.1007/978-981-10-3872-3_3

Bair, J., & Gereffi, G. (2018). Local Clusters in Global chains: The causes and consequences of export dynamism in Torreon's blue jeans industry. In *Cambridge University Press eBooks* (pp. 176–204). <https://doi.org/10.1017/9781108559423.007>

Lee, J., & Chen, J. (2000). Dynamic Synergy Creation with Multiple Business Activities: Toward a Competence-based Business Model for Contract Manufacturers

- Schmitz, H., & Humphrey, J.F. (2000). Governance and Upgrading: Linking Industrial Cluster and Global Value Chain Research.
- Walter Rodney (1971). *How Europe Made Africa Underdeveloped* (translated by Li Anshan), p. 54, Social Science Literature Press.
- Shu Yunguo & Liu Weicai (2013). *African Economic History of the 20th Century*, p. 27, Zhejiang People's Publishing House.
- William Todoff (2007). *African Government and Politics* (translated by Xiao Hongyu), p. 39, Peking University Press.
- Li Anshan (2021). *Modern History of Africa*, pp. 380-429, East China Normal University Press.
- ACET (2022). Transforming and Building Resilient Economies in Africa: Resetting Priorities for the Policy Agenda in the post-COVID-19 Era. <https://acetforafrica.org/research-and-analysis/reports-studies/reports/transforming-and-building-resilient-economies-in-africa-resetting-priorities-for-the-policy-agenda-in-the-post-covid-19-era/>
- Kaba, K., Lin, J. Y., & Renard, M. (2022). Structural change and trade openness in sub-Saharan African countries. *The World Economy*, 45(7), 2101–2134. <https://doi.org/10.1111/twec.13261>
- Lu Tingen (2000). *A Brief History of Agricultural Development in Africa*, China Finance Publishing House.
- Organization Of African Unity (1980). *Lagos plan of action for the economic development of Africa 1980-2000*.
- <https://www.resakss.org/sites/default/files/OAU%201980%20Lagos%20Plan%20of%20Action%20for%20the%20Economic%20Development%20of%20Africa.pdf>
- World Bank Group (2010). Accelerated development in sub-Saharan Africa: an agenda for action (English). <http://documents.worldbank.org/curated/en/702471468768312009/Accelerated-development-in-sub-Saharan-Africa-an-agenda-for-action>
- World Bank Group (1999). *Adjustment in Africa: reforms, results, and the road ahead*. <https://documents1.worldbank.org/curated/en/497781468009320518/pdf/multi0page.pdf>
- Schatz, S. P. (1994). Structural Adjustment in Africa: a Failing Grade So Far. *Journal of Modern African Studies*, 32(4), 679–692. <https://doi.org/10.1017/s0022278x00015901>
- Kefferstan, S. (2017). The Perfect Storm: lasting impacts of structural adjustment programs and pressures of climate change in Latin America and Ghana, Africa. <https://api.semanticscholar.org/CorpusID:51918852>
- Kaba, K., Lin, J. Y., & Renard, M. (2022b). Structural change and trade openness in sub Saharan African countries. *The World Economy*, 45(7), 2101–2134. <https://doi.org/10.1111/twec.13261>
- D+C (2018). Failed policies Descent into hell. <https://www.dandc.eu/en/article/africa-structural-adjustment-did-not-trigger-fast-growth-had-contractive-impact>
- Global Issues (2013). Structural Adjustment – a Major Cause of Poverty. <https://www.globalissues.org/article/3/structural-adjustment-a-major-cause-of-poverty>

African Union (2008). ACTION PLAN FOR THE ACCELERATED INDUSTRIAL DEVELOPMENT OF AFRICA. <https://au.int/en/documents/20111231/action-plan-accelerated-industrial-development-africa>

African Union (2023). About the African Union. <https://au.int/en/overview>

AUDA-NEPAD (2023). About Us. https://www.nepad.org/who-we-are#about_us

Yao Guimei (2022). Production Capacity Cooperation between China and Africa, p. 10, China Social Science Press.

McKinsey Global Institute (2010). Lions on move: The progress and potential of African economies. https://www.mckinsey.com/~media/McKinsey/Featured%20Insights/Middle%20East%20and%20Africa/Lions%20on%20the%20move/MGI_Lions_on_the_move_african_economies_Exec_Summary.pdf

African Union (2018). ACTION PLAN FOR THE ACCELERATED INDUSTRIAL DEVELOPMENT OF AFRICA. <https://au.int/en/documents/20111231/action-plan-accelerated-industrial-development-africa>

African Union (2023). Agenda 2063: The Africa We Want. <https://au.int/en/agenda2063/overview>

UNIDO (2023). Third Industrial Development Decade for Africa 2016-2025. <https://www.unido.org/IDDA3>

African Development Bank Group (2022). Africa Industrialization Index 2022. <https://www.afdb.org/en/documents/africa-industrialization-index-2022>

AUC/OECD (2022). Africa's Development Dynamics 2022: Regional Value Chains for a Sustainable Recovery. https://www.oecd-ilibrary.org/development/africa-s-development-dynamics-2022_2e3b97fd-en

Export Planning (2019). The African Challenge: Exporting Products with a higher Added Value. <https://www.exportplanning.com/en/magazine/article/2019/10/14/african-challenge-export-added-value/>

Global Issues (2013). Structural Adjustment—a Major Cause of Poverty. <https://www.globalissues.org/article/3/structural-adjustment-a-major-cause-of-poverty>

Union africaine (2023). Agenda 2063 : L'Afrique que nous voulons. <https://au.int/agenda2063/overview>

Commission de l'Union africaine et Agence de développement de l'Union africaine – Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) (2022). Second rapport continental sur la mise en œuvre de l'Agenda 2063. https://au.int/sites/default/files/documents/41480-doc-2nd_Continental_Progress_Report_on_Agenda_2063_English.pdf

UNIDO (2016). Industrialization in Africa and Least Developed Countries. https://www.unido.org/sites/default/files/2016-09/UNIDO_2016_G20_08_25_0.pdf

Le gouvernement central de la République populaire de Chine (2020). Créer une nouvelle conjoncture de développement à la recherche d'une coopération mutuellement bénéfique et gagnant-gagnant (discours inaugural prononcé lors du Dialogue des PDG de l'APEC). https://www.gov.cn/gongbao/content/2020/content_5565810.htm

Ngouhouo, I., & Nchofoung, T. N. (2021). Economic Resilience in Sub-Saharan Africa: Evidence from Composite Indicators. *Journal of the Knowledge Economy*, 13(1), 70–91. <https://doi.org/10.1007/s13132-020-00717-2>

World Resources Institute (wri.org) (2017). Africa's Green Growth Opportunity. <https://www.wri.org/insights/africas-green-growth-opportunity>

Site Web du gouvernement chinois (2020). Division des zones métallogénique sur le continent africain, <http://geochina.cgs.gov.cn/html/2020/6/20200631.htm>

CFA Institute (2022). Eight Reasons Why Africa Is Primed for Impact Investing. <https://blogs.cfainstitute.org/investor/2022/10/14/eight-reasons-why-africa-is-primed-for-impact-investing/>

Africa Business (2022). Why Africa Is One of the Fastest Growing Consumer Markets in the World. <https://africabusiness.com/2022/02/11/why-africa-is-one-of-the-fastest-growing-consumer-markets-in-the-world/>

invest Africa (2023). Africa's Consumer Markets with NKC African Economics. <https://www.investafrica.com/insights/africas-consumer-markets-with-nkc-african-economics>

Deloitte (2016). Industry 4.0 Is Africa ready for digital transformation?. <https://vdocuments.mx/industry-40-is-africa-ready-for-digital-transformation.html?page=1>

La Commission nationale du développement et de la réforme de la République populaire de Chine (2021) : Appréhender correctement les caractéristiques du nouveau cycle de révolution industrielle. https://www.ndrc.gov.cn/xxgk/jd/wsdwhfz/202107/t20210712_1290219.html

Ibid. La Commission nationale du développement et de la réforme de la République populaire de Chine (2021) : Appréhender correctement les caractéristiques du nouveau cycle de révolution industrielle. https://www.ndrc.gov.cn/xxgk/jd/wsdwhfz/202107/t20210712_1290219.html

Deloitte (2016). Industry 4.0 Is Africa ready for digital transformation? <https://vdocuments.mx/industry-40-is-africa-ready-for-digital-transformation.html?page=1>

African Development Bank Group (2019). Potential of the fourth industrial revolution in Africa. https://4irpotential.afdb.org/wp-content/uploads/2019/10/AFDB_4IRreport_Main.pdf

World Economic Forum (2019). The Fourth Industrial Revolution will change production forever. Here's how. <https://www.weforum.org/agenda/2019/01/the-opportunities-and-perils-of-4ir-production-platforms/>

Institut d'économie industrielle et d'économie technologique de la Commission national du développement et de la réforme (2022). Rapport 2022 sur le développement industriel de Chine : recherche sur la modernisation des chaînes industrielles et d'approvisionnement de Chine, pp. 3-6, Economic Science Press

Harvard Business Review (2017). The World's Next Great Manufacturing Center. <https://hbr.org/2017/05/the-worlds-next-great-manufacturing-center>

Site Web officiel de la ZLECAf : <https://au-afcfta.org/>

Tralac (2023). Status of AfCFTA Ratification. <https://www.tralac.org/resources/infographic/13795-status-of-afcfta-ratification.html>

European Investment Bank (2022). FINANCE IN AFRICA: Navigating the financial landscape in turbulent times. https://www.eib.org/attachments/lucalli/finance_in_africa_2022_en.pdf

The United Nations (2018). Africa grapples with huge disparities in education. <https://www.un.org/africarenewal/magazine/december-2017-march-2018/africa-grapples-huge-disparities-education>

UNICEF (2021). Transforming Education in Africa: An evidence-based overview and recommendations for long-term improvements. <https://www.unicef.org/reports/transforming-education-africa>

The United Nations (2018). Africa grapples with huge disparities in education. <https://www.un.org/africarenewal/magazine/december-2017-march-2018/africa-grapples-huge-disparities-education>

CNUCED (2021). Rapport 2021 sur les technologies et l'innovation. <https://unctad.org/publication/technology-and-innovation-report-2021>

BCG (2021). Igniting Innovation-Based Growth in Africa. <https://www.bcg.com/publications/2021/innovation-in-africa>

CNUCED (2023). Rapport 2023 sur les technologies et l'innovation. <https://unctad.org/publication/technology-and-innovation-report-2023>

World Bank (2017). Leapfrogging: the Key to Africa's Development from Constraints to Investment Opportunities. <https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/121581505973379739/leapfrogging-the-key-to-africas-development-from-constraints-to-investment-opportunities>

EY (2021). Reset for Growth: Fast Forward. https://assets.ey.com/content/dam/ey-sites/ey-com/en_za/topics/attractiveness/reports/ey-aar-reset-for-growth-final.pdf

World Bank Group (2019). Doing business 2020. <https://archive.doingbusiness.org/en/reports/global-reports/doing-business-2020>; En septembre 2021, le Groupe de la Banque mondiale a déclaré qu'il avait décidé de suspendre la publication du rapport.

AFDB (2022). Bank Group's Strategy for Addressing Fragility and Building Resilience in Africa (2022-2026). <https://www.afdb.org/en/documents/bank-groups-strategy-addressing-fragility-and-building-resilience-africa-2022-2026>

Transparency International (2023). CPI 2022 for Sub-Saharan Africa: Corruption compounding multiple crises. <https://www.transparency.org/en/news/cpi-2022-sub-saharan-africa-corruption-compounding-multiple-crises>

World Bank Group (2023). Africa's pulse: Leveraging Resource Wealth During the Low Carbon Transition. <https://www.worldbank.org/en/publication/africa-pulse>

World Bank (2019). Global Waves of Debt: Causes and Consequences. <https://www.worldbank.org/en/research/publication/waves-of-debt>

UNECA (2016). Macroeconomic Policy And Structural Transformation Of African Economies. <https://archives.au.int/bitstream/handle/123456789/1410/Macroeconomic%20structural%20of%20Africa-E.pdf>

OECD (2022). Regional Value Chains in Africa for Better Global Integration. <https://www.oecd.org/coronavirus/en/data-insights/regional-value-chains-in-africa-for-better-global-integration>

The World Economic Forum (2021, February). 6 Reasons Why Africa's New Free Trade Area is a Global Game Changer. <https://www.weforum.org/agenda/2021/02/afcfta-africa-free-trade-global-game-changer/>

United Nations (2020). Identifying Priority Products and Value Chains for Standards Harmonization in Africa: Technical Study. <https://repository.uneca.org/handle/10855/43813>

Africa Union (2022). Made by Africa: Creating Value through Integration. <https://au.int/en/documents/20221123/made-africa-creating-value-through-integration>

Tralac (2022). Intra-Africa Non-tariff Trade Costs for the Period 2015-2019. <https://www.tralac.org/resources/infographic/15537-intra-africa-non-tariff-trade-costs-for-the-period-2015-2019.html>

UNCTAD(2019). Economic Development in Africa Report 2019. https://unctad.org/system/files/official-document/aldcafrica2019_en.pdf

Mengistu, M. M. (2015). Multiplicity of African regional economic communities and overlapping memberships: a challenge for African integration. *International Journal of Economics, Finance and Management Sciences*, 3(5), 417. <https://doi.org/10.11648/j.ijefm.20150305.12>

The World Bank (2021). Digital Economy for Africa (Newsletter Spring 2021). <https://thedocs.worldbank.org/en/doc/b618f9ef700dde6e605c994f2170b704-0360022021/>

Kareem, F. O., Martínez-Zarzoso, I., & Brümmer, B. (2022). What Drives Africa's Inability to Comply with EU Standards? Insights from Africa's Institution and Trade Facilitation Measures. *The European Journal of Development Research*. <https://doi.org/10.1057/s41287-022-00547-9>

UNECA (2020). Harmonization of standards across Africa is vital to the realization of trade and industrialization potential of the AfCFTA. <https://www.uneca.org/stories/harmonization-standards-across-africa-vital-realization-trade-and-industrialization-potential>

Bureau de l'information du Conseil des Affaires d'Etat (2014). Le contexte et les pistes de réflexion concrètes de l'Initiative « la Ceinture et la Route ». <http://www.scio.gov.cn/ztk/wh/slx/31200/Document/1415297/1415297.htm>

Gouvernement central de la République populaire de Chine (2017). Projet sur la coopération maritime dans le cadre de la construction de « la Ceinture et la Route ». https://www.gov.cn/xinwen/2017-06/20/content_5203985.htm

Institut d'études internationales de Chine (2019). Tendances du développement africain et construction conjointe de « la Ceinture et la Route » par la Chine et l'Afrique, https://www.ciis.org.cn/gjwtyj/qkml/2019n/202007/t20200714_4619.html

Gouvernement central de la République populaire de Chine (2021). Déclaration de Dakar de la 8e Conférence ministérielle du Forum sur la coopération sino-américaine (Texte intégral). https://www.gov.cn/xinwen/2021-12/02/content_5655364.htm

Agence chinoise de coopération internationale pour le développement (2021). Vision 2035 de la coopération Chine-Afrique. http://www.cidca.gov.cn/2021-12/09/c_1211480567.htm

yidaiyilu.gov.cn (2023). Liste des pays ayant signé des documents de coopération avec la Chine sur la construction conjointe de « la Ceinture et la Route », <https://www.yidaiyilu.gov.cn/p/77298.html>

Yidaiyilu.gov.cn (2019). He Wenping : « La Ceinture et la Route » et la coopération sino-africaine : une interconnexion précise et un développement de qualité. <https://www.yidaiyilu.gov.cn/p/95609.html>

Xinhuanet.com (2017). Xi Jinping : « La construction de "la Ceinture et de la Route" ne consiste pas à repartir de zéro, ni à renverser l'ancien pour installer quelque chose de nouveau ». http://www.xinhuanet.com/world/2017-05/14/c_129604248.htm

Gouvernement central de la République populaire de Chine (2021). livre blanc intitulé La coopération sino-africaine dans la nouvelle ère. https://www.gov.cn/zhengce/2021-11/26/content_5653540.htm

Ministère du commerce de la République populaire de Chine (2015). Interprétation sur les « Dix plans de coopération » approuvés lors du Sommet de Johannesburg du FCSA. <http://www.mofcom.gov.cn/article/ae/ai/201512/20151201208518.shtml>

Ministère du commerce de la République populaire de Chine (2018). Interprétation sur les « Huit initiatives majeures » approuvées lors du Sommet de Beijing du FCSA. <http://www.mofcom.gov.cn/article/ae/ai/201809/20180902788421.shtml>

Ministère du commerce de la République populaire de Chine (2022). Interprétation sur les « Neuf programmes » approuvés lors de la 8e Conférence ministérielle du FCSA. <http://ne.mofcom.gov.cn/article/sqfb/202201/20220103237203.shtml>

Conseil d'affaires Chine-Afrique (2022). Les investissements chinois en Afrique (2022) : Coopération sino-africaine du point de vue de la chaîne d'approvisionnement. http://www.focac.org.cn/zgqyztzfbg/202108/t20210831_9133895.htm

Yuan Xiaohui (2022). Review and Outlook on China-Africa Agricultural Cooperation under the Framework of the China-Africa Cooperation Forum. International Economic Cooperation (06), 43-51+87-88.

Pont sino-africain (2022). Promouvoir la coopération bilatérale en matière de capacités de production dans le secteur de la santé entre la Chine et l'Afrique du Sud. <https://xueqiu.com/9306360375/211696344>

Gouvernement de la République populaire de Chine (2023). le Dialogue des dirigeants chinois et africains a publié l'Initiative pour le soutien à l'industrialisation de l'Afrique, le Programme d'assistance à la modernisation de l'agriculture de l'Afrique et le Plan de coopération sino-africaine pour le développement des talents. https://www.gov.cn/yaowen/liebiao/202308/content_6900010.htm

Yao Guimei (2022). Coopération sino-africaine en matière de capacités de production, pp. 16-81. China Social Sciences Press.

Secrétariat de l'Exposition économique et commerciale Chine-Afrique (2023). Rapport sur les relations économiques et commerciales Chine-Afrique 2023. <https://www.vzkoo.com/document/202307079d8c5589fa0ece5f613f48b5.html>

Quotidien du Hunan (2023). Plus de 620 entreprises chinoises ont investi dans la construction de 25 parcs industriels en Afrique. <https://baijiahao.baidu.com/s?id=1770144547888456115&wfr=spider&for=pc>

Yao Guimei (2022). Coopération sino-africaine en matière de capacités de production, pp. 49-50. China Social Sciences Press.

People.cn (2023). La zone de coopération économique et commerciale sino-égyptienne TEDA Suez accélère sa mise à niveau stratégique. <http://world.people.com.cn/n1/2023/0714/c1002-40035901.html>

Centre de promotion de la Route de la Soie pour la coopération internationale de capacités de production (2020). « La Ceinture et la Route » et investissement dans les infrastructures en Afrique. http://weixin.bricc.org.cn/Module_Think/ThinkPortal/ArticleDetail.aspx?aid=476

AUDA-NEPAD (2022). 2021-2022 PIDA Progress Report. <https://www.dakarfinancingsummit.org/publications/2021-2022-pida-progress-report>

ICA (2020). Infrastructure Financing Trends in Africa: 2019-2020. <https://www.icafrica.org/en/>

Yao Guimei (2022). Coopération sino-africaine en matière de capacités de production, p. 39. China Social Sciences Press.

Munemo, J. (2013). Examining imports of capital goods from China as a channel for technology transfer and growth in Sub-Saharan Africa. *Journal of African Business*, 14(2), 106–116. <https://doi.org/10.1080/15228916.2013.804370>

Li Anshan (2021). *Modern History of Africa*, p. 590, East China Normal University Press.

Gouvernement central de la République populaire de Chine (2021). livre blanc intitulé La coopération sino-africaine dans la nouvelle ère. https://www.gov.cn/zhengce/2021-11/26/content_5653540.htm

McKinsey & Company (2017). Dragon and lion dance together. https://www.mckinsey.com.cn/wp-content/uploads/2017/06/ChinaAfrica_Cover-VF-highrez_CN-1.pdf

Gouvernement central de la République populaire de Chine (2021). Livre blanc intitulé La coopération sino-africaine dans la nouvelle ère. https://www.gov.cn/zhengce/2021-11/26/content_5653540.htm

Xiao Hao, Tang Bin & Xu Helian (2023). Research on Increasing African Agricultural Products Imports and Opening “Green Lanes”. Social Science Academic Press (China)

Tang Bin & Xiao Hao (2022). The current situation and prospects of African agricultural products exported to China under the new development pattern of “dual circulation”. *China Investment (in Chinese and English) (Z1)*, 98-99.

Gouvernement central de la République populaire de Chine (2021). Construire une communauté de destin Chine-Afrique encore plus étroite – Interprétation sur le livre blanc intitulé « La coopération sino-africaine dans la nouvelle ère ». https://www.gov.cn/xinwen/2021-11/27/content_5653709.htm

(2022). Département du commerce de la province du Guangdong (2022). La coopération sino-africaine – La « double circulation » crée de nouvelles opportunités. http://com.gd.gov.cn/zcggfwpt/zcqzx/content/post_4125368.html

Xiao Hao, Tang Bin & Xu Helian (2023). The Construction Effectiveness and Prospects of the China-Africa Economic and Trade Expo. *West Asia and Africa (03)*, 74-93+157-158.

Site Web du gouvernement populaire provincial du Hunan. <http://www.hunan.gov.cn/>

Gouvernement populaire municipal de Jinhua (2023). Nos pratiques innovantes dans la coopération économique et commerciale sino-africaine remportent la médaille d'argent de la province du Zhejiang pour notre réalisation dans la réforme. http://www.jinhua.gov.cn/art/2023/1/7/art_1229159979_60247365.html

People.cn (16 août 2023). Des voies uniques de coopération avec l'Afrique grâce à des plateformes avec des avantages complémentaires – pratiques du Jiangsu, du Hunan, du Hubei et d'autres provinces. http://paper.people.com.cn/rmrhwb/html/2023-08/16/content_26011544.htm

Harrison, A., Lin, J. Y., & Xu, L. C. (2014). Explaining Africa's (Dis)advantage. *World Development*, 63, 59–77. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2013.10.011>

Justin Yifu Lin (2018). China's Rise and Opportunity for Structural Transformation in Africa. *Journal of African Economies*, Volume 27, Issue suppl_1, Pages i15–i28. <https://doi.org/10.1093/jae/ejy012>

ACET (2021). African Transformation Report 2021 Integrating to Transform. <https://acetforafrica.org/research-and-analysis/reports-studies/atr/african-transformation-report-2021/>

Making Finance Work For Africa. (2022, April, 27). Recent Trends in Access to Finance in Africa. <https://www.mfw4a.org/blog/recent-trends-access-finance-africa>

BCG (2021). Unleashing Innovation in Africa. <https://www.bcg.com/publications/2021/innovation-in-africa>

ACET (2014). 2014 African Transformation Report Growth with Depth. <https://acetforafrica.org/research-and-analysis/reports-studies/atr/african-transformation-report-2014/>

<https://www.weforum.org/press/2021/01/study-finds-ways-to-boost-intra-african-trade-and-build-resilience>

<https://www.bakermckenzie.com/en/newsroom/2021/10/supply-chain-in-africa>

<https://www.bcg.com/publications/2021/transforming-africa-food-systems-from-demand-side>.

Jambor, A., Babu, S. (2016). Strategies for Increasing Competitiveness of Agriculture. In: *Competitiveness of Global Agriculture*. Springer, Cham. https://doi.org/10.1007/978-3-319-44876-3_8

Getachew Mengistie Alemu (2019). Strategic Use of Branding for Competitiveness: the Rationale for Branding and Marketing Agricultural Products of African Countries. <https://www.scienceopen.com/hosted-document?doi=10.13169/jfairtrade.1.2.0006>

HNTBT Net (2022). Aperçu de l'Organisation régionale africaine de normalisation. <https://www.hntbt.org.cn/pc/newsDetails/47194/>

OECD (2022). Africa's Development Dynamics 2022: Regional Value Chains for a Sustainable Recovery. <https://www.oecd-ilibrary.org/sites/e1de4174-en/index.html?itemId=/content/component/e1de4174-en>

UNCTAD (2022). Rethinking the Foundations of Export Diversification in Africa: The Catalytic Role of Business and Financial Services. https://unctad.org/system/files/official-document/aldafrica2022-summary_en.pdf

ACET (2017). African Transformation Report 2017: Agriculture Powering Africa's Economic Transformation. <https://acetforafrica.org/research-and-analysis/reports-studies/atr/african-transformation-report-2017/>

ACET (2014). African Transformation Report Growth with Depth. <https://acetforafrica.org/research-and-analysis/reports-studies/atr/african-transformation-report-2014/>

Wang Yong, Fan Zhongchen & Li Xinze (2022). Structure de dotation, recherche et développement, et modernisation industrielle. *China's Industrial Economy*(09),5-23.

EU (2021). Ethiopia: Ten years development plan 2021-2030 by the Planning and Development Commission of the Federal Democratic Republic of Ethiopia (2020). <https://capacity4dev.europa.eu/library/ethiopia-ten-years-development-plan-2021-2030-planning-and-development-commission-federal-democratic-republic-ethiopia-2020>

The World Bank (2023). Labor Productivity Growth and Industrialization in Africa. <https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/099854202062391425/idu02125ef1d01d4904496091ca0f8683b886cf6>

SET(2017). Economic transformation: a new approach to inclusive growth. https://set.odi.org/wp-content/uploads/2017/03/Economic-Transformation-New-Approach-SET-Briefing-Paper_FINAL.pdf

Institut de recherche sur la coopération économique et commerciale Chine-Afrique (2023). Indice de développement de l'économie numérique en Afrique et rapport sur la coopération économique numérique sino-africaine (2023).

Africa's Development Dynamics (2022). Regional Value Chains For A Sustainable Recovery. https://www.oecd-ilibrary.org/development/africa-s-development-dynamics-2022_2e3b97fd-en

World Bank Group (2021). Industrialization in Sub-Saharan Africa: Seizing Opportunities in Global Value Chains. <https://www.worldbank.org/en/region/afr/publication/industrialization-in-subsaharan-africa-seizing-opportunities-in-global-value-chains>

Xinhuanet.com (2018). Xi Jinping : la coopération sino-africaine depuis cinq ans. http://www.xinhuanet.com/politics/xxjxs/2018-08/31/c_1123357803.htm

Quotidien Guangming (2021). La société de moyenne aisance, la prospérité commune et la modernisation à la chinoise. http://www.qstheory.cn/qshyjx/2021-12/15/c_1128164311.htm

Theory.people.com.cn (2017). Saisir les opportunités offertes par « la Ceinture et la Route » pour ouvrir une voie de coopération gagnant-gagnant. <http://theory.people.com.cn/n1/2017/0919/c40531-29543417.html>

Yang Baorong (2018). Le développement autonome ouvert de l'Afrique et la coopération sino-africaine sur les capacités de production, pp. 279-290, Economic & Management Publishing House.

Yao Guimei (2022). La coopération sino-africaine sur les capacités de production, China Social Sciences Press.

acfic.org (2023). Réunion des membres de la plateforme Chine-Afrique pour la promotion des investissements privés. http://www.acfic.org.cn/qlyw/202303/t20230322_189455.html

Secrétariat de l'Exposition économique et commerciale Chine-Afrique (2021), Rapport sur les relations économiques et commerciales sino-africaines 2021. <https://www.caitec.org.cn/upfiles/file/2021/10/2021111715583001.pdf>



Remerciements

Le développement et la transformation des chaînes industrielles constituent actuellement une exigence stratégique si l'Afrique veut parvenir à un développement autonome et durable. Les modèles, les pratiques et les résultats de la coopération sino-africaine montrent la détermination du gouvernement chinois et des entreprises chinoises à soutenir ce développement et cette transformation. Cette étude spéciale de la série « Rapport sur les investissements chinois en Afrique » se concentre sur la coopération sino-africaine du point de vue des chaînes industrielles. Elle met en particulier en évidence les efforts énormes et les attentes élevées des entreprises chinoises pour consolider des fondations, renforcer les maillons faibles, combler les lacunes et développer les atouts des chaînes industrielles africaines.

Ce rapport a été dirigé par le Conseil d'affaires Chine-Afrique (CABC), qui a coordonné les ressources, organisé la compilation, les entretiens, la relecture, la traduction et la publication. Plus de 600 personnes ont contribué à la réussite de ce rapport. Des améliorations resteront toujours nécessaires et les lecteurs sont invités à nous écrire et à signaler toute erreur. Nous souhaitons en particulier exprimer notre sincère gratitude aux personnes et institutions suivantes pour leur expertise, leurs idées, leur temps et leurs efforts.

Membres principaux :

Merci à Xiaoyong, Xiao Hao, Bai Xiaofeng, Tuo Hanjun, Zhou Yufang, Zhao Linqing, Zeng Ziyang, Joseph Olivier Mendo'o, Yang Qingyun, Tan Yue, Zhu Zihui, Huang Shan et Ma Haonan pour le temps consacré à la rédaction et à la coordination du rapport. En outre, nous exprimons particulièrement notre reconnaissance à Yang Long pour son aide à la conception, et à CIG Académie de Traduction et d'Interprétation pour la traduction, l'édition et le conseil.

Publication du rapport :

Nous remercions Zhejiang Financial Assets Exchange / China-Africa Supply Chain Institute Co. Ltd, Fang Tong Zhou Holdings and Guangde International Group / Zhejiang Xiquan Trading Co. Ltd, pour leur ferme soutien dans le travail d'édition et de publication des versions anglaise, française et chinoise du rapport.

Etudes de cas :

Les 20 études de cas du rapport proviennent du Conseil d'affaires Chine-Afrique (CABC) et de l'Institut de recherche économique et commerciale Chine-Afrique, notamment des 90 membres du CABC et des entreprises chinoises situées en Afrique. Nous tenons à remercier les succursales du CABC, en incluant aussi les partenaires coopératifs, le bureau de Hangzhou, le bureau de Qingdao, le bureau de Guangzhou, le bureau de Changsha, le comité logistique, le comité médical, et le comité international des jeunes entrepreneurs.

Etablissements participants :

Au cours de nos études, de nombreuses institutions ont fourni des conseils et des informations générales. Nous remercions l'Institut de recherche économique et commerciale Chine-Afrique de l'Université, Attijariwafa Bank, African Diaspora Business Council pour leurs idées constructives et CICG Académie de Traduction et d'Interprétation pour leur soutien.

Experts et chercheurs :

Nous remercions les experts et les chercheurs de multiples disciplines qui ont fourni des suggestions constructives à ce rapport — Hao Rui, Li Wentao, Yuan Xiaohui, Mao Keji, Chen Huiyi, and Li Shan.

Merci à nos collègues et stagiaires du CABC — Wang Jiang, Feng Qiang, Qu Peiran, Li Xuewei, Chen Shupeng, Zhao Dan, Wang Yan, Zhu Ziwei, Xiong Shirui et Yang Qianmeng pour leur aide dans l'enquête auprès des entreprises, la collecte de données, la révision de textes et la mise en page ainsi que d'autres contributions importantes.

Groupe de recherche du « Rapport sur les investissements chinois en Afrique 2023 »
Beijing, octobre 2023



Publication supported by



Zhejiang Financial Assets Exchange Corporation



Fang Tong Zhou Holdings



Guangde Internacional Grupo,Lda



中非经贸合作研究院
China-Africa Economic & Trade Research Institute

China-Africa Economic & Trade Research Institute